

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12322 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— VENDREDI 7 SEPTEMBRE 1984

Pinochet face à l'orage

Le bilan des deux nouvelles journées de protestation populaire contre le régime du général Pinochet organisées par les différentes formations d'opposition — apparemment désempées et agissant en ordre dispersé — est lourd.

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont repris mercredi 5 septembre à Santiago et dans certaines villes de province, ont fait au moins huit morts et des dizaines de blessés. Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées ou arrêtées. C'est une fois de plus dans les immenses faubourgs populaires et misérables de la capitale que les heurts ont été les plus violents. Des barricades ont été érigées et des coups de feu échangés. Mais la balance n'est pas égale entre les groupes isolés d'insurgés et des forces de l'ordre très bien équipées et décidées à étouffer brutalement dans l'ouïe toute velléité d'insurrection généralisée.

Dans les quartiers sud de Santiago, un jeune homme a été froidement abattu par un policier. A l'université de Copiapo, c'est un étudiant qui a été tué, alors que les centaines d'universitaires qui occupaient les locaux ont été appréhendés. Partout, à Santiago comme à Valparaiso ou à Concepcion, les caractéristiques sont intervenues avec énergie et ont tiré, souvent même sans aucune raison. Cette tactique délibérée d'intimidation illustre la volonté du général Pinochet de se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Elle réveille la majorité de l'opinion chilienne et est dénoncée par les plus hautes autorités de l'Eglise.

La mort, au cours des affrontements, d'un prêtre français affecté à une paroisse ouvrière de la capitale a contribué à accroître l'émotion, au Chili comme à l'étranger, devant la manière dont une dictature sans complexe réprime la revendication d'une majorité de la population en faveur d'un régime de liberté. La France a officiellement demandé des explications sur les circonstances de la mort du Père Jarlan. Le cardinal Silva Henríquez, ancien archevêque de Santiago, est sorti de sa réserve pour condamner les brutalités. Washington a pris position en recommandant le « dialogue » et en « déplorant les violences d'où elles viennent ».

La réprobation internationale ne modifie pas la réalité du rapport des forces. Pour certains dirigeants de l'opposition chilienne, cette dixième « protesta » est un succès. Le gouvernement, qui envisage d'engager des actions judiciaires contre les organisateurs des journées du 4 et du 5 septembre, est évidemment d'un avis opposé. Malgré le débrayage des camionneurs — dont les raisons sont plus économiques que politiques — il semble bien que les chefs de l'opposition n'aient pas réussi à paralyser vraiment la capitale et le pays.

Les heurts ont été très violents. Mais les Chiliens, par peur ou par lassitude, ne sont pas massivement descendus dans la rue. Au moins soixante-dix personnes ont déjà trouvé la mort au Chili depuis le début, en mai 1983, des mouvements de protestation pacifiques organisés par les opposants. Le général Pinochet, soutenu par l'armée de terre, qui a modifié la leçon argentine, et, de nouveau, par une fraction des classes moyennes effrayées par la violence populaire, est toujours là. Tout indique que son éventuel départ sera négocié ailleurs que dans les rues de Santiago.

(Lire nos informations page 6.)

Tokyo-Séoul : une « ère nouvelle »

La visite au Japon du président sud-coréen consacre la réconciliation

De notre correspondant

Tokyo. — Il avait fallu attendre vingt ans après la fin de la guerre pour que le Japon (l'ancien colonisateur) et la Corée du Sud (l'ancienne colonisée) renouent formellement des relations. En 1965, il aura fallu attendre encore autant pour que les deux voisins asiatiques, deux « tuesards » économiques étroitement liés à l'Amérique, échangent des visites au plus haut niveau. C'est dire, malgré le voisinage, l'illégitimité et l'endommagement partagé, le poids du passé, les oppositions, les risques.

Ainsi que le président Chun Doo Hwan arrivait ce jeudi 6 septembre à Tokyo, on parlait au Japon de « tournant historique », d'« ère nouvelle » et de contentieux à régler — le tout au bénéfice de la paix en Asie. Cependant, après des décennies d'arbitrage et de discrimination, la visite paraît avoir force de symbole. L'important est qu'elle ait bien lieu, et qu'elle se passe sans accroc.

D'abord sur le plan de la sécurité : pour cela des milliers d'hommes de Tokyo sont quasiment en état de siège. Ensuite, sur le plan politique et psychologique : quarante ans après la reddition de l'armée impériale, la grande question que l'on se pose, avec toutes sortes de circonlocutions, est la suivante : l'empereur Hiro Hito, pour aider à tourner la page sur le triste passé auquel il présida, se risque-t-il à exprimer des regrets, voire des excuses ? Usant-il au moins, en recevant le président Chun, de termes susceptibles d'être ainsi interprétés par les Coréens, tout en restant assez vagues pour ne pas choquer les Japonais. On en est encore là, en 1984, et les avis, les passions restent partagés.

Au moins vingt-trois mille policiers, soit une bonne partie de l'effectif habituellement requis pour maintenir l'ordre dans une ville de douze millions d'habitants, ont été mobilisés pour protéger le président Chun pendant son bref séjour, du 6 au 8 septembre. On n'est jamais trop prudent (1). Au poids de l'histoire et au contentieux émotionnel, toujours si facilement exacerbé entre le Japon et la Corée, vient, en effet, s'ajouter l'animosité que nourrissent à l'égard du chef de l'Etat sud-coréen et de son régime autoritaire divers mouvements et groupements politiques. En particulier, les membres de la communauté coréenne du Japon, placés sous l'influence du régime communiste du Nord, lui vouent une haine froide. Or, d'une part, il y a près de sept cent mille Coréens résidents au Japon. D'autre part, personne n'a

oublié l'attentat qui décima l'an dernier l'entourage du président Chun à Rangoun, et qui fut attribué à la Corée du Nord. Les mesures de sécurité sont donc d'une grande rigueur.

Une partie de la communauté coréenne du Japon ne reconnaît pas la légitimité de M. Chun. Le gros de l'opposition japonaise (socialistes et communistes) dénonce la nature « dictatoriale » de son régime et réprovoque sa venue — tout comme le fait la Corée du Nord. Des groupements gauchistes s'apprêtent à le conspuer. Des extrémistes de droite, nostalgiques et attardés, envisagent de l'imaginer reçu par l'empereur. Exceptionnelle sur le plan symbolique et historique, la visite n'est pas dépourvue de substance bilatérale. Un sérieux contentieux politique, économique et humain existe. Elle revêt également une portée internationale, régionale et globale, dans le contexte des divisions et tensions intercoréennes, dans celui des rivalités et manœuvres que cette situation suscite chez les puissances intéressées, plus particulièrement dans la stratégie américaine d'endiguement du communisme, « une stratégie à laquelle Tokyo et Séoul participent activement. Dans toute cette affaire, les Japonais semblent moins demandeurs que les Coréens.

R.-P. PARRIGAUX.

(Lire la suite page 6.)

Les « townships » après la tornade

La police sud-africaine « contrôle la situation » dans les cités noires ravagées par les incendies et les pillages Mais les causes des émeutes demeurent...

Johannesburg. — La fièvre est retombée mais les townships situés à une cinquantaine de kilomètres au sud de Johannesburg, sont encore agités de spasmes. Un calme précaire régnait, mercredi 5 septembre, dans la plupart des cités noires de cette importante zone industrielle, qui vient d'être le théâtre de violentes scènes d'émeute. Evaton, la

De notre correspondant MICHEL BOLE-RICHARD

première d'entre elle, immense villetout de cette triste plaine du Vaal, sèche et balayée par le vent, en porte de nombreux stigmates. Il faut approcher des maisons basses, souvent misérables quand il ne s'agit pas de bidonvilles, pour constater l'ampleur des dégâts. Les ruelles en terre battue sont encore encombrées d'énormes pierres, parsemées de verre brisé et obstruées par des vestiges de barricades.

Dans ce dédale, on constate d'abord que la quasi-totalité des boutiques ont été incendiées ou dévastées. Plus une boîte de conserve ou la moindre trace de nourriture dans les décombres et les cendres encore fumantes. En revanche, la population vaque tranquillement à ses occupations ou regarde d'un oeil soupçonneux le visiteur insolite. Pas l'ombre d'un policier.

An fil de ce parcours du combattant, ponctué de temps à autre par quelques « Hello boss ! », on découvre ça et là des amoncellements de gravats, des voitures incendiées, des immeubles éventrés, une librairie noircie par les flammes, un bâtiment de l'administration encore fumant. La gare de Residencia, qui dessert la ville industrielle toute proche de Verreniging, est noire de monde. Chacun attend patiemment le prochain train, qui tarde à arriver. Les autobus ne fonctionnent plus. Ceux qui ont préféré chercher un moyen de transport de fortune s'agglutinent le long des axes principaux. Là, à un

carrefour, c'est un groupe d'Indiens, la calotte blanche vissée sur la tête, qui contemplant, à bonne distance, la mise à sac de leur entrepôt, tandis que, juste à côté, un cimetière de voitures brûle lentement en dégageant une épaisse fumée noire.

Les pillards sont à l'œuvre. Une horde d'enfants, d'hommes et de femmes, se presse, dans une cohue indescriptible, à l'intérieur du dépôt indien, l'un emportant des planches, l'autre du fil de fer, un troisième un sac de ciment. Les plus efficaces sont venus avec leurs camionnettes. Impuissants, les propriétaires assistent à la liquidation de leur stock, fustigeant la police absente.

(Lire la suite page 4.)



FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 10.)

M. Fabius : le socialisme au profil bas

M. Roland Leroy (PCF) : « Nous ne sommes plus dans la majorité depuis que nous ne sommes plus au gouvernement »

M. Laurent Fabius a exposé mercredi soir 5 septembre à Antenne 2 les grandes lignes de l'action qu'il est chargé de conduire à la tête du gouvernement et qu'il a lui-même résumées en une phrase : « Nous avons besoin de continuer à être stricts ; c'est difficile, et ça va rester difficile. » Le premier ministre s'est engagé à se battre sur « cinq fronts » : contre le chômage ; la croissance (qui ne peut qu'être limitée), la création et le développement des entreprises, la flexibilité sociale, les travaux d'infrastructure et la formation. D'autre part, M. Fabius a fait part de son intention de persévérer

pour favoriser le « rassemblement » et la désignation en direction de l'opposition.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, a précisé, en réponse au premier ministre, que les communistes, contrairement à ce qu'avait dit M. Fabius — et, le 26 août, M. Pierre Jaquin, — « ne sont plus dans la majorité ».

Les dirigeants de l'UDF et du RPR — MM. Jean Lecanuet, Jean-Claude Gaudin, Charles Fauriol et Alain Juppé — ont tous rejeté l'analyse et la démarche du premier ministre.

Le prix à payer

Pour sa rentrée à la télévision comme premier ministre, M. Laurent Fabius devait, dans le domaine de l'économie, tenter d'accomplir une sorte de miracle. Dépourvu, c'est sa nature, de la chaleur

humaine de M. Mauroy et de cette éloquence de tribune acquise en trente ans de réunions publiques, il lui incombait, par d'autres qualités, de rétablir la crédibilité indispensable à un chef de gouvernement, à

peu près détruite par son prédécesseur. Cette tentative avait lieu au moment même où un sondage commandé par le *Monde*, révèle cruellement que, pour la grande majorité des Français, les hommes politiques ne disent pas la vérité.

Eh bien, malgré l'habileté de l'homme, le réalisme dont il a fait preuve, la séduction de son visage lisse et la sincérité incontestable de ses propos, il n'est pas sûr que ce miracle se soit produit, ou, si le message a été reçu comme tel dans l'opinion, c'est à un prix si élevé que beaucoup, parmi les fidèles militants socialistes, pourront à juste titre se demander sous quel régime ils vivent désormais, tandis que les opposants jubileront ouvertement en parlant d'un reniement ou d'un retour à la sagesse.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR Dévouement

M. Fabius compte sur le dévouement des enseignants pour moderniser l'école. Il a cité un instituteur qui a acheté de ses propres deniers — pour sa classe — un micro-ordinateur, et un chef d'établissement qui a renoncé à ses vacances d'été.

Faire autofinancer par les agents de l'Etat une partie du fonctionnement des services publics est une idée à creuser : les postiers s'achèteraient des tampons modernes, les policiers des tenues plus chics, les infirmières équiperait les hôpitaux et les chercheurs leurs labos.

Il faudrait, pour que ce soit vraiment efficace, augmenter fortement les traitements des personnels. Mais, pour cela, on compterait sur le dévouement des contribuables.

BRUNO FRAPPAT.

Rentrée scolaire : quand la qualité est de rigueur

Lire notre supplément pages 21 à 23

Dans « le Monde des livres »

- Les romans de la rentrée
- Etudes sur Bismarck

Lire pages 15 à 18

Catherine LÉPRONT

Une rumeur

roman

Une odeur, une image, un désir

GALLIMARD nrf

AFRIQUE

Tanzanie

LA RÉUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

M. Jospin souhaite l'arrêt des investissements français en Afrique du Sud

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Que pouvait faire, à propos de l'Afrique australe, les vingt-trois partis membres de l'Internationale socialiste et les six pays de la « ligne de front » (1), réunis les 4 et 5 septembre à Arusha, dans le nord-est de la Tanzanie (le Monde du 5 septembre), sinon appeler de leurs vœux, dans le communiqué final, l'abolition de l'apartheid, la suppression de la politique des bantoustans, l'avènement d'une « société libre, démocratique et non raciale » et l'indépendance de la Namibie basée sur la résolution 435 des Nations unies ?

La conférence d'Arusha, à laquelle ont notamment participé MM. Mario Soares, premier ministre portugais, Olof Palme, premier ministre suédois, et Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a, d'autre part, mis l'accent sur la nécessité d'arrêter tous nouveaux investissements en Afrique du Sud et de réduire, ensuite, « par là », les contacts commerciaux avec celle-ci. Elle a invité les gouvernements euro-

péens et les pays membres de la CEE à respecter l'embargo imposé par les Nations unies en mettant fin à toute coopération militaire avec le régime de Pretoria et à couper avec celui-ci tous les liens sportifs et culturels.

Dans son discours d'ouverture, M. Julius Nyerere, le chef de l'Etat tanzanien, avait, en effet, reproché aux nations occidentales d'imposer aux pays de la « ligne de front », un « embargo de fait » sur les livraisons d'armes, ce qui affaiblissait le combat engagé par ceux-ci pour l'abolition de l'apartheid et l'indépendance de la Namibie. Pour sa part, M. Jospin a promis que « le parti socialiste continental de faire pression sur les entreprises françaises pour qu'elles diminuent leurs investissements en Afrique du Sud et, si possible, cessent d'en faire ». Il a précisé que, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les transactions commerciales avec Pretoria avaient diminué d'environ 25 %. « Nous allons essayer de faire mieux », a-t-il ajouté. Tous les adversaires du régime « raciste » de Pretoria ne sont pas encore remis du « mauvais tour » que celui-ci leur a joué en signant, le 16 mars dernier, un pacte de non-agression avec le Mozambique. A cet égard, M. Soares s'est félicité de la conclusion de cet accord, « de nature, selon lui, à réduire les tensions » régionales. Il a souligné le souci de son gouvernement de prendre ses distances vis-à-vis de « formules qui, pour apporter des changements en Afrique australe, encouragent l'usage de la force ou s'appuient sur la violence verbale ».

La conférence d'Arusha offrait l'occasion, selon M. Jospin, de réagir contre le sentiment, répandu dans certains pays européens, que « l'équilibre des forces est en train de pencher en faveur de l'Afrique du Sud et qu'en conséquence on devrait s'arranger avec elle ». Il est, d'ailleurs, évident que les conclusions passées-partout de ces assises de l'Internationale socialiste, qui déjà en 1977 avait mis sur pied un programme de soutien à l'ANC et à la SWAPO, donnent à réfléchir au régime de Pretoria auquel M. Nyerere reproche de vouloir « placer une constellation d'Etats sous sa domination économique ».

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Madagascar

LA FIÈVRE DU KUNG-FU

Tananarive (AFP). — Des centaines d'assises de kung-fu ont lieu, mercredi 5 septembre, les anciens locaux du ministère de la jeunesse et des sports et dans l'enceinte de l'Institut de la jeunesse et des sports. Mais le bilan de ces séances n'est pas encore connu. La police a ouvert le feu lorsqu'il est apparu d'avance le caractère martial central. Mais le bilan de ces séances n'est pas encore connu. La police a ouvert le feu lorsqu'il est apparu d'avance le caractère martial central. Mais le bilan de ces séances n'est pas encore connu. La police a ouvert le feu lorsqu'il est apparu d'avance le caractère martial central.

Le calme était revenu mercredi en fin de matinée. Le bâtiment du ministère de la jeunesse et des sports a été placé sous la protection des forces de l'ordre, tandis que la garde du palais présidentiel était renforcée. Radio-Madagascar avait annoncé l'interdiction du kung-fu à la suite « des actes de provocation et d'agression perpétrés par les participants à cet art martial, qui ont porté gravement l'ordre et la sécurité publique dans la capitale et ses environs ».

(Publicité)

POUR LA PAIX DANS LE GOLFE

A l'appel du quatrième anniversaire de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui a commencé le 4 septembre 1980, et à l'occasion de la grande fête musulmane du Pèlerinage, nous lançons un appel solennel pour un cessez-le-feu immédiat dans le Golfe.

Nous appelons l'Iran à mettre un terme à la guerre en respectant le droit international et les résolutions des Nations unies qui ont déjà été acceptées du côté de l'Irak.

Nous appelons les belligérants à entamer un dialogue en vue d'établir des relations de bon voisinage dans le respect de leur indépendance nationale et de leurs choix politiques réciproques.

Nous appelons les gouvernements occidentaux et l'ensemble de la communauté internationale à agir pour arrêter le conflit, notamment en cessant d'approuver en armement la partie qui refuse l'application des résolutions des Nations unies.

Signatures :

Sénateur Michel ALLONCLE ; professeur Jacques BERQUE ; sénateur Marcel DAUNAY ; commandant EICHENBAUM, ancien de Normandie-Niemen ; Bernard FOURNIER, président de l'UUP ; Jean-Pierre FOURRE, député ; sénateur Cécile GODET ; Georges GORSE, député, ancien ministre ; Daniel GOULET, député ; Michel GRIMARD, coprésident du CPO ; Michel HABIB-DENONCLE, ancien ministre, président de la CCFA ; M. Gisèle HALIMI, député, président du groupe parlementaire contre le racisme ; professeur Edmond JOUYE ; Cherif KAZNADAR, écrivain ; Jean-Yves LE DRIAN, député ; père Michel LELONG ; sénateur Serge MATHIEU ; Alain MAYOUD, député ; Gilles MUNIER ; Daniel PERISSIE, journaliste ; Jean-Claude FIVERT, président de l'Association internationale des droits de l'homme ; Charles SAINT-PROT, écrivain, coprésident du CPO ; Zaina TIBI, journaliste ; Jean VIDAL, cinéaste.

Soutien : Comité pour la paix au Proche-Orient (C.P.O.) 10, rue Saint-Marc, 75002 PARIS. Tél. 233-86-61

(Publicité)

VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER

Le 6 octobre prochain aura lieu un voyage en Concorde à destination de l'Irlande. Occasion exceptionnelle de vivre la grande aventure aérospatiale à moindre frais.

7 formules de Week-End vous sont proposées :

- Vol A.R. + Hôtellerie 4.200 F - Vol A.R. + Loc. voiture 4.200 F

Retour prévu sur l'île régulière. Prolongation de séjour possible.

AIRCOM (tél. 1.75.001), 93, rue de Valenciennes, 75008 Paris - Tél. : 522.86.46

République sud-africaine

M. Pieter Botha est élu président avec des pouvoirs étendus

De notre correspondant

Johannesburg. — M. Pieter Botha, premier ministre depuis six ans, a été élu, mercredi 5 septembre, président de la République. Aux termes de la nouvelle Constitution entrée en vigueur deux jours auparavant, le nouveau chef de l'Etat dispose de pouvoirs étendus, puisqu'il cumule les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement. M. Botha, qui était le seul candidat, a été élu à l'unanimité par un collège électoral désigné la veille. Ce collège était composé de quatre-vingt-huit députés émanant des trois partis majoritaires dans chacune des trois Chambres, soit cinquante membres du Parti nationaliste de la Chambre de l'Assemblée (Blanc), vingt-cinq représentants du Parti du travail de la Chambre des représentants (métis) et de treize élus du Parti national populaire de la Chambre des députés (Indiens).

A cette occasion, tous les députés, quelle que soit leur appartenance raciale, ont siégé ensemble, mais ce

fut la seule et unique fois, puisque les trois Chambres disposent de locaux séparés. L'inauguration du nouveau Parlement aura lieu le 13 septembre. Les élus indiens et métis ont prêté serment le 2 septembre, de même que ceux de la Chambre « blanche », car le mandat de ces derniers, qui devait venir à échéance en 1986, a été prolongé de trois ans afin que les élections aient lieu simultanément dans les trois Assemblées.

Il n'y aura donc pas d'élections générales avant 1989. C'est également à cette date que le mandat de M. Botha viendra à terme. Le nouveau chef de l'Etat prendra officiellement ses fonctions le 14 septembre. Il inaugurerait ainsi un pouvoir présidentiel fort, l'ancien président de la République, M. Marais Viljoen, n'ayant eu, selon la Constitution, qu'un rôle purement honorifique.

M. S.-R.

PORTRAIT

« Pee Wee » ou la tradition vêtue de neuf

De notre correspondant

Johannesburg. — L'Afrique du Sud a, actuellement, deux vedettes nationales : Zola Budd, la championne malheureuse de demi-fond aux derniers Jeux olympiques, et le nouveau homme fort du pays, M. Pieter Botha. « Pee Wee », c'est ainsi que, toute la nation afrikaner nomme celui qui, par la grâce de la nouvelle Constitution, tient désormais entre ses mains des pouvoirs considérablement élargis.

Rien ne prédisait ce fils de fermier de l'Etat libre d'Orange à devenir, à soixante-huit ans, le maître incontesté et tout-puissant d'une République toujours sûre de son bon droit et consciente de sa supériorité. Cela jusqu'au jour où l'étudiant s'opéra spirituel, le docteur Marais, devenu en 1948 le premier chef de gouvernement du régime afrikaner et du Parti nationaliste, toujours majoritaire aujourd'hui.

« Le parti a besoin d'un homme comme vous, suivez-moi », lui aurait dit cet artisan de la « race blanche purifiée ». M. Botha avait alors vingt ans. Il quitta les bancs de l'Université pour entrer dans ce qui était devenu sa seconde famille : le parti. Entièrement dévoué à sa cause, nourri de son idéologie, façonné dans ses structures, il lui doit tout.

Les talents d'organisateur et la fidélité du maître à penser de la propagande furent très vite récompensés. A quarante-deux ans, il obtient son premier demi-marathon et ne quittera plus jamais le gouvernement. Pendant treize ans, cet appareil, qui fut volontiers autoritaire, cassant et versatile, aura la charge de la défense nationale. Anticomuniste forcené, pénétré de son rôle de « défenseur des valeurs chrétiennes », il fera de l'armée un pilier, un puissant rempart contre les menées subversives devenues l'obsession d'un régime rejeté par la communauté internationale. « Pieter-la-Gâchette », comme il fut baptisé, introduit le service militaire obligatoire et ouvre le porte du volontariat aux autres communautés raciales.

Quand, en 1978, il succède à John Vorster, malade, au poste de premier ministre, c'est un peu une façon de lui offrir son dévouement à la cause militaire, les

troupes sud-africaines étant devenues les mieux entraînées et les mieux équipées de tout le continent noir. Plus pragmatique que doctrinaire, M. Botha a compris qu'après les événements de Soweto, en 1976, l'urgence des réformes s'imposait. Administrateur né et redoutable tacticien, il a liquidé la vieille garde afrikaner pour entreprendre une reconquête.

Sur le plan intérieur, d'abord, en supprimant quelques aspects trop voyants de l'apartheid, dont il reste cependant un partisan convaincu. L'auteur de la célèbre formule « s'adapter ou mourir » sera également à l'origine de la nouvelle Constitution, qui associe partiellement à l'exercice du pouvoir les métis et les Indiens. Cet aménagement provoque le départ du Parti nationaliste des partisans du statu quo, ceux-ci fondant le Parti conservateur.

Dans le domaine international, ensuite, en lançant une contre-attaque diplomatique illustrée par son voyage en Europe, par l'annonce du dialogue avec les Etats noirs voisins et, enfin, vraisemblablement par une tournée en Afrique à la fin de l'année ou en 1985.

Homme du juste milieu pour les uns, brasseur de l'héritage afrikaner pour les autres, réformiste timoré pour l'opposition anglophone, qui l'a surnommé « l'aigle chauve », M. Botha incarne une tradition renouvelée. Il veut tenter de redonner une place à une nation mise au ban de l'opinion publique mondiale, mais aussi prolonger l'omnipotence du pouvoir blanc. Il a su, par les habits neufs dont il s'est revêtu, conquérir l'estime de ses pairs, qui, dès maintenant, lui vouent une grande reconnaissance. Deux livres viennent d'être publiés sur cet homme froid et réservé, l'un purement biographique, l'autre sur le « safari » européen. Autant d'homages pour ce croyant convaincu qui, encore récemment, déclarait : « La séparation des races a existé bien avant le gouvernement nationaliste, puisque Dieu a séparé les races. » Sa devise n'est-elle pas : « Finissez votre devoir et laissez le reste à Dieu » ?

M. S.-R.

Côte-d'Ivoire

● Un ressortissant français, Marc Priem, employé à la Société ivoirienne de raffinage, à Abidjan, pour le compte de la British Petroleum, a été assassiné mardi 4 septembre dans la soirée, à Abidjan. Marc Priem, qui devait quitter définitivement la Côte-d'Ivoire dimanche prochain, s'apprêtait à aller dîner mardi soir lorsqu'un individu a tenté de lui prendre les clés de son véhicule. Comme il résistait, son agresseur l'a tué d'un coup de revolver avant de prendre la fuite. — (AFP.)

● Des tracts antigouvernementaux. — Le comité directeur du bureau politique du Parti démocratique

de Côte-d'Ivoire (PDCI, parti unique), a vivement réagi, mardi soir, à la diffusion des tracts dénominés « le pouvoir sans partage et la gestion scandaleuse » du pays par le président Houphouët-Boigny et son gouvernement (le Monde du 6 septembre).

Ces tracts, qui circulent depuis quelques jours à Abidjan, mettent également en cause des membres du gouvernement, accusés de pratiquer une « politique personnelle ».

Ils sont attribués par le PDCI à des « faux intellectuels et à une horde de jaloux et d'incapables qui veulent salir des hommes et détruire un régime ». — (Reuters.)

Les « townships » après la tornade

(Suite de la première page.)

« C'est une honte », lance l'un d'eux. D'autres se lamentent, ne comprenant pas pourquoi les Noirs s'en prennent à leurs biens. Cela fait plus de vingt ans qu'ils vivent en bonne intelligence avec ceux qu'ils appellent les « afrikaners ». Pour un jeune, c'est d'autant plus incompréhensible que les « afrikaners » n'ont pas épargné les boutiques de leur propre communauté. Un adolescent noir, qui assiste un peu plus loin à la razzia, a une réponse : « Maintenant qu'ils sont allés avec les Blancs, c'est la même chose. On récupère ce que l'Etat nous prend en exigeant tant les loyers et la taxe générale. »

A quelques kilomètres de là, jouxtant Evaton, une autre cité noire, gigantesque Sebokeng, offre le même spectacle de désolation. La tension est cependant plus vive. Une station-service, un hôtel pour travailleurs noirs et une habitation privée ont été incendiés au cours de la nuit. D'importants groupes de Noirs stationnent aux angles des rues, discutant et surveillant les allées et venues. Un peu plus loin, de longues queues se sont formées devant l'un des rares magasins à avoir été épargnés. Il faut bien manger et boire après épuisement des provisions faites au cours de ces journées d'émeutes. L'entrée, dans certaines zones, est vivement déconseillée. La veille, un reporter du *Rand Daily Mail* a été pris à partie par la foule et sa voiture lapidée. Aucune force de police n'est visible dans cette township de Sebokeng, réservoir de main-d'œuvre pour les usines aléatoires.

La municipalité de Vereeniging a dû prévoir des logements de fortune pour les ouvriers dans l'impossibilité de rentrer chez eux. Le retour à la normale ne pourra, de toute évidence, s'effectuer que progressivement. Certains ne sont cependant pas du tout disposés à céder à propos de l'augmentation des loyers à l'origine du mécontentement. C'est le cas à Sharpville, autre cité noire des faubourgs de Vereeniging, township où la tradition de lutte est bien établie en raison des événements de 1960, qui sont encore dans toutes les mémoires. A l'époque, soixante-neuf personnes avaient été tuées par la police, pour la plupart dans le dos, lors d'une manifestation de protestation contre l'obligation de porter en permanence un document d'identité appelé *pass-law*.

Une ville quadrillée

Cette ville, à l'inverse des autres, était, mercredi, quadrillée par les engins blindés des unités anti-émeutes. Il était impossible de pénétrer parmi l'alignement des petites

maisons. Dans la rue principale, une foule d'un peu plus de mille personnes faisait face, depuis plusieurs heures, aux forces de l'ordre. Des négociations étaient en cours pour discuter de l'abrogation des hausses de loyer. Un membre du conseil municipal avait accepté de recevoir une délégation de six membres. Les palabres devaient durer des heures.

Pendant ce temps, la foule et la police se faisaient face. Des membres de l'unité anti-émeutes étaient prêts à parer à toute éventualité, fusils lance-grenades dirigés vers le ciel. A chaque mouvement en avant de la multitude, les moteurs se mettaient en marche, et les engins blindés prenaient position. Les manifestants agitaient des drapeaux blancs, d'autres brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Loyer à 30 rands ». Un prêtre noir faisait la navette entre les forces de police et le groupe des protestataires. Le chef d'état-major des armées, le général Constand Viljoen, est venu se rendre compte sur place de l'ampleur des événements dans cette township porte-drapeau de la révolte des Noirs. Dans la matinée, en effet, une voiture de police avait été la cible de tirs.

Une révolte qui n'est pas encore éteinte, même si, comme l'a déclaré M. Piet Koornhof, ministre de la coopération et du développement, « le gouvernement est déterminé à maintenir la loi et l'ordre et à restaurer la paix aussi vite que possible ». Les événements, pour M. Koornhof, sont « réprimés et dégoûtants ». Il accuse une fois de plus « ceux qui incitent le peuple innocent à criser le chaos ». La violence dans les townships n'est pas l'unique sujet de préoccupation des autorités dans le triangle du Vaal. Pour ce seul secteur, plus de quatre-vingt-dix mille écoliers noirs ont quitté les cours mercredi et le chiffre de cent vingt mille a été avancé en ce qui concerne l'ensemble du pays. A Tembisa, près de Pretoria, une école primaire a été saccagée, un autobus et un véhicule de police incendiés. Les responsables du maintien de l'ordre affirment contrôler la situation, mais des violences éparpillées se produisent çà et là. Le feu, circonspect, couve encore.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Washington et l'apartheid. — Un porte-parole du département d'Etat a déclaré, mercredi 5 septembre, que les « tragiques événements » en Afrique du Sud démontrent, une fois de plus, que Pretoria devait abandonner « de façon urgente » l'apartheid. A Paris, plusieurs organisations, notamment la CGT, la CFDT et l'AFSPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique) — ont condamné la répression en Afrique du Sud.

(Publicité)



Traduction du message publicitaire inséré en page ci-contre :

Pourquoi un directeur de marketing hollandais d'une société allemande achète-t-il un quotidien anglais dans un kiosque à journaux de Copenhague ?

Habituellement, le *Financial Times* arrive tous les matins sur son bureau. Aujourd'hui, absent de sa société pour une réunion importante, ce directeur a néanmoins besoin de savoir ce qui se passe dans le monde, pourquoi cela se passe et ce qui va se passer. Heureusement, il peut toujours trouver le *Financial Times* dans les kiosques de tous les centres d'affaires.

Les articles quotidiens du *Financial Times* sur le monde des affaires en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, au Proche-Orient et en Extrême-Orient paraissent avant ceux des autres quotidiens et ont l'avantage d'être rédigés par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde — Nouvelles des sociétés européennes — Principaux cours internationaux — Etudes de pays ou de marchés... le *Financial Times* vous offre une image complète de l'ensemble du marché.

Chaque jour, le *Financial Times* interprète le monde des affaires pour les hommes d'affaires européens. C'est avec lui qu'il s'attache la journée.

Le *Financial Times*, un langage universel.

Si vous désirez recevoir régulièrement le *Financial Times*, appelez-nous.

[illegible]

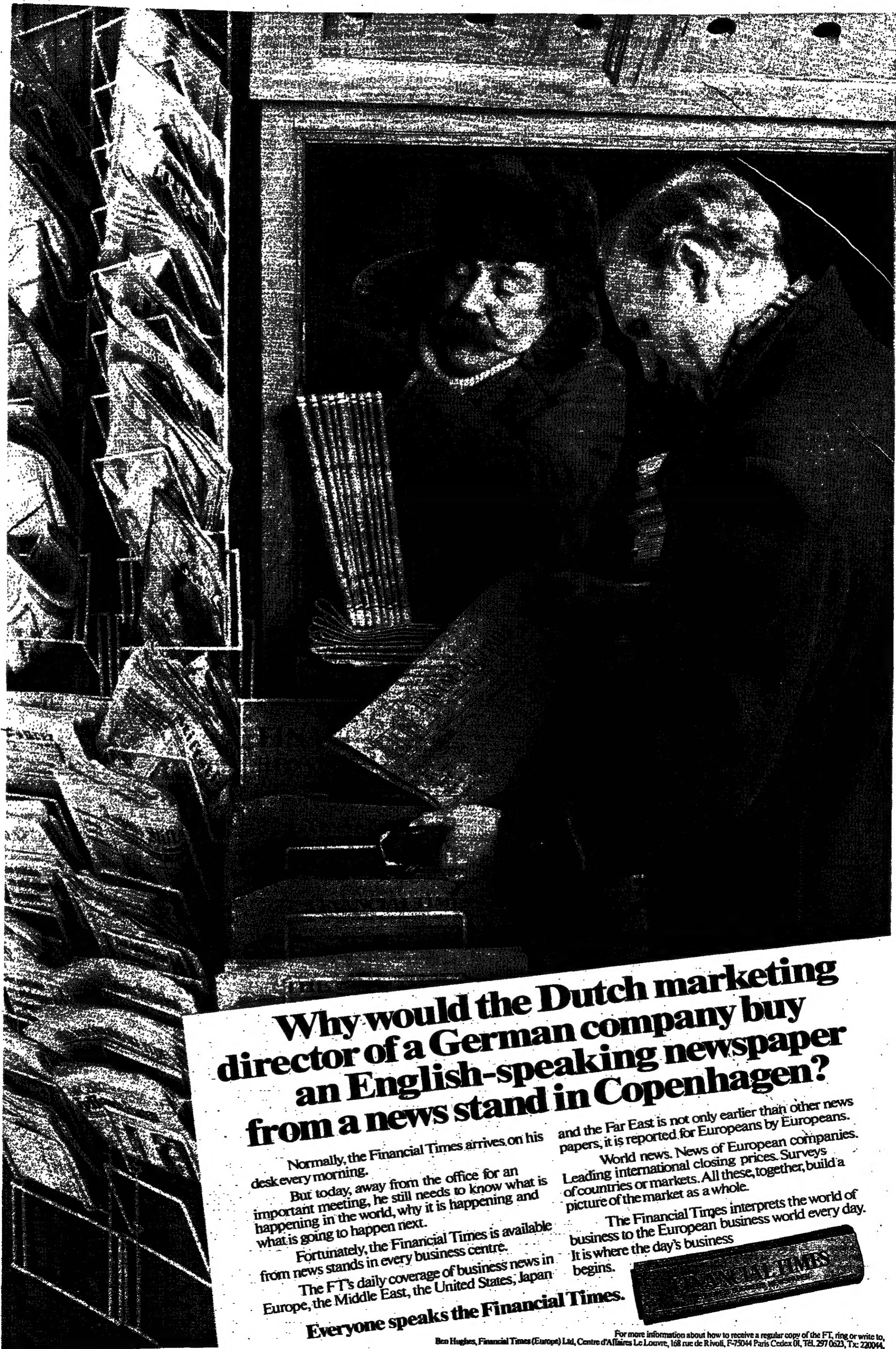
admette que c'est pas ennu
 s'élève à, comme le l'ann
 Le Kourah, ministre de l
 tations et du développement
 gouvernement est déterminé
 à mettre fin à l'ordre et à
 les pairs ministres que l'ann
 Les événements, dit
 Kourah, sont « regrettable
 ment ». Il accuse les « p
 » qui ont incité le peup
 à créer le chaos. La r
 des les tourments que
 les actes de préjudice de
 dans le triangle de
 un seul instant, pour le val
 de la même école, mais il
 les deux autres ministres
 de ce sont mis en d
 et on ne peut continuer à
 de page. A Témara, les
 une double primauté à
 un soutien et un soutien
 même Kourah. Les récom
 de la solution de l'ordre
 la situation. Mais
 ne peut pas produire
 le développement, donc

[illegible]

... hollandais, d'une
... anglais dans un
... sous les mains
... société pour un
... besoin de savoir
... se passe et ce qui
... toujours trouver la
... sous les centres

... sur le monde
... au Japon, au
... avant ceux des
... rédigés par des
... des sociétés
... - Etudes de
... offre une image

...le monde des
...C'est avec la
...le Financier Times



Why would the Dutch marketing director of a German company buy an English-speaking newspaper from a news stand in Copenhagen?

Normally, the Financial Times arrives on his desk every morning.

But today, away from the office for an important meeting, he still needs to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

Fortunately, the Financial Times is available from news stands in every business centre.

Everyone speaks the Financial Times.

and the Far East is not only earlier than other news papers, it is reported for Europeans by Europeans.

World news. News of European companies.
Leading international closing prices. Surveys
of countries or markets. All these, together, build a
picture of the market as a whole.

The Financial Times interprets the world of business to the European business world every day. It is where the day's business begins.

For more information about how to receive a regular copy of the FT, ring or write to: **Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01, Tél. 297 0623. Tx: 220044**

AMÉRIQUES

Canada

Washington accueille avec satisfaction la victoire des conservateurs

De notre correspondant

Montréal. — Les Canadiens ont l'air tout à la fois surpris et satisfaits de leur audace au lendemain des élections générales du 4 septembre, qui se sont soldées par une victoire écrasante des conservateurs après un long règne libéral.

Par son ampleur même (les conservateurs ont obtenu 211 sièges sur 282, les libéraux 40, les sociaux-démocrates 30 et il y a un indépendant), la défaite des libéraux dirigés par l'actuel premier ministre, M. Turner, a l'avantage de rendre la situation très claire. Les électeurs de l'est du pays comme de l'ouest, les francophones comme les anglophones, les fédéralistes comme les indépendantistes ont tous voté le même vote libéral en fin de compte. Une équipe totalement discréditée par sa trop longue présence au pouvoir.

Comme il fallait s'y attendre, les milieux d'affaires ont accueilli favorablement la victoire du chef conservateur, M. Brian Mulroney, dont le programme leur convient à plus d'un titre. M. Mulroney veut modifier la fiscalité pour relancer l'esprit d'entreprise dans le secteur privé. Il souhaite réduire l'intervention directe de l'Etat dans l'économie et établir un climat de confiance pour encourager les investissements, nationaux et surtout étrangers.

Il ne faut donc pas s'étonner que le premier chef d'Etat à le féliciter de sa victoire ait été le président Reagan. Au cours d'une conversation téléphonique, mercredi matin, le dernier a dit à M. Mulroney qu'il devait sa victoire à la popularité croissante des idées conservatrices en Amérique du Nord. En fait, le prochain premier ministre du Canada, qui pourrait prendre ses fonctions le 17 septembre, est beaucoup

plus modéré que le président des Etats-Unis. M. Mulroney a déclaré qu'il appuyait Washington sans réserve dans les négociations sur le désarmement. Il n'est donc plus question de ressusciter la mission de paix qu'avait entreprise l'ancien premier ministre, M. Trudeau, et qui agaçait au plus haut point M. Reagan.

Dans les relations bilatérales — le Canada fait 70 % de son commerce avec son voisin — on constate le même état d'esprit. Le futur premier ministre veut régler par le dialogue les différends entre les deux pays sur les limites maritimes, les pluies acides, les mesures protectionnistes, etc. Ce pourrait donc être le début d'une véritable lune de miel entre les deux gouvernements. Curieusement, l'Union soviétique ne voit pas dans M. Mulroney une version canadienne de M. Reagan. La télévision soviétique a présenté le

chef conservateur comme un « modéré » et a qualifié son adversaire libéral d'« homme de droite ». Pourtant, M. Mulroney a un peu tendance, comme M. Reagan, à voir la main des communistes partout où tout va mal, y compris au Canada. Lorsqu'il était président d'une importante société minière américaine installée au Québec, il avait publiquement dénoncé le « cancer marxiste-léniniste » dans les syndicats québécois. L'année dernière, chef de l'opposition à la Chambre des communes, il avait évoqué devant un journaliste l'omniprésence des « espions soviétiques à Ottawa ». Cependant, la politique étrangère ne sera pas la priorité du prochain gouvernement. M. Mulroney veut s'occuper avant tout de deux dossiers : le chômage et les relations du gouvernement fédéral avec les dix provinces.

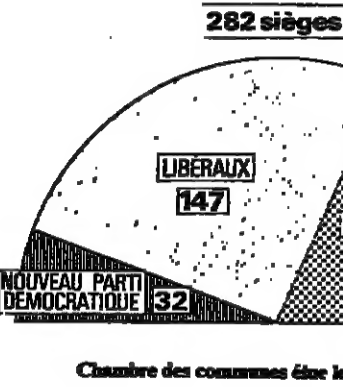
La lutte contre le chômage, qui touche 11 % de la population active,

Répartition des partis par province

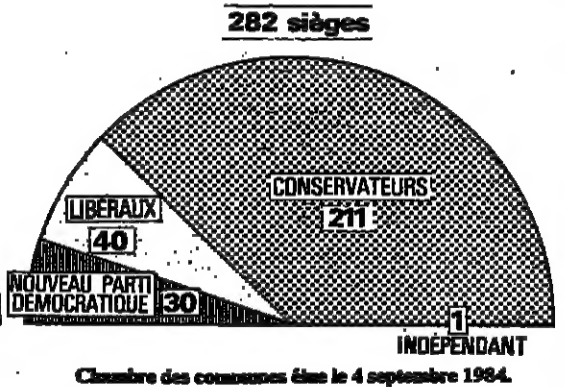
(Entre parenthèses les sièges obtenus le 18 février 1980)

	Conservateurs	Libéraux	Nouveau Parti démocratique
ONTARIO (1)	67 (38)	14 (52)	13 (5)
QUÉBEC	58 (1)	17 (74)	0 (0)
NOUVELLE-ÉCOSSE	9 (6)	2 (5)	0 (0)
NOUVEAU-BRUNSWICK	9 (3)	1 (7)	0 (0)
TERRE-NEUVE	4 (2)	3 (5)	0 (0)
ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD	3 (2)	1 (2)	0 (0)
MANTOBA	9 (5)	1 (2)	4 (7)
SASKATCHEWAN	8 (7)	0 (0)	6 (7)
ALBERTA	21 (21)	0 (0)	0 (0)
COLOMBIE-BRITANNIQUE	20 (16)	1 (0)	7 (12)
YUKON	1 (1)	0 (0)	0 (0)
TERR. DU NORD-OUEST	2 (1)	0 (0)	0 (1)
	211 (103)	40 (147)	30 (32)

(1) Un candidat conservateur local, M. Tony Roman, qui avait refusé de s'effacer devant le candidat désigné officiellement par son parti, a été élu dans la circonscription de York-North. Il est vraisemblable qu'il sera solidaire du groupe conservateur à la Chambre, portant ainsi de fait la majorité de M. Mulroney à 212 députés.



Chambre des communes élection le 15 février 1980.



Chambre des communes élection le 4 septembre 1984.

ASIE

Tokyo-Séoul : une « ère nouvelle »

(Suite de la première page.)

Il s'agit pour eux de confirmer le succès d'une ouverture dont leur premier ministre avait pris l'initiative, en janvier 1983, d'en profiter pour apaiser les rancœurs du passé et aussi pour confirmer le rôle d'intermédiaire diplomatique privilégié déjà esquisé entre Pékin et Séoul par M. Nakasone.

En recevant un homme dont l'accession au pouvoir s'est faite en 1980 par la force armée, la répression sanglante, les purges massives et l'élimination de toute opposition, les Japonais prennent, certes, des risques. Mais, d'une part, les conservateurs japonais sont des réalistes : le président Chun a consolidé son pouvoir, et son pays est d'une grande importance pour Tokyo sur les plans industriels, commerciaux et même militaires. D'autre part, les risques sont calculés : le président Chun a reçu successivement depuis un an et demi le premier ministre du Japon, le président des Etats-Unis et le pape. Même le ministre des affaires étrangères chinois estimait récemment que sa visite à Tokyo contribuerait à « apaiser les tensions dans la péninsule ».

Quatre requêtes

Au-delà du strict aspect bilatéral, c'est d'ailleurs ainsi que le Japon présente la visite : comme un exercice de renforcement de la paix régionale. Même la décision de Tokyo de soutenir désormais une double candidature coréenne aux Nations unies est ainsi justifiée. Cette prise de position, en réponse aux demandes des dirigeants de Séoul, favorables à une normalisation « à l'allemande » des relations entre les deux Corées, devrait figurer dans le communiqué final, en dépit de la ferme opposition

du Nord, pour qui la réunification — théoriquement au moins — doit passer avant tout.

C'est une position diamétralement opposée que défendent le Parti socialiste et le Parti communiste du Japon. Pour eux, une politique de renforcement multiforme du régime de Séoul au détriment du Pyongyang — et du dispositif stratégique américain au détriment des Soviétiques — est plus porteuse de tension que d'apaisement. Ils dénoncent dans la visite du général Chun ce qu'ils avaient déjà dénoncé lors de la visite de M. Nakasone à Séoul : un nouveau pas vers l'établissement de facto d'une alliance militaire triangulaire entre Washington, Tokyo et Séoul. Communistes et socialistes attirent l'attention sur la présence de responsables militaires sud-coréens dans la délégation officielle et les entretiens qu'ils auront avec leurs homologues nippons.

Le gouvernement, mal à l'aise sur ce point, cherche à donner l'impression qu'il n'a aucune raison de développer les relations militaires avec Séoul. Mais, d'une part, les Américains y sont favorables ; d'autre part, les Sud-Coréens ne cessent d'affirmer depuis des années qu'ils sont le « premier ennemi » du Japon contre une menace communiste venue du Nord. Ils demandent que le Japon reconnaisse ce fait et fournisse une aide appropriée. Tokyo ne reconnaît rien officiellement mais fournit une « aide économique » substantielle.

Le président sud-coréen arrive avec quatre requêtes principales : 1) que l'empereur trouve une formule satisfaisante pour déplorer le passé colonial ; 2) que Tokyo donne des garanties d'amélioration du sort et du statut des quelque sept cent mille coréens du Japon, souvent victimes de discrimination ; 3) que les Japo-

nais soutiennent les positions de Séoul dans son face-à-face avec le régime du maréchal Kim Il Sung ; 4) qu'ils prennent enfin des mesures pour corriger un déficit commercial qui s'alourdit chaque année et pour favoriser les transferts de technologies.

Les deux premiers points sont particulièrement importants pour le succès de la visite. Les risques sont à la mesure du contentieux et de l'attente de l'opinion publique sud-coréenne qui est grande. Les dirigeants de Séoul se sont relayés pour demander aux Japonais de ne pas la décevoir. On n'ignore pas ici le « retour d'opinion antijaponaise » qui décollerait d'un échec.

Au troisième point, on ajoutera l'importance attachée à l'aide du Japon pour favoriser le succès des Jeux olympiques de 1988. Enfin, souligne un diplomate, le président sud-coréen vient ausculter les Japonais sur « le rôle que la Corée du Sud entend jouer dans l'aire du Pacifique ».

« Acceptera-t-on à Tokyo, ajoute-t-il, un partage éventuel de certaines tâches et responsabilités régionales, voire internationales ? Si oui, comment l'envisage-t-on sur le plan économique et stratégique ? »

Cet ambitieux programme, faire de l'ancienne colonie un partenaire privilégié du Japon dans la région, le président Chun l'esquissait à la veille de son voyage. « Les exigences du moment, disait-il, font que la Corée, qui a pris la tête des pays en développement, et le Japon, deuxième puissance, doivent aujourd'hui se concentrer pour explorer l'avenir. J'espère que cette visite ouvrira une ère nouvelle dans nos relations. » Reste, d'abord, à dissiper les mémoires et rancœurs tenaces du passé.

R.-P. PARINGAUX.

s'inscrira dans le cadre d'une action globale en faveur de la reprise économique. M. Mulroney s'est engagé à ne pas appliquer trop vite sa promesse de réduire l'important déficit budgétaire si cela devait nuire à la relance et à la création d'emplois. Il pense que le rétablissement d'un climat de confiance dans le pays devrait suffire à convaincre les entrepreneurs d'investir, ce qui relancerait l'économie et la création d'emplois, entraînant ainsi une réduction du déficit et des taux d'intérêt.

M. Mulroney s'est engagé à mettre fin au climat de confrontation qui règne depuis plusieurs années dans les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces, en particulier avec le Québec. Dès le lendemain de l'élection, le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque, qui souhaitait vivement la défaite des libéraux, a répondu favorablement aux avances du dirigeant conservateur.

M. Lévesque a annoncé que son gouvernement participerait aux conférences entre les provinces et l'administration fédérale, qu'il boudait depuis près de deux ans. Il a déclaré : « Le gouvernement du Québec attend avec impatience et depuis fort longtemps une collaboration active du gouvernement fédéral pour résoudre des questions économiques « très pressantes » comme le chômage des jeunes. M. Lévesque n'écartera pas non plus la possibilité que le dossier constitutionnel soit de nouveau étudié « d'une manière qui puisse satisfaire le Québec ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

LES VICTIMES DE L'ATTENTAT DE MONTRÉAL SONT TROIS JEUNES FRANÇAIS

Montréal (AFP, Reuters). — Les trois personnes tuées par l'explosion d'une bombe, lundi 3 septembre, à la gare centrale de Montréal, sont trois jeunes Français qui se trouvaient en visite au Canada, a indiqué, mercredi, le consulat de France. Il s'agit de Michel Dubois, vingt-quatre ans ; Florence Leblond, vingt-quatre ans ; et Eric Nicolas, vingt-quatre ans. Originaires tertiaires de Montréal.

Mardi, le coronier (officier civil chargé de l'instruction en cas de mort suspecte) a ordonné, dans le cadre de l'enquête, l'incarcération pendant huit jours d'un citoyen américain, M. Thomas Brigham, soixante-cinq ans, ancien membre des forces armées. Présent sur les lieux au moment de l'explosion, M. Brigham a reconnu être l'auteur de la lettre de menaces contre le pape — attendue le dimanche 9 septembre à Montréal, — mais il a nié jusqu'à maintenant toute participation personnelle à l'attentat de lundi.

Afghanistan UNE CENTAINE DE SOLDATS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ TUÉS DANS UNE EMBUSCADE

Les combats de ces dernières semaines entre les forces soviétiques et les résistants afghans ont été particulièrement meurtriers. Selon des sources diplomatiques à Islamabad, au moins cent soldats soviétiques ont été tués au cours des derniers jours dans une embuscade au sud du col de Salang, sur la route entre Kaboul et la frontière soviétique. Les résistants ont attaqué un poste soviétique en représailles du massacre de trente vieillards dans cette région, située au nord-ouest de la capitale afghane.

Près de cent soixante-dix soldats de l'armée rouge, pris sous le feu de leurs propres hélicoptères qui tentaient d'enrayer une attaque de la résistance, près de Kati-Sandah, ont été tués, dans la nuit du 23 au 24 août, à quelques kilomètres au sud de Kaboul, indique-t-on également de même source (Le Monde du 30 août).

Le radio gouvernementale afghane a annoncé, pour sa part, que cinq cent cinquante-quatre maquisards ont été tués dans de violents combats dans la province du Wardak, au sud-ouest de Kaboul. Il s'agit du bilan le plus important jamais annoncé par les autorités afghanes. De grosses quantités d'armes ont été saisies, notamment douze canons antiaériens et six mortiers, précise la radio.

Enfin, le dernier bilan de l'explosion d'une bombe à l'aéroport international de Kaboul, le 31 août, est de vingt-huit morts et plus de trois cents blessés, dont trente sérieusement atteints, selon les estimations des diplomates occidentaux. L'engin, placé dans une cantine métallique devant la porte du terminal, a fait voler en éclats une baie ainsi qu'une partie vitrée du toit. (AFP, AP.)

Chili

La mort du prêtre français embarrasse les autorités

De notre correspondant

Santiago-du-Chili. — La mort, mardi soir, du Père André Jarlan (et non pas Garlan, comme indiqué dans nos éditions datées du 6 septembre) a profondément ému l'opinion publique et placé les autorités dans l'embarras. Le ministre de l'Intérieur, M. Osorio Jara, a affirmé au cours d'une conférence de presse que l'enquête en vue de déterminer les coupables serait menée « jusqu'à ses dernières conséquences ». « Le gouvernement a tout intérêt à faire la lumière sur une affaire qui lui porte tort », a-t-il déclaré.

Il a toutefois réfuté les accusations portées contre les carabiniers. Selon lui, la balle qui a traversé la nuque du prêtre est d'un calibre différent de celles qu'utilise la police. Le secrétaire général des carabiniers a, de son côté, qualifié le fait de « lamentable accident » et a promis de prouver que le Père Pierre Dubois a raison. Le curé de La Vi-

torie est en effet catégorique : le Père Jarlan a été tué par la police. Plusieurs journalistes, dont le photographe français Bernard Mathieu, ont confirmé cette thèse. L'heure de la mort du prêtre coïncide avec une rafale d'armes automatiques tirée par un carabinier alors que les journalistes s'approchaient de la rue. « A ce moment-là, affirme Bernard Mathieu, le calme régnait dans la rue. Les coups de feu ne pouvaient provenir que des carabiniers. »

L'archevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco, un homme modéré qui s'efforce depuis un an de rapprocher gouvernement et opposition, a décidé de porter plainte. Les condamnations présentées par le ministre de l'Intérieur se sont parvenues à effacer le profond malaise qui règne au sein de la hiérarchie catholique.

J.D.

Le sacerdoce interrompu

De notre envoyé spécial

Rodéz. — « Il est mort comme il a vécu », André Jarlan est mort une Bible à la main, fidèle à l'image que les siens, en Aveyron, veulent conserver de lui. C'est en lisant un ouvrage qu'il a été tué, à quarante-trois ans, de deux balles dans la nuque : « Tant ils m'ont traqué dès ma jeunesse, ils n'ont pas eu de cesse. Sur mon dos ont labouré les laborieuses silences de la nuit. Dieu le jour a brisé les liens des anges », la Bible et son carnet d'aumônier étaient, d'après un prêtre de Rodéz, « ses seules armes ». Et son frère, conseiller municipal d'une petite commune aveyronnaise, sur la liste du sénateur Puch (opposition), qui attendait encore, vingt-quatre heures après le drame, un message des autorités françaises, le décrit comme un idéaliste.

Son départ pour l'Amérique latine, en février 1983, fut « un coup de foi raisonné », et seulement cela. « Il n'était pas là-bas pour faire de la politique, explique l'évêque de Rodéz, Mgr Roger Bourrat. Il est parti avec des idées de non-violence, de paix, de réconciliation, sans haine aucune. » Ainsi l'Aveyron — cent soixante-dix prêtres et religieux envoyés à travers le monde — veut-il se souvenir de cet enfant du pays disparu comme d'un homme d'évangile et à aucun prix comme d'un homme de système.

Du côté de l'ouvrier

Né le 25 mai 1941 à Rignac, une petite commune à trente kilomètres de Rodéz, André Jarlan ne quitta guère le département pendant ses quarante premières années. Sa famille était bien représentative de ce Rouergue, rural et catholique : des grands-parents paysans des deux côtés, un père artisan carrossier et une foi catholique chevillée au corps. André, pourtant, fut le premier prêtre de cette famille traditionnelle et, signe des temps, le dernier d'une commune qui en compte pourtant beaucoup. Des l'âge de douze ans, la vocation était là. « Je ne l'ai jamais vu, constate sa sœur, autrement que comme un prêtre. »

Petit séminaire donc et grand séminaire à Rodéz, d'où il ne revenait que tous les trois mois pour les fêtes, un service militaire en Martinique, « pour se rendre utile » et une licence de théologie à Toulouse : « Il marchait droit, voilà tout », résume son frère aîné. Ordonné un mois après mai 1968, il fut nommé jeune vicaire de vingt-trois dans le bassin houiller de Decazeville, cette enclave ouvrière en pays rural. Etape décisive alors qu'une partie de l'Eglise découvrait le socialisme. « C'est vrai, il était du côté de l'ouvrier », constate son père.

Une démarche du gouvernement chilien à Paris. — Le gouvernement chilien a demandé à la France de renforcer la protection policière de son ambassade à Paris, afin d'empêcher les « troubles » qui pourraient se produire lors du onzième anniversaire du coup d'Etat du général Pinochet, le 11 septembre. Cette requête a été présentée après la démarche de l'ambassadeur de France à Santiago, M. Léon Bouvier, qui a demandé aux autorités chiliennes de faire toute la lumière sur les circonstances de la mort du prêtre français tué mardi dans le quartier de la Victoria. (AFP.)

Le PS solidaire du peuple chilien. — A la veille du onzième anniversaire de l'assassinat de Salvador Allende et du renversement de la démocratie par le général Pinochet, le peuple chilien a manifesté son refus de la dictature et sa volonté de choisir librement son gou-

vernement. La seule réponse de Pinochet a été la répression brutale », affirme un communiqué du PS, qui demande au gouvernement chilien des explications claires sur les conditions dans lesquelles un prêtre français a été tué. Le Parti socialiste renouvelle, d'autre part, sa solidarité au peuple chilien.

Occupation du siège de l'UNICEF à Santiago. — Dix parents de prisonniers politiques chiliens ont occupé pacifiquement le siège de l'UNICEF à Santiago. Cette occupation, qui a commencé lundi 3 septembre, vise à soutenir trois détenus, MM. Jorge Palma Donoso, Hugo Marchant Moya et Carlos Aranda Miranda, qui pourraient être traduits prochainement en conseil de guerre et condamnés à mort. Militants de la gauche chilienne, ils avaient été arrêtés à la suite d'un attentat qui avait coûté la vie au gouverneur de Santiago, le général Carlos Urzua. (AFP.)

Pauvre parmi les pauvres à Santiago. — Il n'aurait même pas emporté le seul costume qu'il possédait et, par souci d'économie, ne comptait pas revenir en France pendant les cinq ans de son contrat. On le voit sur des photos, face à la cordillère des Andes, le ventre rebondi, le bonnet décoloré, peigné et souriant : « Il était vraiment heureux là-bas », constatent les siens.

André Jarlan savait pourtant ce bonheur particulierment fragile. Le 16 août, dans une lettre à sa famille, il écrivait : « Un touriste de passage verrait un grand calme là où c'est en réalité le calme entre deux tempêtes. Les risques d'explosion non contrôlés sont une réalité. Le mois qui vient s'annonce chargé de menaces. » Le prêtre français avait de bonnes raisons de s'inquiéter, qu'il s'agisse du passage à tabac du curé de la paroisse, le père Dubois, de ses propres difficultés, est, est, pour obtenir le renouvellement de son visa ou des menaces anonymes d'incendie de l'église du quartier, « Heureux pays », écrivait-il encore à propos de la France, qui peut régler ses difficultés par des élections.

Lorsqu'il quitta, il y a vingt mois son pays, il laissait dans son bureau le portrait de Mgr Romero : « C'était un prophète, un martyr », confiait-il aux membres de l'équipe diocésaine. Et l'un de ceux-ci, comme en écho, reprend aujourd'hui : « Si des gens comme André Jarlan étaient à ce point, c'est qu'il devait représenter quelque chose de vrai. » Peu importe pour eux qu'il n'ait que cette vérité soit politique ou pas. Le mort brutal de leur ami a fait voler en éclats le vieux débat sur l'engagement politique du clergé.

NICOLAS BEAU.

ILLUSIONS PERDUES

Montréal. — L'attentat de lundi 3 septembre a été une véritable catastrophe pour les trois jeunes Français qui se trouvaient en visite au Canada. Les autorités françaises ont promis de mener une enquête approfondie pour déterminer les coupables. Les autorités chiliennes ont également promis de faire toute la lumière sur les circonstances de la mort du prêtre français. Les autorités canadiennes ont également promis de faire toute la lumière sur les circonstances de la mort du prêtre français.

V. M.

Interrogé par les spécialistes des relations internationales, le ministre des Affaires étrangères, M. Fabius, a déclaré : « M. Jarlan était un homme d'exception, un homme de bien, un homme de paix. Sa mort est une véritable catastrophe. Nous sommes très tristes et nous suivons avec une grande attention l'enquête menée par les autorités chiliennes. Nous espérons que les coupables seront rapidement identifiés et punis. »

Le gouvernement français a également exprimé sa solidarité avec le peuple chilien et a promis de faire toute la lumière sur les circonstances de la mort du prêtre français. Les autorités françaises ont également promis de faire toute la lumière sur les circonstances de la mort du prêtre français.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

سكزا من الاميل

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE SUR ANTENNE 2

M. Laurent Fabius : « Le gouvernement demande l'effort sur une base de justice sociale »

Dans la société médiatique qui est la nôtre, il est toujours difficile, pour un nouveau chef de gouvernement, de subir pour la première fois l'épreuve d'une grande émission de télévision diffusée en direct, même lorsque l'intéressé est rompu à ce genre d'exercice. Il faut non seulement plaire, séduire ou impressionner, mais aussi affirmer son autorité.

Invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Laurent Fabius, mercredi 5 septembre, a subi ce test à son avantage. Clair, concis, didactique, le nouveau premier ministre s'est montré à son aise, tant sur les questions politiques, économiques et sociales, que sur l'inévitable question de politique étrangère, après les derniers voyages du président de la République au Maroc.

Mais le plus important pour lui était d'essayer de dissiper les doutes que peuvent susciter l'apathie qu'il a montrée dans le passé à l'égard des problèmes et ses étroites relations avec M. Mitterrand, qui lui valent de passer pour le grand commis du chef

de l'Etat. Le nouveau premier ministre a donc insisté sur la part qui revient à sa propre capacité à décider. Il l'a dit en soulignant qu'il avait lui-même donné le « feu vert » au ministre de l'Éducation nationale pour que celui-ci facilite l'« apaisement » avec l'école privée. Il l'a dit aussi en annonçant le calendrier retenu pour la préparation des mesures envisagées contre le chômage et en précisant, devant les téléspéctateurs, les consignes qu'il donne, à ce sujet, au ministre du Travail, de l'Emploi, et de la Formation professionnelle. Il l'a dit surtout en se désignant de M. Mitterrand : « Lui, c'est lui, moi, c'est moi ! ». Ainsi, rarement a-t-on vu un homme plus proche du chef de l'Etat prendre, vis-à-vis de ce dernier, en apparence, autant d'autonomie.

Il lui fallait aussi, à l'égard de l'opposition, entretenir la « désorption » ambiante. C'est pourquoi il a prolongé l'invitation faite aux parlementaires de la droite de s'associer à la gauche pour éten-

dre certains problèmes de société (la violence et la recherche). Cette relance va obliger l'opposition à se déterminer à nouveau sur des offres d'ouverture persévérantes, mais dont il dit lui-même qu'il ne faut pas les confondre avec un « méli-mélo ».

Pour illustrer sa volonté de conciliation, le chef du gouvernement retient, en outre, la possibilité de reporter jusqu'au lendemain des élections législatives de 1986 l'entrée en vigueur de la future loi sur la presse. Histoire de tempérer un peu la décision d'engager, s'il le faut, la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale pour accélérer l'adoption définitive du projet gouvernemental. L'essentiel était en la circonstance de privilégier l'esprit d'ouverture. Mais au passage, le premier ministre a dénoncé les alliances locales contractées par l'opposition avec l'extrême droite, dont la progression exprime, selon lui, « de fausses réponses à de vraies questions ».

Enfin, il lui fallait répliquer à ceux de ses propres amis politiques et à ses alliés communistes qui le taxent de néo-libéralisme ou de social-libéralisme, bref, qui le soupçonnent d'être plus centré que socialiste. Se réclamant d'un « socialisme moderne » et s'employant à parler des « vrais problèmes », M. Fabius a affirmé plusieurs fois sa détermination à continuer la politique de rigueur « sur une base de justice sociale ». A maintes reprises, le premier ministre a souligné que, la crise durant, l'effort sera prolongé : « C'est difficile, et ça va rester difficile ! », — en insistant sur sa volonté de poursuivre cette politique de rigueur « sur une base de justice sociale ». Ce langage n'est pas rose et ne lui évitera peut-être pas de décevoir la gauche. Mais l'expression de ses convictions était suffisamment forte pour justifier qu'on lui fasse crédit... en attendant de le juger à ses actes.

ALAIN ROLLAT.

Le prêtre français

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

Le prêtre français

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

Le prêtre français

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

Le prêtre français

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

et les autorités

11

ASSURANCE
CONTRE LE VOL
ET LE CAM
Une bonne protection
c'est l'affaire de tous.
Etude et devis gratuits sur
882-2222
Protection et conseils
181, rue Dufferin
Installations conformes aux normes

NT FABIUS



Portrait de M. Fabius

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

LES RÉACTIONS POLITIQUES ET SYNDICALES

M. Leroy (PCF) : nous ne sommes plus dans la majorité

« Pour parler vrai, et nous avons l'habitude de le faire, cette politique a un nom : l'austérité. Et elle a une histoire : elle a été mise en œuvre, sous des montures diverses, par plusieurs gouvernements de la France depuis une dizaine d'années. (...) Cette politique n'est pas bonne. C'est clair et sans surprise : pour Claude Cabanes, rédacteur en chef de l'Humanité, membre du comité central du PCF, la réponse au nouveau langage que M. Laurent Fabius a employé, avec talent, mercredi soir 5 septembre, sur Antenne 2, est « non ». D'ailleurs, selon le titre du quotidien communiste, le passage de M. Fabius à « l'heure de vérité » n'était qu'une « rediffusion » du spectacle déjà donné par le premier ministre lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, en juillet dernier. « Nous ne sommes plus dans la majorité depuis que nous ne sommes plus au gouvernement », a précisé, jeudi matin, sur France-Inter, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du Parti communiste, directeur de l'Humanité.

Les communistes n'estiment donc pas que le propos du premier ministre les oblige à modifier leur ligne. Tant pis pour M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, pour qui « le premier ministre a eu raison de souligner que toutes les forces vives de la nation doivent se rassembler, afin

que la France sorte gagnante de tous les efforts consentis ». Ce rassemblement-là, le PCF, décidément, n'en est pas. On y trouvera peut-être, en revanche, M. Olivier Stirn, à condition que « l'action du gouvernement soit conforme à ses intentions ». Pour le député (non-inscrit) du Calvados, président de l'Union centriste et radicale, « la manière concrète et directe avec laquelle le premier ministre envisage la solution des problèmes, en se désengageant des dogmatismes, devrait permettre, enfin, des convergences sur les problèmes essentiels et une action politique adaptée à notre temps ».

M. Lecanuet : faux-fuyants

M. André Roesinot, président du parti radical, ne s'y laisse pas prendre : « Le bon élève de Mitterrand, celui du socialisme-caméléon, a tenu avec habileté d'utiliser à nouveau le piège du recentrage. Ce n'est qu'un mirage », affirme le député (UDF) de Meurthe-et-Moselle, maire de Nancy. Bref, « l'effet Fabius n'existe pas ». Ou alors, comme dit M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, il « a déjà commencé de pâlir », car le premier ministre « n'a pas pu montrer en quoi sa politique serait différente de celle qui a échoué depuis trois ans ».

M. Fabius « se borne à décrire et à constater », précise M. Jean Lecanuet. Pour le président de l'UDF, le premier ministre « est évasif et se réfugie dans les faux-fuyants. Il n'entraîne pas. Il ne mobilise pas les énergies. Il se résume à la durée de la crise. Le seul point positif : un adieu perceptible, mais inavoué à l'idéologie de la gauche. Au total beaucoup d'ambiguïté et d'incertitude ».

Pas de « densité » ni de « sérieux », estime M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat. Pas de vérité non plus, selon M. Alain Juppé, membre du comité central du RPR, ni sur l'inflation, ni sur la dette extérieure, ni sur la reprise américaine et allemande. « Le plus grave, dit M. Juppé, me paraît être le caractère de dissimulation mondaine qu'il a donné à ses propos sur l'emploi. La croissance, oui, mais comment ? Le développement des entreprises, certes, mais par quelles mesures concrètes ? La flexibilité du travail, à coup sûr, mais grâce à quel changement de notre législation sociale ? L'on pourrait multiplier les exemples

d'une discrétion poussée jusqu'à l'esquive ».

Toutes les portes se ferment-elles, à droite, devant M. Fabius ? Non, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (républicain indépendant) des Hauts-de-Seine entrouvre la sienne. « Nous venons d'assister au premier effet positif de l'alternance, a-t-il dit, mercredi soir. Après avoir agi et s'être confronté aux vraies difficultés de la société française, on ne peut plus raisonner comme avant 1981. » M. Fourcade estime que le premier ministre a fait une « excellente prestation », mais il s'interroge : « Les trois années que vient de passer M. Fabius au gouvernement ont montré la vanité des 110 propositions de François Mitterrand et la nécessité de tourner le dos, à la fois, à l'idéologie socialiste et aux réformes réalisées au début du septennat. Sur qui M. Fabius va-t-il pouvoir s'appuyer pour réaliser les quelques bonnes intentions qu'il vient de présenter aux téléspectateurs ? Sur tous ceux - répondrait M. Fabius - qui partagent le jugement de M. Fourcade sur les intentions annoncées. » P.J.

M. Claude Labbé (RPR) : « Nous ne sommes ni perturbés ni séduits »

Les petites phrases égrenées tout au long de l'été par quelques élus RPR et dont l'écho a été amplifié par l'utilisation politique, voire polémique, qui en a parfois été faite ont pu donner l'impression que le mouvement gaulliste était quelque peu troublé par le nouveau visage que s'est donné un pouvoir pourtant déjà vieux de trois ans.

Les dirigeants du RPR, tout en affectant de mettre ces écarts de langage sur le compte de l'expérience, voire de la naïveté, parfois même du goût du baroque ou du désir d'attirer l'attention, ont en réalité bien senti le danger.

Que des personnalités du mouvement semblent séduites ou même seulement intéressées par le langage de M. Laurent Fabius, et l'ancrage du parti de M. Chirac dans une ferme opposition serait compromis. Déjà, sous l'effet Le Pen, le RPR a pu sentir que certains de ses partisans s'étaient désertés. Il ne faudrait pas que s'y ajoute maintenant un « effet Fabius ». Il convenait donc que les choses fussent reprises en main et qu'aucune ambiguïté ne subsistât. Avant que M. Chirac ne le fasse lui-même, notamment lorsqu'il participera jeudi 13 septembre à l'émission télévisée « L'enjeu ». M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire, a commencé à l'issue de la réunion de celui-ci mercredi 5 septembre à préciser l'attitude du RPR. « Nous ne sommes ni perturbés ni séduits », a-t-il affirmé, puisque la nomination de M. Fabius « n'a rien changé ». Il a ainsi décrit le nouveau gouvernement : « Le premier ministre a trente-huit ans. Et après ? Le gouvernement a des relents de Front populaire type IV^e République renforcé par quelques soixante-

huitards dépassés. Est-ce là la novation ? » M. Labbé a été approuvé par tous les députés présents.

Il est vrai que ni M. Philippe Séguin ni M. Michel Bannier qui ont le plus fait parler d'eux au mois d'août n'étaient là. Selon M. Labbé, « ceux qui prétendent qu'il faut aider ce gouvernement parce qu'il nous rend la main commettent une erreur ». En réalité, l'attitude du pouvoir à l'égard de l'opposition n'est qu'un « piège » et il faut « rester insensible à ce qui peut être magouillé pour nous troubler ». Le président du groupe RPR s'insurge contre la présentation « comme une victoire du gouvernement de ce qui n'est qu'un retrait ou une reculade. Il s'agit en réalité d'une victoire de l'opposition, de l'aboutissement de son combat ».

Ce que souhaite M. Labbé au nom de son groupe « ce n'est pas une politique de compromis mais de changement ». Il ne se contente donc pas « de voir évoluer le social-démocratie vers une social-démocratie plus ou moins droite ».

Pour lui, la description est une notion impropre, puisque, assure-t-il, ses amis n'ont jamais été « crispés ». Il préfère affirmer qu'il maintiendront leur attitude politique « avec la plus grande fermeté ».

En refusant a priori les initiatives du nouveau premier ministre, le président du groupe RPR n'a-t-il pas voulu également exorciser par avance les effets d'une certaine opération de séduction que M. Fabius devait une heure plus tard lancer en direction de l'opposition ?

ANDRÉ PASSERON

M. Bergeron (FO) : « Des propos sans doute courageux, mais... »

« Je pense - comme l'a courageusement reconnu le premier ministre - que le désarroi de l'opposition provient largement du fait qu'en 1981 les gens ont espéré plus qu'on pouvait leur donner et que pourtant on leur avait promis. Il a raison de s'inquiéter du jugement sévère que les citoyennes et les citoyens portent sur les discours des hommes politiques. J'ai toujours pensé que tous ceux qui détiennent des responsabilités publiques doivent dire ce qu'ils croient être la vérité. En fait, c'est du devenir de la

démocratie qu'il s'agit. (...) Je persiste néanmoins à penser qu'il faudrait atténuer la rigueur de la politique économique et sociale du gouvernement ».

« Rien sûr qu'il faut exporter davantage et que pour y parvenir il faut moderniser l'industrie. Mais cela demande forcément du temps. Je crains que le chômage atteigne une dimension qu'on ne pourra plus supporter. Je doute que les mesures annoncées par le premier ministre suffisent à réduire le chômage d'une façon significative. Une des mesures envisagées peut même être dangereuse. Mais j'en parlerai plus tard. (...) Les propos de M. Fabius sont sans doute courageux, mais je ne peux pour autant ignorer les préoccupations des salariés et des retraités ».

PRÉCISION. - M^{me} Simone Veil nous prie de préciser que devant l'université d'été du Parti radical à Canet-Plage, le lundi 3 septembre, elle n'a pas dit « c'est le gouvernement qui change actuellement de cap et agit de façon pragmatique » comme nous l'avons écrit dans le Monde du 5 septembre. Elle nous précise qu'elle a en réalité déclaré : « Le gouvernement a changé tant de fois depuis 1981 qu'on peut se demander quelle est aujourd'hui la politique suivie. Comment accorder confiance à un gouvernement qui a fait tant de promesses ? » Elle a aussi qualifié de « mystifications, le projet de référendum et la désinformation proposée par le gouvernement ».

Le CDS propose au gouvernement de concrétiser sa volonté de dialogue sur la « grande pauvreté »

Comme il en avait manifesté l'intention devant l'université des jeunes démocrates sociaux (le Monde du 29 août), M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, entend montrer que son parti, s'il n'est pas prêt au « compromis » avec le pouvoir, est en revanche favorable au « dialogue ». Il y a des sujets, estime-t-il, qui dépassent les clivages politiques sur lesquels un consensus est réalisable, sans qu'il soit besoin d'attendre deux ans pour y porter remède, précise-t-il, en envisageant le mode de l'opposition aux élections législatives de 1986.

La « grande pauvreté », dossier qu'il a confié à M. Adrien Zeller, député app. UDF du Bas-Rhin, est de ceux-là, et doit permettre au CDS de tester la volonté de dialogue affirmée par le nouveau gouvernement. M. Zeller, maire de Saverne, qui présentait ses réflexions jeudi 6 septembre, s'est inspiré des solutions apportées à ce problème par les élus locaux centristes, qu'ils soient maires ou présidents de conseils généraux.

Le diagnostic que porte M. Zeller sur le développement de la « grande

pauvreté » en France le conduit à exposer différentes propositions, dont la création immédiate d'un « fonds spécial ». Le but de ce fonds est de donner la possibilité aux plus démunis de se voir garantir à brève échéance un « minimum d'existence », tout en palliant les carences des différents systèmes d'aide sociale existant actuellement et en provoquant une contrepartie personnelle du bénéficiaire. Ce dernier point est censé éviter le développement d'une société d'assistance. Le député du Bas-Rhin suggère que, pour financer ce fonds, le prélèvement de 1 % sur les revenus soit partiellement maintenu et que les recettes ainsi collectées soient affectées aux bureaux d'aide sociale des communes de France. Ces derniers auraient pour obligation de proposer des compléments de revenus et donc des tâches en priorité aux personnes les plus démunies.

Pour M. Zeller, le système qu'il envisage, dès lors que l'Etat y contribuerait, permettrait d'apporter une aide immédiate à 100000 familles de « grande pauvreté », l'objectif étant de doubler ce nombre.

APRÈS SA VISITE AU MAROC

M. Mitterrand affirme que la France n'a pas changé de politique au Maghreb

A l'issue du conseil des ministres, mercredi 5 septembre, le porte-parole du gouvernement, M. Dumas, a indiqué que M. Mitterrand, après avoir fait un compte rendu de ses récentes visites au Maroc, a tenu à souligner qu'« il n'y avait pas de changement de politique de la part du gouvernement dans cette région du monde [au Maghreb] ».

Après les membres de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et de la défense au Sénat, avait demandé, mardi 4 septembre, à M. Cheysson de venir exposer devant la commission « le déroulement des événements et des conversations au sommet qui viennent d'avoir lieu au Maghreb, notamment en liaison avec la situation des forces en présence en République ichtadienne ».

La situation en Afrique du Nord continue, après l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre du traité maroco-libyen, de susciter une vive activité

diplomatique. Mercredi, M. Rada Guedira, conseiller du roi Hassan II, a présenté au secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à Washington, l'accord avec Tripoli. Cet accord impliquant une assistance militaire mutuelle, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que Washington « étudiait le traité à la lumière des lois américaines sur le transfert d'équipements militaires ».

A Madrid, le gouvernement s'efforce de son côté d'apaiser les inquiétudes qu'exprime la presse à propos des enclaves espagnoles au Maroc - à la suite de la conclusion de l'alliance maroco-libyenne.

A Alger, l'organe central du FLN (parti unique), Révolution africaine, évoque ce jeudi, sans citer nommément Paris, « l'ingérence d'une puissance étrangère » au Maghreb. Quant au gouvernement mauritanien, proche de l'Algérie, il a estimé, mercredi, que le traité d'Oujda mène à la « balkanisation du Maghreb ». - (Reuters, AFP.)

(Publié)

ASSUREZ-VOUS CONTRE LE VANDALISME ET LE CAMBRIOLAGE

Une bonne protection électronique c'est l'affaire de professionnels qualifiés Etude et devis gratuits sur simple demande au

882-20-16

Protection et communication industrielles

181, rue Diderot, 94500 Champigny

Installations conformes aux normes des assurances - Financements personnalisés

"Qu'est-ce que c'est vraiment être libéral?"

Lire l'enquête de Guy Sorman, c'est le devoir prioritaire de la rentrée.

Le Point

"Je vous invite à lire le plus clair, le plus vivant, le plus utile des livres d'opposition."

Louis Pauwels - Le Figaro Magazine

"Ce que Guy Sorman ramène dans son épaisse est assez passionnant, car si on a lu des livres qui trompent sur le libéralisme et expliquent gravement qu'hors de lui, il n'y a point de salut, leurs auteurs avaient rarement été voir sur place comment il s'appliquait."

Pierre Drouin - Le Monde

"Des qualités remarquables de reporter intellectuel : ouverture, curiosité, sens du portrait."

Jacques Julliard - Le Nouvel Observateur

Photo Daniel Boudinet



GUY SORMAN

La solution libérale

FAYARD

288 pages
74 F

FAYARD

M. LAURENT FABIUS A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

Le prix à payer

(Suite de la première page.)

Le langage de la vérité, M. Fabius, sensible au sondage en question, a voulu le tenir aux citoyens, et il l'a fait en grande partie, à ceci près qu'il interrogé, comme on pouvait le penser, sur le relèvement massif des taxes sur l'essence et le téléphone, il s'en est d'abord tiré par une piquette intellectuelle, avant d'en admettre, finalement, le caractère très largement fiscal. Une belle occasion perdue !

Au-delà de cette escarmouche, assez révélatrice toutefois, le nouvel hôte de Matignon a dressé un tableau sans complaisance, se refusant à farder la situation.

Oui, non seulement la crise est durable, mais ce n'est pas seulement une crise, c'est un changement complet de système, un déplacement d'activités de la zone atlantique à la zone pacifique, et, dans ce déplacement, la France est « bousculée ». Le terme est faible, au vu des pans entiers de l'industrie qui s'effondrent, comme la sidérurgie ou Creusot-Loire, ou qui s'affaiblissent, comme l'automobile naguère prospère.

Dans ce contexte difficile, M. Fabius annonce clairement la couleur. Il n'est pas question d'une relance de l'économie tous azimuts. Ce serait « irresponsable », car, en dépit de certaines améliorations, encore fragiles (inflation, déficit commercial), « on ne peut relâcher l'effort » : il faut investir, moderniser et exporter. Quant au pouvoir d'achat moyen, il sera maintenu « en masse », en 1985, ce qui signifie une augmentation pour les bas revenus et une diminution pour les revenus hauts et moyens.

Le chômage ? C'est un « cancer », « c'est quelque chose d'effrayant ». Sans doute M. Fabius s'engage à offrir aux jeunes de moins de vingt et un ans à la fin de 1985 « ou un travail, ou une formation », avec un clin d'œil du côté des travaux d'intérêt collectif chers à M. Mauroy, mais, qu'on se le dise : « Il n'y a pas de recette miracle ».

Voilà donc le décor planté pour 1985 et on ne peut pas dire qu'il soit très riant pour les Français : M. Fabius, compte tenu de ses antécédents, a bien du mérite à le reconnaître.

Mais une constatation immédiate vient à l'esprit : dans cette « nouvelle donne » qu'est devenu, pour la majorité issue des urnes en mai 1981, le grand espoir qui le soulève ? A aucun moment, dans les propos du premier ministre, on n'a relevé le mot de « planification », rejeté aux oubliettes de l'histoire. Alors que reviennent, les grands débats de l'été 1980, les « filières industrielles », la « réforme fiscale » ?

Symboliquement, comme on demandait, mardi soir, à M. Fabius quel effet cela lui faisait d'être qualifié de néolibéral, il a récusé immédiatement la distinction entre néolibéralisme et socialisme. Il s'agit plutôt, pour lui, d'adopter un moyen terme entre partisans et adversaires du « tout État », et de réduire les inégalités tout en gardant l'efficacité. Il faut produire, et « aussi » répartir, avec un effort particulier pour les bas salaires. C'est bien le moins pour un gouvernement socialiste. M. Cocard d'Estaling l'avait fait, lui aussi, avec moins d'ampleur, sans doute, mais, il avait commencé.

Bien plus, à entendre M. Fabius, on en vient à se demander en quoi la France devenue si « raisonnable », comme le reconnaissent les Allemands, se différencie maintenant de ses partenaires européens, dont, au lendemain du 10 mai, le gouvernement de M. Mauroy dénonçait l'esprit rétrograde et le malthusianisme économique. Le discours officiel actuel relève du par « classicisme » et presque d'un « barbare » de gauche cette fois-ci, malgré les protestations qui s'élèvent des deux côtés de la barricade.

D'autre part, toujours en écoutant M. Fabius, on éprouve de temps à autre un malaise. N'est-ce pas le même homme qui, au « Club de la presse d'Europe 1 », au printemps 1982, déclarait : « Le temps est venu d'une relance de la relance ». Quand le nouveau premier ministre affirme, avec vigueur, qu'il serait « stupide » de condamner le profit et qu'il ne faut pas décourager le dynamisme en supprimant les hauts revenus de « ceux qui se battent », mais récompenser ces derniers, on ne peut s'empêcher de penser au budget « triomphant » de 1982, et même de 1983, où la fiscalité de ces hauts revenus se trouvait fortement alourdie. A cette occasion, on notera que le premier ministre s'est hâté d'annoncer la suppression de la surtaxe en 1986, avant M. Bérégovoy...

Et n'y a-t-il pas quelque chose de touchant et de presque désespéré dans l'appel lancé à nouveau, à la création d'entreprises ? Le pouvoir s'aperçoit, maintenant, avec bien du retard, que les grandes entreprises, dont le rôle initial était de servir de « pôles » et de « pilotes », lutent pour leur vie et ne peuvent que supprimer des emplois. Il prend conscience qu'en France comme à l'étranger, aux États-Unis notamment, c'est la foule des initiatives individuelles, des petites entreprises en développement, qui nourrit un tissu industriel en perpétuel renouvellement.

On comprend maintenant la fascination qu'exercent sur nos gouvernants la Silicon-Valley et son bouillonnement incessant : l'ennui, c'est qu'en Californie l'écosystème se situe des années lumières du nôtre, pour bien des raisons dont certaines remontent à Colbert. A vrai dire, on peut plaindre M. Fabius d'avoir à gérer la France au moment où son économie subit la plus formidable torsion de son histoire récente. La crise de 1933-1935, si dure à certains égards, n'était pas de même nature, le système ne changeait pas fondamentalement. La meilleure preuve est qu'après 1945, grâce aux plans Monnet et Marshall, on put faire redémarrer la machine en la reconstruisant. Aujourd'hui, M. Fabius le dit bien, avec sa lucidité d'homme normalien, le système change, et toutes les structures péminent. Promettre fin 1985 à tout jeune de moins de vingt et un ans une formation et un travail, fort bien. Mais quelle formation et quel travail ?

A la vérité, on peut plaindre M. Fabius d'avoir à conduire à la fois ce douloureux réaménagement de la maison France et cette remise en cause des grandes aspirations qui sous-tendaient l'action des pouvoirs publics au lendemain du 10 mai 1981. On peut craindre pour lui, non pas l'obstruction ou les sarcasmes de l'opposition, qui voit triompher certaines de ses thèses, mais le scepticisme résigné (pour combien de temps ?) de ceux qui avaient fait confiance au nouveau régime. Il y a peu, un dirigeant d'entreprise nous disait : « Quand je prends une grande décision de stratégie industrielle, ce n'est qu'au bout de cinq ans que je saurai si je me suis trompé ». En ce cas, ajoutait-il, je saute et l'entreprise avec. Pour un gouvernement l'échec peut être plus court.

FRANÇOIS RENARD.

Formation : un objectif très ambitieux

Pour lutter contre le chômage, « ce cancer », M. Laurent Fabius entend se battre sur « cinq fronts » et notamment sur celui de la formation des jeunes. Dans ce domaine, dont il a élogieusement démontré l'importance stratégique en insistant sur la valorisation de « notre ressource humaine », le premier ministre veut « mettre le paquet ». Mais l'objectif qu'il se fixe place la barre très haut, à un niveau qui n'a jamais été visé par le passé, malgré tous les efforts. Que, d'ici à la fin 1985, il soit offert à tous les jeunes de moins de vingt et un ans, soit une formation, soit un travail d'intérêt collectif ou dans une entreprise, paraît en effet « ambitieux », comme le souligne M. Fabius lui-même.

Actuellement, si l'on se réfère à l'enquête emploi 1983 de l'INSEE, cette population de 3 949 627 personnes se partage en 2 043 981 scolarisés, 346 590 inactifs et 1 557 056 actifs qui, eux-mêmes, se divisent en salariés ayant un emploi stable, en travailleurs à statut précaire et en chômeurs : 21 % des actifs ayant moins de vingt-cinq ans sont au chômage et sans doute autant de moins de vingt et un ans sont inscrits à l'ANPE (le Monde des 21 et 22 août), sans compter ceux qui ne travaillent qu'épisodiquement et passent ainsi du chômage à un « petit boulot ».

De longue date, pour répondre à cette difficulté majeure, dont M. Fabius s'inquiète à juste titre, on a mis en place des dispositifs qui recensent tous les moyens disponibles. Or il semble bien que, à moins d'un changement radical, ils ne puissent guère produire plus d'effets que ceux enregistrés jusqu'ici.

Ainsi, le taux de la scolarisation n'a cessé d'augmenter en 1982 et 1983 pour atteindre des niveaux difficiles à dépasser (à 17 ans, 78,1 % des jeunes hommes et 87,8 % des jeunes filles sont scolarisés ; à 18 ans, ils sont respectivement 64,6 % et 75,9 %, à 19 ans de 43,9 % et 55 %).

Pouvoir d'achat : + 5 % en trois ans

Le pouvoir d'achat des Français a baissé en 1983 a reconnu M. Fabius. Mais globalement depuis 1981 il a progressé.

Deux affirmations exactes que confirment les chiffres. En 1983, selon les comptes de la nation corrigés en juin dernier, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (qui, outre les revenus directs prend en compte les impôts et les prestations sociales) a baissé de 0,3 % par rapport à 1982. C'était la deuxième fois depuis plus de vingt-cinq ans qu'une telle baisse se produisait (après l'année 1980 où il avait également baissé de 0,3 %). Sur les trois années 1981, 1982, 1983, le pouvoir d'achat de ce même revenu disponible a progressé de 4,9 %, grâce aux gains importants engrangés au cours des premiers mois du septennat.

Les comptes de la nation prévoient pour cette année une progression de 0,2 % et de 1,6 % en 1985, ce qui apparaît peu cohérent avec le discours de rigueur de M. Fabius. Mais ce ne sont là que prévisions.

Notons encore que si l'on considère le pouvoir d'achat des seuls

L'éducation nationale avait réussi à en scolariser 11 800 de plus à la rentrée en 1982, 21 700 en 1983 et prévoit 48 600 en 1984, alors que le plan de formation des jeunes va, lui, jusqu'à envisager le maintien dans le système scolaire de 70 000 jeunes de plus. Il sera certainement difficile d'aller au-delà.

Quant aux autres mesures prévues dans le plan formation des jeunes (le Monde du 6 septembre) elles aboutissent à des évaluations élevées, de l'ordre de 765 000 pour la campagne 1984-1985, à comparer aux 715 000 annoncés en juin dernier par M. Mauroy et aux 850 000 avancés en mai 1983, qui n'ont pour l'instant jamais correspondu aux faits. Par exemple, on observe que le nombre de contrats d'apprentissage, qui était pourtant monté jusqu'à 126 369 en 1980-81 ne cesse de rétrograder depuis (123 995 en 1981-82, 119 115 en 1982-83, 115 590 en 1983-84), notamment parce que les mesures nouvelles ou améliorées ont un effet « cannibale » sur le rendement des dispositions existantes. Les contrats emploi-formation, dont on attendait 200 000 stagiaires cette année, auront plafonné à 83 618 (77 884 en 1982-83, 72 060 en 1981-82). Enfin, les programmes 16-18 ans ou 18-21 ans, n'ont jamais correspondu aux espérances avec 70 132 entrées en stage en 1982-83 et 88 919 en 1983-84.

Dans ces conditions, et compte tenu des moyens disponibles (AFPA, ANPE, FNE, missions locales pour l'emploi, permanences d'accueil d'information et d'orientation et organismes divers de formation), on voit mal comment M. Fabius pourrait tenir son pari, à moins de développer très rapidement le deuxième terme de sa proposition, à savoir le développement des emplois d'utilité publique ou d'intérêt social.

Sur ce point - et c'est le deuxième obstacle que doit franchir

le premier ministre, - on doit constater que, si la réflexion existe dans de nombreux milieux (Alfred Sauvy a évoqué le sujet, la CFDT s'y intéresse), les éléments concrets de référence manquent, à l'exception historique des chantiers nationaux. Non seulement il faudra faire vite, mais voir clair sur une idée que M. Fabius n'a d'ailleurs fait qu'évoquer brièvement en indiquant que des associations et des collectivités locales pourraient participer à sa mise en œuvre. Le troisième obstacle concerne la flexibilité dans l'organisation du travail qui a dû faire frémir plus d'un syndicaliste. Pour la première fois, en effet, un chef de gouvernement emploie le terme, sujet de polémique avec le CNPF, et demande aux partenaires sociaux (syndicats et patronat) « d'aller loin et vite dans ce domaine au cours de négociations engagées depuis l'été, et qui doivent reprendre le 10 septembre. La prise de position est claire, même si M. Fabius lui fixe une borne : « Il ne faut pas construire l'emploi sur les décombres de la législation sociale ».

Les deux derniers obstacles, la création et le développement des petites et moyennes entreprises et, surtout, la croissance économique, ne se négocient pas aisément non plus. Dans un cas, les réticences psychologiques jouent autant que les blocages administratifs. Dans l'autre, il faut atteindre des taux élevés (3 % estimé-on généralement) pour espérer stabiliser le chômage.

« Il n'y a pas de recette miracle », a pris soin de dire M. Fabius qui, au passage, a voulu souligner que les autres pays européens ne connaissent pas plus de succès dans la lutte pour l'emploi. Il n'empêche, en annonçant son objectif pour la fin 1985, il a pris un énorme risque.

ALAIN LEBEAUX.

LA SUPPRESSION DE LA SURTAXE SUR LES HAUTS REVENUS

Parlant des « exigences de la situation conjoncturelle » et d'un « souci de solidarité », le gouvernement avait incorporé dans la loi de finances 1984 une « surtaxe conjoncturelle », applicable aux contribuables dont l'impôt sur le revenu (au titre de l'année 1983) dépassait 20 000 F. Cette surtaxe était alors égale à 5 % de l'impôt dû si celui-ci n'excédait pas 30 000 F, à 8 % de l'impôt dû lorsque celui-ci était supérieur à ce dernier montant. Par la suite, une disposition complémentaire avait été prévue sous la forme d'une décade pour les contribuables dont l'impôt à payer était compris entre 20 000 F et 25 000 F, de façon à atténuer l'impact de cette surtaxe de 5 %.

La baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques applicable en 1985 équivaut, dans un premier temps, à supprimer la surtaxe de 5 % sur les impôts compris entre 20 000 F et 30 000 F et à ramener à 3 % celle qui continue à s'appliquer, cette année-là, aux impôts supérieurs à cette somme. Ce n'est qu'en 1986 que ces 3 % restant seront annulés dans le cadre « de la suppression totale de la surtaxe sur les hauts salaires » annoncée par le premier ministre.

(Publicité)

Clinique médicale

VALMONT

70 chambres

1823 CLION-sur-MONTEUX

(Suisse)

T. 19-41/21/63 48 51 (10 lignes)

Ouverte toute l'année
Toutes affections de médecine interne.


Rééducation intensive après affections cardio-vasculaires et rhumatismales.

Suites de traitement hospitalier (médecine interne, toute chirurgie).
Service de radiologie, ultrasonographie, laboratoire permanent, physiothérapie intensive.
Brochure et tarifs sur demande.

Dir. : H. TUOR.

Lisez

Le Monde
dossiers et documents



LE MONDE diplomatique
SEPTEMBRE 1984

LA FOIRE AUX LIBERTÉS
(Claude Julien)

ISRAËL INGOUVERNABLE ?
(Amnon Kapellouk)

MAIN BASSE SUR LA CISJORDANIE

- Les contraintes et les profits d'une économie d'occupation (A. K.).
- Artifices juridiques pour une autre conquête (Jean-Paul Chagnollaud).

LA LONGUE LUTTE DE L'AFGHANISTAN

Un gouvernement toujours sous tutelle (Bernard Delpuech).
Les espaces de la guerre et de la résistance (Michel Foucher).
Entre l'islam et le communisme (Pierre Metzger).
Le Pakistan en première ligne (Jean-Christophe Victor).
Pour un front uni de la résistance (Homayoun S. Assefy).
Une stratégie à long terme (Homayoun Tendar).

- Lettre à un ami européen : l'Amérique en quête d'une cohérence et d'une signification (Norman Birnbaum).
- Une élection parrainée par les États-Unis : dictature aux Philippines sous le masque de la démocratie (Walden Bello et Edward S. Herman).
- Aux sources de la révolution nicaraguayenne : le sandinisme sans fatalité (Philippe Videllier).

Une nouvelle d'Antonio Skarmeta
« LE COUP DE TÉLÉPHONE »

- Le redressement du Ghana ne pourra se poursuivre sans une aide accrue (Arna Mansah).
- Dix ans après la révolution des œillets : le Portugal sous tutelle américaine (Alain Echégut).

L'ANGOISSANT PROBLÈME DES RÉFUGIÉS DANS UN MONDE DÉCHIRÉ PAR LES CONFLITS

- Les fuites guatémaltèques et le brasier centraméricain (Marie-Chantal Barre).
- Pauvres cabanes, total désespoir (Mireille Durand).
- En Afrique, combiner l'aide alimentaire et l'aide au développement (Boren Jaassen-Petersen).
- La dispersion de 800 000 Vietnamiens (Alexandre Casella).

- Remous dans l'armée thaïlandaise : la politique de libéralisation en question ? (Marcel Barang).
- Délicat jeu de balance en Asie : Taiwan et le rapprochement sino-américain (Xavier Lucion).
- Haiti : une si jolie fête à Port-au-Prince...
- De la crise comme « destruction créatrice »... ou le retour de Schumpeter (Benjamin Coriat et Robert Boyer).
- Caméras politiques : la guerre des télévisions (Ignacio Ramonet, Giuseppe Richeri et Paul Beaud).
- Les livres du mois.

Un roman d'André Brink
« LE MUR DE LA PESTE »

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE.
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

200 ORDINATEURS
de 500 F à 50 000 F

130 imprimantes,
2 000 adresses,
un lexique, etc.

LE GUIDE MICRO
84,85

Ordinateurs individuels
Micro
84,85

GUIDE MICRO, 35 F chez votre marchand de journaux

سكرا من الامن

(PUBLICITÉ)

JOURS
DE
FRANCE

EDITORIAL



VOICI VENIR L'UNION NATIONALE

Il y a bien longtemps que dans mes « Cafés du Commerce » et dans mes éditoriaux, je préconise l'Union Nationale.

Il faut tout d'abord remarquer que lorsqu'on a un gouvernement de Droite, les syndicats sont inquiets, exemple l'Angleterre actuellement.

Aujourd'hui tout le monde est d'accord, l'Union Nationale est dans l'air, encore faut-il la réaliser. Pour cela il y a deux solutions :

Inversement, lorsqu'on a un gouvernement de Gauche, les patrons sont inquiets, c'est le cas actuel de la France.

1) Attendre les élections législatives de mars 1986.

Les syndicats veulent que l'on diminue le nombre des chômeurs et que le personnel retrouve son pouvoir d'achat.

Il est probable que les Socialistes, avec ou sans les Communistes, n'atteindront pas 50 % des sièges.

Les patrons, à l'instar du charbonnier, veulent être maîtres chez eux et, tant que cela n'est pas admis, ils se mettent en hibernation, pas tous évidemment mais beaucoup.

Il est probable que l'Opposition, qui dispose de 150 sièges aujourd'hui, n'atteindra pas le chiffre de 275.

Il deviendra donc nécessaire de faire l'Union Nationale, avec peut-être l'appoint des partis moins importants.

On fera, pour cinq ans, un programme commun, les uns consentant des sacrifices et recevant des avantages, les autres recevant des avantages et consentant des sacrifices.

Le président des patrons a fait une proposition au gouvernement qui permettrait, si cette proposition était acceptée, d'embaucher 450 000 chômeurs dans l'année. La confiance reviendrait et, les affaires reprenant, les syndicats seraient satisfaits de voir le nombre de chômeurs diminuer et auraient la perspective de retrouver leur pouvoir d'achat.

2) Il y a une autre solution :

Marcel Dassault
Député de l'Oise

L.M.P. - 200-22-85

très ambitieux

le premier ministre, « un du...
statut que, si la réforme...
dans de nombreux ministères...
Savvy a évoqué le sujet...
s'y intéresse), les éléments...
de référence manquant à l'événement...
historique des changements...
Non seulement...
vite, mais voir clair sur...
M. Fabius n'a d'ailleurs...
que brièvement en indiquant...
des associations et des...
locaux pourraient participer à la...
mise en œuvre. Le...
taide concerne la...
l'organisation du travail...
faire frémir plus d'un...
Pour la première fois, en tant...
chef de gouvernement...
terme, sujet de polémique...
CNPF, et demande aux...
sociaux (syndicats et...
« d'aller loin et vite...
domaine au cours de...
engagées depuis l'été, et...
repandre le 10 septembre...
de position est...
M. Fabius lui fixe une...
fait pas construire l'...
débordement de la...
sociale ».

Les deux derniers...
ordon et le développement...
petites et moyennes...
surtout. La...
se se négocier...
plus. Dans un...
chologiques...
bloquages...
l'autre, il faut...
d'écarter (1 %...
ment) pour...
image.

« Il n'a pas...
a peu sans...
passage, a...
autres pays...
sont pas...
l'autre pour...
annonçant...
1985, d'a...
ALAIN LEBLANC

LA SUPPRESSION DE LA SURTAXE
SUR LES HAUTS REVENUS

Parlant des...
situation conjoncturelle...
de...
finances 1984...
conjoncturelle...
revenus (au titre de...
dépassait 200 000 F...
d'au moins 10 %...
si celui-ci n'est...
à 10 % de l'impôt...
des revenus...
Par la suite, une...
ministère avait...
l'année d'une...
l'année 200 000 F...
de façon à...
caractère de 5 %.

La hausse de 5 %...
revenus des personnes...
applicable en 1985...
en premier temps...
un taux de 5 %...
entre 200 000 F...
passer à 3 %...
s'appliquer, cette...
impôts supérieurs à...
n'est qu'en 1986...
seront annulés...
suppression totale...
les hauts revenus...
premier ministre.

Clinique
médicale
VALMONT
70 chemin
9220 CLON-MONTREUIL
(Seine-Saint-Denis)
T. 30-41/21/83 48 51 (10 lignes)
Ouverte toute l'année
Tous les jours de 8h à 20h
Ateliers
Rééducation intensive...
Thérapie cardio-respiratoire...
rhumatisme...
Soins de traitement...
Inhalation...
Services de radiologie...
général, laboratoire...
physiothérapie...
diagnostic et soins...
Dr. H. TAO

Lisez
Le Monde
classé et documenté

M. FABIUS A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

École : la page tournée

Rassemblement et moderniser. Telle est la double mission que s'est fixée M. Fabius en s'installant à l'hôtel Matignon. Sur cette voie, il assigne à l'éducation et à la formation un rôle moteur. Rassembler, c'était d'abord mettre fin à la querelle scolaire qui déchirait le pays et empoisonnait la vie politique. C'est chose faite depuis une semaine avec les propositions du ministre de l'éducation nationale sur l'enseignement privé. Des propositions « plus modestes et plus pratiques » que celles du gouvernement précédent. « Peut-être aurait-on pu s'y attendre », a reconnu le premier ministre en évoquant le travail de son prédécesseur, mais, finalement, la démarche du gouvernement a porté ses fruits.

Dans les deux camps, il est vrai, les passions se sont calmées. Certes, a relevé M. Fabius, la tâche la plus délicate est de faire passer la loi de l'éducation, ce n'est pas ce qui va se faire immédiatement après les propositions de M. Chevènement (...), mais

il y a des avancées. Et pour ceux qui s'inquiétaient de ce qui pourrait advenir au-delà de l'avenir immédiat, un rappel des engagements de M. Mitterrand : « Il s'agit toujours de procéder par la conviction, par la négociation et jamais par la contrainte ».

Da côté des responsables catholiques, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale, relève, dans une déclaration à la Vie, « l'intérêt » des dispositions gouvernementales : « Il était indispensable de faire une mise à jour pour la bonne application des lois antérieures, pour le bien de la nation ». Et le chanoine Paul Guibaud souligne dans le *Quotidien de Paris*, « l'avancée sans caractère » de la gauche.

L'objectif de l'apaisement semble donc atteint. C'est un des événements qui ont le plus marqué le premier ministre. Il n'a d'ailleurs pas manqué de valoriser son action dans cette heureuse conclusion, souli-

gnant qu'il avait lui-même donné indications, instructions, et « feu vert » au ministre de l'éducation nationale.

Mais ce problème réglé, « le plus important en matière d'école, c'est la qualité de l'enseignement », a répliqué M. Fabius après M. Chevènement tout en précisant : « C'est la mission que j'ai donnée au ministre de l'éducation nationale ». Car l'éducation et la formation — à condition de la moderniser et de l'adapter à la nouvelle société française — sont pour le premier ministre, l'axe central de son action. L'heure n'est pas à la guerre, mais à la coopération, et pour répondre aux besoins de l'économie.

Jumelage avec les entreprises

Pour illustrer l'« effort colossal » à faire, il a lancé l'idée d'un jumelage entre les collèges et lycées et les

entreprises, allant ainsi bien au-delà des mesures prises lors du précédent septennat avec les « séquences éducatives » en entreprises réservées aux élèves de l'enseignement technique. Cette initiative fera peut-être grincer des dents les enseignants, ces « hussards de la modernisation » qui risquent, en outre, de mal apprécier les exemples de « dévouement » de deux de leurs collègues cités par M. Fabius : l'un a renoncé à ses vacances, l'autre a personnellement financé l'achat d'un micro-ordinateur pour sa classe. Mais, pour le premier ministre, l'heure n'est pas à la guerre, mais à la coopération, et pour répondre aux besoins de l'économie.

CATHERINE ARDITTE

Sécurité tranquille

Continuisme dans la prévention, continuisme dans la répression. Le premier ministre, dans sa manière de parler de la délinquance et du « réel sentiment d'insécurité en France », est clair, ne cherche pas à innover. Continuisme tranquille. Aucun gadget, donc, mais la réaffirmation prudente des principes qui ont guidé jusqu'à présent la politique de la gauche.

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), proche de la gauche — qui représente près de 60 % des gradés et gardiens — réclame ainsi une « justice particulière pour ceux qui tirent sur les uniformes ». Léger embarras de M. Fabius. Son ton semble indiquer que les meurtriers de policiers doivent plus que tout autre être sévèrement punis. Sa réponse : « Il faut que les peines encourues soient les mêmes ». Ne réfléchit-il pas cependant que la réalité inscrite dans le code pénal. Livre ensuite ses juries populaires et ses magistrats professionnels des cours d'assises de juger et condamner comme ils l'entendent, en leur âme et conscience.

Lorsqu'il détaille la politique du gouvernement à l'égard de la délinquance et de la criminalité, la prévention (avec un hommage au travail réalisé par M. Gilbert Bonemaître comme lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale), répression sans « aucun laxisme », réparation des dommages aux victimes, — il confirme les options du gouvernement Mauroy. Le fond n'est pas neutre mais ne fait pas l'impression que le sujet n'est pas minimisé, la certitude même qu'il est pris pour ce qu'il est : grave.

Le dossier sécurité est néanmoins l'un de ceux que M. Fabius semble maîtriser le moins dans ses détails. Il est plus à l'aise en droit constitutionnel qu'en droit pénal. Ainsi, M. Fabius a-t-il raison de souligner que l'« apport judiciaire » est surchargé mais tort d'affirmer que la France « est le pays d'Europe où il y a le plus de personnes incarcérées par rapport au nombre d'habitants ». L'Allemagne fédérale, en ce domaine, nous domine d'une bonne tête : en 1983, il y avait 68 431 détenus en RFA contre 37 649 en France.

LAURENT GRELSAMER

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

POUR QUELQUES MOIS DE PLUS

Le pouvoir maintient la loi sur la presse, mais renonce à la faire appliquer avant les élections législatives de 1986. Cet engagement complet le dispositif gouvernemental de « décapitation » mais n'apporte rien de concret.

Faisons les calculs. La loi va être adoptée sous peu en quatrième lecture. L'opposition va sans doute saisir le Conseil constitutionnel. Si celui-ci ne trouve rien à redire, le texte devient applicable à la fin de l'année 1984. Or la désignation des membres de la commission pour la transparence et le pluralisme ainsi que le travail préparatoire de cette dernière nécessiteront un délai d'un an. Fin 1985. Reste trois ou quatre mois avant les élections. Au mieux, une période qu'aucun pouvoir ni aucune commission n'utiliserait sagement pour mettre en cause certains équilibres, surtout en matière d'information.

L'opposition, par ses tactiques d'obstruction et la virulence de ses attaques, a donc fait reculer le pouvoir dans un domaine où celui-ci avait longtemps (trop ?) hérité avant d'engager le fer. Il ne cède toutefois pas (encore ?) sur le texte lui-même. Malgré consolation pour les militants socialistes qui avaient fait une ovation au prédecesseur de M. Fabius à l'annonce du projet.

Y. A.

La majorité fait deux « gestes »

En reculant la date d'application de la loi sur la presse — après les élections législatives de 1986 — M. Laurent Fabius a fait un « geste » en direction de l'opposition. En clair, si l'opposition gagne les élections législatives de 1986 elle pourra revenir sur ce texte. Mais, dans le même temps, il fait savoir qu'il n'est pas prêt de tolérer une nouvelle guérilla parlementaire sur ce projet. Le conseil des ministres du mercredi 5 septembre a en effet autorisé le premier ministre à engager la responsabilité de son gouvernement sur l'adoption de ce texte en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. S'il utilisait cette procédure celle entraînerait l'adoption automatique du texte dans la version voulue par le gouvernement, sauf si une motion de censure était déposée et votée par plus de la moitié des députés.

Le gouvernement utilisera cette disposition constitutionnelle « dans la mesure », a expliqué son porte-parole, M. Roland Dumas, où au débat légitime, se substituerait des manœuvres d'obstruction de la part de l'opposition ». Il n'est donc pas décidé à laisser la discussion à l'Assemblée nationale s'enliser dans une très longue bataille d'amendements — comme cela fut le cas en première lecture — et ainsi se déclare prêt à utiliser les armes que lui offre la loi fondamentale, comme l'avait fait M. Pierre Mauroy le 5 juillet lors de la deuxième lecture de ce projet sur la presse.

Mercredi après-midi, dans les

couloirs de Palais-Bourbon, les réactions à l'annonce de la loi sur la presse ont été très vives. Les députés de l'UDF expliquent qu'ils étaient prêts à ne pas prolonger le débat si le gouvernement leur faisait deux concessions : que les quotas de diffusion de presse soient relevés de façon que la concentration actuelle soit gelée, mais que le groupe Hersant ne soit pas contraint à se séparer de certains de ses quotidiens d'une part ; que la suppression des aides de l'Etat aux journaux en infraction, ne puisse être le fait de la seule commission pour la transparence et le pluralisme, instituée par ce texte d'autre part, mais relève d'une décision des tribunaux. Ils exigent pour le moins que les délais d'application soient prolongés, de façon que M. Hersant ne soit pas contraint de vendre, par exemple « France-Soir », à la veille des législatives de 1986. C'était aussi le minimum que souhaitait obtenir la majorité sénatoriale au cours de la commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat, qui se réunissait ce même mercredi soir.

M. Fabius leur a donc donné satisfaction sur ce dernier point. Et M. Jean-Jack Queyranne (PS-Rhône), rapporteur du projet à l'Assemblée, a annoncé lors de la CMP qu'il déposerait un amendement qui pratiquement reviendrait à permettre au Conseil d'Etat de suspendre l'application des décisions de la commission pour la transparence et le pluralisme que celles-ci ne soient réellement entrées dans les faits. L'opposition a donc concrètement obtenu satisfaction sur deux de ses demandes. La CMP a pourtant formellement échoué, députés et sénateurs ne pouvant se mettre d'accord sur le problème des quotas.

Cela suffira-t-il à éviter une nouvelle bataille parlementaire sur ce point ? Dans l'attente des déclarations du premier ministre la stratégie précise, que suivront le RPR et l'UDF à l'Assemblée pour la discussion de textes, qui commenceront ce jeudi 6 septembre dans la soirée, n'était pas, mercredi après-midi, définitivement fixée, même si leur intention de manifester fortement leur opposition à l'égard de ce projet était clairement affirmée. Une chose était quand même acquise : si le gouvernement engageait sa responsabilité, une motion de censure serait déposée ; le groupe RPR, dont c'est le tour, dans le cadre des bonnes relations entre les deux groupes de l'opposition, de procéder

à un tel acte, a décidé, lors de sa réunion de mercredi après-midi de ne pas y procéder d'entrée de jeu dès l'ouverture du débat, contrairement à ce qu'avaient souhaité certains élus de l'opposition.

L'opposition peut en tout cas faire valoir que le combat qu'elle a mené sur ce projet n'a pas été inutile. Elle a amené la majorité à faire quelques pas en arrière. Surtout en empêchant son adoption définitive avant l'été, elle a — dans les faits — rapproché son application des législatives de 1986, ce qui en tout état de cause aurait été politiquement et techniquement difficile. C'est aussi ce qui explique le « geste » de M. Laurent Fabius.

THIERRY BRENIER

M. Mitterrand a demandé à la commission d'enquête sur les « avions renifleurs » de renoncer à entendre M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing ne sera probablement pas entendu par la commission d'enquête parlementaire constituée à l'Assemblée nationale pour étudier ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire des « avions renifleurs ». Le *Canard enchaîné* de ce mercredi 5 septembre révèle que M. François Mitterrand est intervenu pour éviter l'audition de son prédécesseur.

M. Jean-Pierre Michel, député socialiste de la Haute-Saône, le président de la commission et M. Parfait Jan, député communiste des Hauts-de-Seine, son rapporteur, avaient souhaité entendre l'ancien président de la République, comme il l'ont déjà fait ou vont le faire pour de nombreuses autres personnes, notamment M. Jacques Chirac, M. Raymond Barre, M. Antoine Pinay, etc. Cette convention était prévue pour le 18 septembre, le secrétaire de M. Giscard d'Estaing ayant donné son accord pour cette date. Mais, il y a quelques jours, l'actuel président de la République a jugé qu'une telle audition était contraire à l'article 68 alinéa premier de la Constitution, qui exige que le chef de l'Etat « n'est responsable que de ses fonctions dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison » et qu'il est jugé par la Haute Cour de justice.

POLITIQUE

LE PROJET DE RÉFÉRENDUM REPOUSSÉ PAR LE SÉNAT

M. Badinter juge que l'opposition traite les Français en « mineurs politiques »

Comme en première lecture, le Sénat a repoussé, dans la nuit de mercredi 5 au jeudi 6 septembre, le projet de loi constitutionnelle « portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques », en adoptant par 207 voix contre 104 la question préalable dont l'approbation équivaut au rejet du texte (1).

La procédure choisie par le président de la République pour modifier la Constitution exigeait que l'opposition — sinon en totalité, du moins en partie — consente à cette révision. Que le texte soit voté en termes identiques par les deux Chambres s'est révélé impossible tant la détermination du côté de l'opposition était forte. Le référendum n'aurait pas lieu : la cause était entendue — avant même que M. Laurent Fabius ne le confirme — dès l'examen en première lecture au Sénat.

Les propos tenus par les responsables de l'UDF et du RPR, majoritaires au Palais de Luxembourg, ne laissent aucun doute sur l'hostilité déterminée au projet présidentiel. Que M. François Mitterrand ait souhaité que sa majorité n'amende pas le projet lors de sa discussion à l'Assemblée nationale n'a fait que conforter le choix du refus de l'opposition nationale.

Pourquoi, dès lors, le gouvernement a-t-il appelé une seconde fois ses sénateurs ? C'est la première question à laquelle M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, a répondu, mercredi après-midi, 4 septembre : « Pour nous assurer si le désaccord entre la majorité du Sénat et celle de l'Assemblée nationale est vraiment irréductible », d'autant que le gouvernement demeure ouvert à toute proposition d'amendement à un texte « perfectible », explique-t-il.

Après avoir observé la contradiction d'une opposition hostile à une extension de l'article 11, alors que « tant de ses membres » avaient réclamé antérieurement, M. Badinter assure que « par son vote négatif [la majorité sénatoriale] traite les Français et les Français en mineurs politiques », et que ce vote est un acte de « défiance » à leur égard. Il ne manque pas non plus de s'étonner que ceux qui considèrent que le projet « compromettrait l'équilibre de nos institutions » se gardent bien « de soutenir leur thèse devant le peuple lui-même pour qu'il en soit juge ». Or, déclare-t-il, le gouvernement demeure convaincu qu'une démocratie « est d'autant plus vivante que ses citoyens ont conscience de participer plus directement à ses pro-

grès ». Cette conviction l'a conduit, précise-t-il, à renouveler sa demande pour que les Français puissent se prononcer eux-mêmes sur les garanties de leurs libertés.

A cette contradiction, le garde des sceaux en ajoute une « plus circonstanciée » : l'accord quasi unanime sur le principe de l'extension du référendum aux libertés publiques, d'autant plus notable que, estime-t-il, « l'essentiel dans une modification constitutionnelle, ce n'est ni l'auteur de la proposition, ni les circonstances, ni la procédure, mais bien la disposition elle-même. Si elle est bonne, alors qu'on l'inscrive dans la Constitution, dans l'intérêt général ; si elle est mauvaise, alors qu'on la repousse au nom du même intérêt supérieur », ajoute-t-il.

Cette contradiction au sein de l'opposition, qui est favorable à une modification qu'elle ne vote pourtant pas, fait dire au ministre de la justice, qui cite alors MM. Jean Foyer et Raymond Barre, que pour les Français « il y a là une attitude qui n'est pas de nature à fortifier leur admiration pour la logique politique ».

Après avoir observé le climat « plus sérieux » de la discussion « grâce aux propositions faites par M. Jean-Pierre Chevènement », il met l'accent sur les progrès de la démocratie et des libertés que peut entraîner « la pratique épaisée du référendum », qui ne pourra, ajoute-t-il, « s'enraciner durablement en France que s'il est déposé du soupçon de plébiscite ».

Quant au Congrès réuni par plusieurs responsables de l'opposition et notamment par M. Alain Poirer pour modifier la Constitution, M. Badinter relève que son organisation « passe par l'acceptation du texte ». « Comment concevoir qu'un même texte puisse être considéré comme bon s'il est voté en Congrès et détestable s'il est soumis à référendum ? » interroge-t-il. Puis il souhaite que le gouvernement, qui a choisi « la voie de l'ouverture et du progrès », ne se voie pas opposer une réponse qui soit « refus » et « blocage ».

Le gouvernement persistant donc, M. Etienne Dally (Gauche dém. Seine-et-Marne) justifie que ses collègues eux aussi persistent. Auparavant, le rapporteur de la commission des lois tient à constater que le Sénat bloquerait les institutions sous prétexte qu'il désapprouve et la procédure et le fond et qu'ainsi il émettrait un vote de défiance à l'égard des Français. Il n'y a aucune raison explique-t-il, pour que la majorité sénatoriale change d'avis sur un texte qui, selon lui, ne vise pas à garantir les libertés publiques mais à élargir les pouvoirs du président de la République et dont l'objet était de « masquer le recul du gouvernement » sur la loi Savary. Aucune raison car le texte est le même, aucune raison non plus poétique, avec les propositions de M. Chevènement. Il n'y aura pas de « grave problème de conscience » (selon la formule de M. Fabius) et donc pas matière à référendum. Aucune raison enfin, dans la mesure où l'opposition a le sentiment, dit-il, que l'on chercherait à la diviser.

« Décidément, assure-t-il, personne n'a rien à gagner à ce que le débat se poursuive ». Fort de cette conviction, M. Dally présente alors la question préalable avant que ne s'engage la discussion préalable proprement dite. S'exprimant contre cette question, M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) s'élève au recours à cette procédure contraire à la conception du bicamérisme qui voudrait que le Sénat améliore les textes qui lui sont soumis. Quant au reproche fait aux socialistes de n'avoir proposé aucun amendement ni au Sénat ni à l'Assemblée nationale au projet gouvernemental, il répond qu'il « suffit qu'ils proposent quelques choses pour que l'opposition le refuse ». Jugant cependant que le débat n'aura pas été inutile et observant que 50 % des Français sont d'accord pour un référendum, il dresse un bilan positif de l'action menée depuis trois ans en faveur des libertés.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Par rapport au vote intervenu le 8 août, l'analyse du scrutin indique que deux sénateurs qui avaient voté contre la question préalable ont, cette fois, décidé de ne pas participer au vote. Il s'agit de MM. Joy Moine (Gauche dém.) et François Fiacobbi (Ras. dém.).

AIDER LA RECHERCHE C'EST DIRE NON AU CANCER

Donnez l'argent de votre vie à la recherche.

Avant tout cela, vous devez savoir que la recherche sur le cancer est une tâche immense. Les résultats sont encourageants : de plus en plus de personnes sont guéries. Pour aller plus vite encore, pour faire mieux, votre aide personnelle est indispensable.

Vos dons sont le capital de la recherche. Au nom de la recherche sur le cancer, pour une vie sans cancer, nous vous remercions.

Donnez l'argent de votre vie à la recherche.

G. Mathé, L. Schwartzberg, M. Tubiana, J. Croissant, Président.

Vous pouvez nous adresser vos dons, dans une enveloppe normale ou dans l'enveloppe-perforée de l'Esprit que vous avez reçue chez vous.

ARC, B.P. 302, 94808 VILLEJUIF.

150 من الاصل

PROJET REPOUSSE PAR LE SÉNAT

**« Je juge que l'opposition
des Français
sur leurs politiques »**

[illegible]

Cette contradiction au sein de l'opposition, qui est favorable à une modification qu'elle ne veut pas, fait dire au ministre de la justice, qui cite alors MM. Jean Foyer et Raymond Barre, que pour les Français « il n'est pas évident qu'il n'est pas utile de renforcer leur adhésion avec la logique politique ».

Après avoir observé le climat « plus aride » de la discussion — grâce aux propositions faites par M. Jean-Pierre Chevènement — nous l'accentuons sur les progrès de la démocratie et des libertés que nous notons : « la pratique espérée de la démocratie » qui se pourra, nous dit-il, s'inscrire durablement en France, que s'il est dépouillé de son aspect de philistinie ».

Qu'en est-il des Comités régionaux ? Les élus locaux sont responsables de leur action et notamment par rapport à l'Etat. Pourquoi modifier ? C'est la loi, M. Tardieu a relevé que les organisations « passives » ne font rien de la loi. « Les Comités régionaux ont un rôle à jouer par rapport à l'Etat. C'est la loi, M. Tardieu a relevé que les organisations « passives » ne font rien de la loi. « Les Comités régionaux ont un rôle à jouer par rapport à l'Etat. C'est la loi, M. Tardieu a relevé que les organisations « passives » ne font rien de la loi. »

Le gouvernement persiste donc, M. Edmond Dailly a déclaré, Saint-Louis-Marc, jadis le plus collégial des clubs parisiens. Auparavant, le rapporteur de la commission des lois tient à souligner que le Saint-Isidore n'est pas une association protestante qui s'occupe de la production et de la vente de vin et qui a le statut d'une société à but lucratif. A l'égard des Français, il n'y a aucune raison d'espérer pour que la majorité s'oppose au changement d'avis sur un tel dossier. Mais les voix qui se lèvent en faveur des intérêts publics mais qui s'opposent du président de la République et dont l'objet est de protéger le rôle du gouvernement. — Je n'ai de la Saint-Sauveur, mais sur la loi Savary, au moins que le texte ne comporte aucune raison non plus qu'avec les propositions de M. Crouzet. Je n'y aura pas de loi sur le statut de l'association. — M. Crouzet, président de la commission des lois de M. Fabius et de M. Crouzet, ministre de l'Intérieur. Aucune loi ne sera en effet, dans la mesure de l'importance de la loi, dans la mesure de l'importance de la loi.

Détachement. L'AMERIQUE, de son côté, a-t-elle à gagner à se débarrasser de ce gouverneur ? Fort peu, nous conviendrait-il de le dire. Mais, dans la question préalable, il n'est pas en l'étage la discussion sur le point proprement dit. S'exprime-t-on sur cette question, M. Michael Schwartz-Schmidt (PS, Territoires du Nord-Ouest) s'élève du recours au mandat d'arrestation contre le nouveau procureur général et le sous-secrétaire du département des Indes, et il exprime son espoir que le Sénat américain ne se laisse pas influencer par les arguments qui lui sont soumis. Quant au reproche fait au sénat américain d'avoir proposé aucun amendement à la loi, il n'est pas en l'état, car le Sénat n'a pas l'Assemblée nationale en projet gouvernemental. Quant à ce qui est de la proposition qu'il suffit qu'un pays ait une certaine chose pour être qualifié d'indépendant, M. Schwartz-Schmidt a répondu que le débat était en l'état, et il a observé que 50 États américains sont d'accord pour reconnaître l'indépendance de Cuba. Il dit que l'Union américaine depuis son indépendance a toujours été libre.

ANNE CHAUSSEBOURG.

[illegible]

LES AGENDAS QUO VADIS SEPTEMBRE A SEPTEMBRE

[illegible]

EU 09 09

**Tous les avantages de la formule "Planing"®
et de ses éléments annexes + MEMO amovible.
Format : DIN 4 = 21 x 29,7 cm.**

The image shows four pages of a document, numbered 27, 28, 29, and 30. Each page has a header section with labels: 'NAME', 'ADDRESS', 'CITY', 'STATE', and 'ZIP'. The main body of each page contains a grid of horizontal lines, some of which are filled with handwritten text. The handwriting is mostly illegible due to the quality of the scan. The pages are arranged in a 2x2 grid.

TEXTHEBDO

Le cahier de texte comprenant l'année totale.
MEMO incorporé à pages
Format : 17 x 22 cm.

The image shows two pages of a blank FBI FD-302 form, Form No. 104-101, dated 1-7-60. The form is divided into sections for 'SUBJECT', 'WITNESS', and 'INTERVIEW'. The left page is labeled 'Page 1 of 2' and the right page is labeled 'Page 2 of 2'. The form is titled 'FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION' and 'U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE'.

LE PRINCIPAL

Cet agenda a été conçu par un groupe d'Enseignants pour les Enseignants.
Des pages spécifiques :
● MEMO CONSEILS : tous les Conseils, Elections, modalités, calendrier.
● La France Académique, les zones de vacances.
● Conseils des professeurs, de classes.
● Grilles universelles d'emploi du temps et MEMO amovible à pages.
Format : 17 x 22 cm.

UNIVERSITAIRE

"L'agenda Planing"[®] poche de l'universitaire
+ MEMO amovible à touches.
Format : 10 x 15 cm.

[illegible]

TEXTAGENDA L'agenda
cahier de texte
de l'étudiant moderne

Eléments annexes scolaires.
Notes importantes, papier millimétré,
résultats trimestriels, "carto Planing"[®],
automatique interurbain, "Planing"[®] marché
commun. Impression en 2 couleurs.
MEMO incorporé à pages.
Format : 12 x 17 cm.

**SUR DEMANDE : DOCUMENTATION
GRATUITE ET SANS ENGAGEMENT.
Les agendas les plus fonctionnels
au monde**

En vente dans toutes les
papeteries-librairies modernes où
vous trouverez aussi toute la gamme
des agendas "Planning"® Quo Vadis
Janvier à Janvier.

**quo
vadis**

20-26, rue Calserie - 13235 MARSEILLE CEDEX 02 - Tél. (91) 91.92.61
Téléc : 440177 QUOVADM - Dépôt à Paris - Tél. (1) 636.44.72

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 5 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

REMUNERATION DES FONCTIONNAIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif aux carrières des fonctionnaires situés au bas de la grille indiciaire.

Intervenant après la fusion en 1983 des groupes I et II de rémunération de la catégorie « D », cette nouvelle mesure, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1984, améliore la carrière des agents de catégories « D », grâce à la création d'un échelon supplémentaire qui permettra aux personnels intéressés d'atteindre l'indice brut terminal 282 (au lieu de 259 actuellement).

Il s'agit là d'une étape supplémentaire dans l'action entreprise par le gouvernement en faveur des bas salaires de la fonction publique.

QUESTIONS D'AFRIQUE DU NORD

Le ministre des relations extérieures a rendu compte de sa visite officielle en Algérie et en Tunisie du 29 août au 2 septembre.

De son côté, le chef de l'Etat a informé le conseil des ministres des conclusions à tirer de son récent voyage au Maroc.

REPRESSION AU CHILI

Le gouvernement français condamne la répression brutale des manifestations qui expriment les aspirations du peuple chilien au retour à la démocratie. Il s'inscrit devant la mémoire du père français, le Père André Jarlan, et présente ses condoléances à l'archevêque de Santiago. Il a chargé l'ambassadeur de France au Chili d'exprimer sa protestation.

LES JEUNES ET LA RECHERCHE

Le ministre de la recherche et de la technologie a proposé un ensemble de mesures concrètes tendant à rapprocher les jeunes de la recherche vivante et à leur faire mieux connaître les métiers nouveaux.

LA LIMITE D'AGE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le projet de loi abaissant l'âge de la retraite de soixante-huit ans à soixante-cinq ans des magistrats de la Cour de cassation a été définitivement adopté en troisième et dernière lecture le mercredi 5 septembre par l'Assemblée nationale. Comme il s'agit d'une loi organique, les députés ont dû se prononcer par scrutin public à la tribune. 325 ont voté pour (PS, PC), 145 contre (RPR, UDF).

La majorité a ainsi confirmé purement et simplement son vote de deuxième lecture sans retenir aucun des amendements soulevés par le Sénat. Elle avait agi de même pour les fonctionnaires non membres de la Cour de cassation (le Monde du 31 août). Il est vrai qu'en revanche, pour les magistrats de cette haute juridiction, elle avait été la première lecture obtenue un allongement des délais d'application prévus (le Monde du 16 juin).

Les magistrats de la Cour de cassation partent ainsi en retraite à soixante-huit ans jusqu'au 31 décembre 1984, à soixante-sept ans et six mois en 1985, à soixante-six ans en 1986, à soixante-cinq ans en 1988 et à soixante-quatre ans en 1990. Le premier président et le procureur général resteront en fonction jusqu'à soixante-huit ans.

Au Quai d'Orsay

M. MITTERRAND A RENCONTRÉ LES REPRÉSENTANTS DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

M. Mitterrand a assisté, ce mercredi 5 septembre, en fin de matinée, à la réception donnée au Quai d'Orsay par M. Cheysson à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Le ministre des relations extérieures préside de droit ce conseil.

C'est la première fois depuis son élection à la présidence de la République en 1981 que M. Mitterrand se rendait au Quai d'Orsay. Il y a très longtemps qu'un président de la République n'était plus venu assister à une réception au ministère des relations extérieures.

Le chef de l'Etat, accompagné par trois ministres, MM. Cheysson, Nucci et Baylet, n'a pas prononcé d'allocation, mais s'est entretenu brièvement et successivement avec plusieurs sénateurs ou députés des Français de l'étranger, qui lui ont exposé les problèmes de ces derniers, au premier rang desquels figure le financement des écoles françaises hors de France.

Cette politique poursuit quatre objectifs principaux.

1) Mieux faire connaître les métiers de la recherche et de la technologie.

Ces métiers seront systématiquement présentés dans les « carrousels des métiers » organisés dans les établissements scolaires et pendant le temps du service national.

Des équipes de jeunes seront encouragées à réaliser des séries audiovisuelles sur le thème « Portraits de chercheurs » illustrant les nouveaux métiers de la recherche et de la technologie.

Une opération pilote « Cent jeunes dans cent laboratoires » sera menée pour permettre à des jeunes sans qualification d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle dans les métiers de la biologie.

2) Augmenter les échanges entre les jeunes et le milieu de la recherche et de la technologie.

Dans le cadre d'une opération « Mille chercheurs pour mille classes », des chercheurs, ingénieurs ou techniciens suivront pendant tout ou partie de l'année scolaire la vie scientifique d'une classe du second cycle.

Un « passeport pour la recherche » permettra à des groupes de jeunes d'effectuer des tours de France à travers les établissements de recherche et les musées scientifiques et techniques.

La préparation de l'Encyclopédie nationale des sciences et des techniques donnera lieu à des débats organisés dans les lycées, sur les questions les plus actuelles de la recherche vivante.

3) Faciliter l'expérimentation scientifique et technique et aider à l'évolution des programmes pédagogiques.

La part des projets d'action éducative (PAE) ayant un caractère scientifique et technique sera accrue, avec les concours de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) et de divers organismes de recherche.

Des « projets innovation jeunes » seront développés dans le même esprit avec le ministère de la jeunesse et des sports.

4) Développer la culture scientifique et technique de la jeunesse :

Les clubs de jeunes, les associations d'éducation populaire et les différents réseaux culturels existants (maisons des jeunes et de la culture, foyers de jeunes travailleurs, foyers ruraux) seront encouragés à développer leurs activités dans le domaine scientifique et technique.

Un concours, organisé par le Centre national d'études spatiales, permettra à des clubs de jeunes d'assister à Kourou au lancement du satellite européen Giotto.

Les établissements de recherche mettent en place différents outils pédagogiques facilement transportables et utilisables par un public jeune : planétariums, matériel informatique, « biomusée » itinérant.

Un premier bilan de ces actions sera dressé en septembre 1985 dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

LE BILAN DU PROGRAMME « ÉTÉ-JEUNES »

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports a présenté une communication sur le bilan des vacances des jeunes pendant l'été 1984.

Prolongeant et amplifiant l'effort réalisé depuis 1982, les actions menées en faveur des jeunes durant l'été ont atteint un niveau sans précédent.

1. - Le nombre des départs de jeunes en vacances s'est accru :

- La fréquentation des centres de vacances, qui avait diminué au cours des années précédentes, s'est stabilisée ;

- Les formules de vacances itinérantes, qu'elles soient classiques (auvergnats de jeunesse et foyers d'accueil) ou nouvelles (auvergnats de jeunesse et « points d'accueil jeunes » mis en place en 1983), se sont développées ;

- Le succès des chantiers de jeunesse s'est confirmé et les échanges internationaux ont été encouragés.

2. - Diverses actions ont été organisées au profit des jeunes qui n'auraient pas pu partir normalement en vacances :

- Le programme « Vacances et loisirs pour tous », mis en œuvre sur place par les commissaires de la République, avec la participation des collectivités locales et des associations, aura touché, sous des formes très diversifiées, plus de 400 000 jeunes ;

- En complément de ce programme, l'opération « Été prévention 1984 », conduite par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, a permis à 120 000 jeunes résidant dans des grands ensembles de quatorze départements (soit 20 % de plus qu'en 1983) de bénéficier de séjours de vacances ;

- En outre, diverses opérations d'animation sur les lieux de vie ont été organisées. 660 centres d'animation de jeunes ont fonctionné, contre 540 en 1983. Le programme « Micro-informatique été 1984 » a permis d'initier 300 000 jeunes accueillis dans 511 centres. Enfin, 400 000 jeunes ont participé à l'opération « Faites du sport pendant les vacances ».

3. - Un programme « Été 1985 » des vacances pour tous les jeunes sera examiné par le comité interministériel de la jeunesse à la fin de l'année 1984. Prenant appui sur les résultats enregistrés depuis 1982 et sur les actions organisées pendant l'Année internationale de la jeunesse, il visera à offrir au plus grand nombre possible de jeunes des vacances et des loisirs de qualité.

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a été informé des conditions dans les-

quelles se déroule, au Parlement, la discussion du projet de loi tendant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement. Cette discussion a déjà donné lieu à quatre lectures au Sénat et à l'Assemblée nationale, et elle a duré près de cent cinquante heures en première lecture à l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, et pour permettre le vote définitif de ce projet en temps utile au cours de la présente session extraordinaire du Parlement, le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager, en tant que de besoin, la responsabilité du gouvernement sur le vote de ce texte au cours de chacune des lectures successives auxquelles l'Assemblée nationale doit encore procéder.

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, chargé du plan et de l'aménagement du territoire :

- M. Jacques Sallois, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

(Né le 24 juin 1941 à Beaumont-sur-Oise, M. Jacques Sallois est conseiller référendaire à la Cour des comptes. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, il était depuis juin 1981 directeur du cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture, où il supervisait notamment les questions relatives à la décentralisation, au soutien aux cultures et langues régionales minoritaires.)

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

- M. Maurice Schaeffer, inspecteur général de l'économie nationale, est nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes.

Un appel pour « l'Union des Européens »

Jean-Louis Barrault, Pierre Bergé, M. Daniel Leuzy de l'Institut, président d'honneur de l'Académie Charles-Cros, René Etienne, professeur honoraire à la Sorbonne, Henri Guillemin, le professeur Jean Hamburger, de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, Georges Houdin, Elisabeth Huppert, le général Jousse, ancien chef d'état-major du général de Gaulle, Bertrand de Jouvenel, membre du Club de Rome, Jean Lacouture, Jean Lescaze, président de la Fédération nationale et de la Fédération internationale des cinémas d'art et d'essai, Etienne Manac'h, ambassadeur de France, le professeur Georges Mathé, directeur de l'Institut de cancérologie et d'immunogénétique, Albert Nemmi, écrivain, professeur à Paris-X et aux HEC, Maurice Nadeau, François Nourissier, de l'Académie Goncourt, le docteur C. Olivenstein, Jean-Marie Pelt, président de l'Institut européen d'écologie de Metz, Frédéric Pottecher, Madeleine Renaud, Henri Sauguet, de l'Institut, président de l'Académie du disque français et du Conservatoire européen de Paris, René Tavernier, président du PEN-Club, Vercoir, etc., viennent de rendre public l'appel suivant :

« La campagne des élections européennes a fait ressortir deux phénomènes : la difficulté d'échapper aux préoccupations étroitement nationales et l'insuffisance de propositions visant rendre hommes et femmes d'Europe plus solidaires, plus en contact les uns avec les autres, la plupart ayant conscience du manque d'initiatives concrètes pour qu'ils échappent à ces « cicatrices de l'histoire » que sont les frontières et pour qu'ils se connaissent mieux, directement, sans intermédiaires et, dès lors, commencent à s'apprécier : seule manière de vivre ensemble et d'affronter le vingt et unième siècle.

Appartenant à tous les courants de l'opinion, politiques et philosophiques, ainsi qu'à une stricte indépendance politique, nous réunissons l'Union des Européens afin de favoriser les liens entre habitants du continent par de multiples rencontres et initiatives, surtout dans l'ordre de la vie culturelle et des loisirs de qualité.

Précisons qu'à nos yeux cette action européenne indépendante doit être ouverte à tous les peuples composant l'Europe, et non limitée aux Etats aux intérêts plus ou moins concordants ou, en certaines circonstances, n'en finissant pas d'étaler leurs divergences ou leur esprit mercantile. En outre, la fraternité en marche que nous proposons ne saurait avoir ses propres frontières, notre Europe des hommes, de la générosité, de l'intelligence et des talents étant une étape vers l'unité sans contrainte des peuples du monde, au-delà des rivalités de leurs Etats.

Nous invitons les personnes désireuses de se joindre à nous à écrire, en joignant enveloppe timbrée et libellée, à M. Moncourrier, Union des Européens, BP 5, 2, rue du 11-Novembre, 93260 Les Lilas.

ANNIVERSAIRE

Il y a soixante-dix ans : la Marne

Un fait d'armes décisif sur l'issue de la Grande Guerre

Il y a soixante-dix ans, entre le 5 et le 12 septembre 1914, une bataille décisive pour l'avenir de la France était engagée : celle de la Marne. Les quelques deux cent mille survivants de la Grande Guerre n'ont pas oublié cette date mémorable, tout comme le gouvernement actuel, qui a voulu célébrer cette victoire, en 1984, avec un éclat particulier. C'est ainsi que M. Laurent Fabius, premier ministre, inaugurerait le samedi 8 septembre l'exposition rétrospective organisée à la gare de l'Est, à Paris, qui vit s'embarquer pour le front des milliers d'hommes.

Organisée par le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants grâce aux souvenirs rassemblés par la collection Verney, l'exposition se compose de sept tableaux relatifs à la guerre de 1914-1918, dont le plus légendaire est constitué par les « taxis de la Marne ». Depuis le 3 août 1914, en effet, l'Allemagne a déclaré la guerre à la France et à la Belgique. Le 20, les Allemands entrent à Bruxelles. Sur la quasi-totalité du théâtre d'opérations, les troupes françaises ne peuvent contenir la poussée allemande. Le 31, l'aile droite de l'armée adverse enfonce sa marche vers le sud-est, entre Paris et Meaux. Un vent de panique souffle sur la capitale. Le gouvernement se replie à Bordeaux.

Nommé gouverneur militaire de Paris le 26 août, le général Gallieni fait pisser des affiches annonçant sa ferme résolution de « défendre Paris contre l'envahisseur ». Simultanément, certaines unités françaises se réorganisent et la VI^e armée commandée par le général Maunoury — chargée de « couvrir » Paris — surprend les troupes du général von Kluck et provoque une faille dans la ligne d'attaque allemande avec l'armée de von Bulow. Exploitant à fond cette erreur stratégique — que les deux généraux allemands se reprocheront mutuellement — le général Gallieni décide de réquisitionner les taxis parisiens G7 pour transporter en toute hâte, de Gagny à Nanteuil-le-Haudouin, quatre mille hommes appartenant à la 7^e division d'infanterie. Ce renfort décisif permet d'élargir la brèche créée entre la 1^{re} et la 11^e armée allemande et oblige celles-ci, entre le 9 et le 11 septembre, à un repli stratégique décisif pour l'issue de la guerre. Selon le mot du général Joffre, qui avait la responsabilité suprême du commandement dans ce secteur : « Je ne sais pas qui a gagné la bataille de la Marne, mais je sais qui l'aurait perdue ».

Outre l'exposition de la gare de l'Est — qui durera jusqu'au 12 novembre — plusieurs cérémonies et manifestations marqueront, en région parisienne et en province, le soixante-dixième anniversaire de ce fait d'armes :

- A Gagny, point de départ des « taxis », le samedi 8 septembre à

22 heures, spectacle son et lumière sur un texte de M. Jean Astruc ;

- A Meaux, le dimanche 9 septembre, à 8 h 30, messe en la basilique-cathédrale Saint-Etienne de Meaux, présidée par Mgr Kuhl, évêque de Meaux ; 9 h 30 : rassemblement place de l'Hôtel-de-Ville ; 9 h 45 : départ du cortège officiel présidé par M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, pour visiter la grande tombe de Villeroi, le cimetière militaire de Meaux, le monument Gallieni et le mémorial de la Marne ;

- A Louveciennes, le dimanche 9 septembre, à 11 h : cérémonie organisée par la Commission départementale à l'information historique pour la paix et la mairie de Louveciennes, au musée du maréchal Joffre, présidée par M. Roland Dumas, ministre des Affaires européennes, porte-parole du gouvernement.

Enfin, une veillée devant les statues du maréchal Joffre (Ecole militaire), du maréchal Gallieni (place Vendôme) et du maréchal Maunoury (à Mer, Loir-et-Cher) sera organisée également le dimanche 9 septembre.

CLAUDE DUREUX.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

N° 210

SEPTEMBRE

Proust

Les œuvres qui ont précédé la Recherche. Les manuscrits et cahiers. La Paris de Proust. Les amitiés. Proust et Gaston Gallimard. Ses rapports avec la musique et la peinture.

Entretien : Lawrence Durrell

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 80 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- ☐ Robert Musil.
- ☐ Les écrivains de Montmartre.
- ☐ Les malades mortelles de la littérature.
- ☐ Les écrivains breilliers.
- ☐ Paul Valéry.
- ☐ Georges Duby, le style et la morale de l'histoire.
- ☐ Berlin, capitale des années 20 et 80.
- ☐ Stendhal.
- ☐ Cent ans de critique littéraire.
- ☐ Georges Perec.
- ☐ Spécial polar.
- ☐ L'Afrique noire d'expression française.
- ☐ Nathalie Sarraute.
- ☐ La littérature et le mort.
- ☐ Raymond Aron.
- ☐ Jean Cocteau.
- ☐ Sciences humaines : la crise.
- ☐ Georges Orwell.
- ☐ Candran.
- ☐ Diderot vivant.
- ☐ Vienne à l'aube du siècle.
- ☐ Antonin Artaud.

Nom :

Adresse :

.....

Réglement par chèque bancaire ou postal.

Agence D'Oly

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères

75007 Paris. Tél. : 544-14-51

Choisissez votre nuit.



Lorsque vous prenez la Première Classe sur nos vols en Boeing 747 vers l'Asie, Philippine Airlines est seule à vous offrir le choix* pour la nuit : nos 14 lits Skybeds® sur le pont supérieur ou les nouveaux très grands fauteuils relax Sesta Seat® dans la cabine de Première.

Pour votre prochain voyage en Première Classe vers l'Asie, votre meilleur choix est Philippine Airlines en 747 d'Amsterdam, Francfort, Londres, Paris, Rome ou Zurich.

*Au moment de réserver chez votre Agent de Voyages ou Philippine Airlines (1) 359.43.21.

Philippine Airlines, Nouvelle Première Classe

Asia's first airline.

سكنا من الامم

romans

Premières rencontres

(Suite de la page 15.)

Quand Agré, Guertu, le capitaine Tourterelle et toute une troupe de conquistadores reviennent du Nouveau Monde en août 1525 et qu'ils débarquent sur ce qu'ils pensent être leur terre natale, ils ne reconnaissent plus rien. On les croit déguisés, et eux, d'abord hébétés, découvrent qu'ils sont en plein désert, non plus horaire, mais séculaire.

L'Eldorado — ou l'enfer — qu'ils ont atteint les entraîne dans un téléscopage absurde, parfois burlesque, entre la civilisation des caravelles et celle de la télévision. Ce parcours subrepticement initiatique, truffé de gags, de références plus ou moins évidentes — y compris l'allusion à des ouvrages dont la lecture n'est pas inutile à la compréhension du roman, comme l'essai d'André Glucksmann, la *Culinaire* et le *Mangeur d'homme* — ce parcours, donc, fait rire, mais d'un rire trop haut, rempart contre le malaise.

Car Agré et ses amis n'ont pas voyagé sur une machine à progresser dans le temps. Les hommes qu'ils ont connus avant de partir sont en-

core là, dans leurs maisons devenues modernes, dans le palais du pouvoir, entre les HLM et les laboratoires. Mais ces hommes ont tout oublié. Et la seule solution est de faire comme eux, sous peine d'être taxé de folie.

« Dans ce livre, tous ont oublié, même ceux qui viennent de débarquer. Ou alors ils s'y emploient », dit Pierre Leterrier. *J'ai voulu écrire sur l'angoisse d'une forme d'oubli. Je crois que le monde actuel se veut amnésique.* Seul Agré veut garder la mémoire. Il est donc le gène, celui qu'il faudrait éliminer, mais le seul aussi à connaître la clé de cet univers étrange : le passé.

Pierre Leterrier, quant à lui, ne méconnaît pas l'ironie qui consiste à sortir de son silence d'auteur « refusé » par un livre sur l'oubli.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LE RIDEAU SUR LA NUIT, de Jean-Philippe Arrou-Vignod. Gallimard, 235 p., 79 F.

★ BAMBOOLA BAMBOCHE, de Jean-Claude Charles. Bernard Basset, 204 p., 68 F.

★ L'ELDORADO, de Pierre Leterrier. Bataillon, 254 p., 79 F.

A la recherche d'une phrase unique

Un autre débutant, Jacques Drillon, conjugue les jeux de l'intelligence et les tourments de la passion.

Il y a, selon Jacques Drillon, au moins deux types d'êtres humains : les oranges et les oignons. Les oranges sont écorées d'un côté, et de l'autre, pulpe. Les oignons sont faits d'écorces successives, qu'on peut éplucher à l'infini. L'oignon est un et multiple, il échappe à la sorte « binaire ».

Le *Vieilleur* décrit donc un oignon. Qui se nomme Luft, a écrit un livre sur Wagner. *« Trop simple pour être lu »*. Et enregistre à longueur de temps des bandes-son pour des émissions de radio qui ne se font jamais. Ce n'est même pas l'histoire de ce personnage : c'est son portrait, dressé pour s'en délivrer, par un narrateur lui aussi musicien.

Pour s'en délivrer : Luft est un nom aux consonances aériennes, mais l'être qui le porte est tout bonnement insupportable. Autant que séduisant. Surprenant, il refuse de se soumettre à l'abandon, aux contingences. Radicalement, avec « orgueil, intrinsèque, noblesse ». *« L'état vigile est douloureux car il s'oppose à l'assoupissement. Il est résistance à une fuite. »* Luft ne dort jamais, se nourrit d'amphibies, n'a pas d'argent pour en acheter, ni d'endroit où se poser. Il cherche à gagner du temps, pour aiguiller sa pensée, produire. Mais les contingences le rattrapent au galop, et il passe sa vie à chercher des cabines téléphoniques, à paraitre ses amis, à lutter contre l'ignominie du quotidien.

De ce personnage, Jacques Drillon dit : *« Il a choisi la parole, la radio, et il veut tout dire d'un coup, c'est comme une énorme pelote de laine qu'il ne sait par où dévider. Alors il s'entretient en prolégomènes, attendant d'atteindre cette rapidité mentale qui donnerait en une phrase l'essentiel. »* La mélodie infinie ?

En face de Luft, il y a le narrateur, l'ami, présent, explique Drillon, pour « donner la réplique, pour faire exister le héros ». Ce narrateur partage avec Luft, et avec Drillon, la haine de l'inflation des idées : *« Il y a eu trop de vérités, trop de*

révoltes justifiées. » Mais il est fasciné par cette vie stérile qui devient pour elle-même œuvre d'art. Il n'a pas la force, le génie de Luft, il ne lui déroge même pas son étiquette de créateur en écrivant le livre de leur rencontre, puisqu'une fois cette entreprise terminée, il part, pas du tout délivré, à sa recherche.

Jacques Drillon est bien trop subtil pour avouer qu'il se situe dans ce choc de personnages. Certainement des deux côtés. Timide et provocateur, il se dérobe aux questions. Dès qu'elles excèdent le propos strict du livre, il piroquette... Il cite André Suarès, le « dérangeur », Bresson, son modèle moral, Descartes, le doute méthodique, la radicalité subversive des *Méditations* et du *Discours de la méthode*. Et puis la Fontaine : *« Une précision incorporelle, le respect de la règle et la loi. Tout La Fontaine est passé en proverbe. »* Nous voilà revenus à la phrase unique.

Jacques Drillon évoque souvent dans son récit une forme grammaticale qui est à la fois une faute courante et une figure de rhétorique : l'annacoluthe. Dire en une phrase ce qui en exige au moins deux. Mettre un sujet, alors qu'il y en a deux ; condenser. *« Quand je travaillais à la radio, j'adorais le montage, pour tout les si bémol d'une partition. »* Lui, il file, anxieux, nerveux, il aime trancher, choisir, il aime ne pas s'arrêter : si l'on ne nourrit pas de solides balais, on est à la merci d'un siècle mou, proie potentielle des arrangements tarifés. Complice de l'inflation.

Faire un livre sans histoire, avec juste un personnage, c'était se montrer fidèle à tous les grands créateurs d'épures : Bresson, Paulhan, Valéry, La Fontaine, Descartes et Wittgenstein... Rares sont les livres totalement cérébraux, et absolument passionnels. Jacques Drillon, qui aime le billard, les jeux intellectuels et qui déteste Brahms, en a écrit un qui ne dépasse pas sa dédicace à Jean Paulhan.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ LE VIEILLEUR, de Jacques Drillon. Lattès, 185 p., 72 F.

la feuilleton

Dieu est humour

(Suite de la page 15.)

MALGRÉ la finesse qu'on lui reconnaît dans le monde entier, le « peuple élu » tombe dans le panneau ; preuve, à tout le moins, qu'il ne déplaît pas à Dieu de se moquer de ses plus chères créatures.

« Dieu est humour », conclut Karsnel. « Humour noir », faudrait-il ajouter ; car les situations que nous le ciel condamnent bientôt les victimes non à raison de leurs actes, mais de ce qu'ils sont.

Voilà pour la morale, qui tient en quelques lignes, et que Gerber laisse le plus possible à la discrétion du lecteur. Son souci n'est pas de prêcher, mais d'accumuler les inventions. S'il veut attester une faconde intarissable, c'est réussi. Chacune des quatre cent cinquante-neuf pages apporte son lot de rebondissements rocambolesques, d'affrontements loufoques, de farces et d'atrapes, de non-sens, d'évocations sacrées, de potaches.

On a parlé d'humour juif, de burlesque cinématographique : l'imitation, si foisonnante soit-elle, ne remplace pas le produit d'origine ; et la description d'une poursuite ou d'un jet de tarte à la crème ne vaudra jamais sa représentation visuelle. En même temps que l'écriture affirme ses ressources truculentes, elle avoue ses infirmités par rapport au film.

Derrière les influences de la littérature juive ou du cinéma, on devine l'envie de remettre à l'honneur la prolifération rababaisienne. On croit aussi reconnaître la verve d'un voisin franco-comtois de Gerber, Marcel Aymé.

Il n'est pas tout à fait juste de dénier aux écrivains français un sens burlesque qui monopoliseraient les Anglo-Saxons. Il y a du *Passage à l'acte* dans cette *Rumeur d'éléphant*. Dans les deux cas, le fantastique s'insinue sans qu'on y prenne garde. Les portes de la logique se referment derrière nous. C'est la marque la plus évidente des bons contes : une fois pris dans leurs rets, le demi-tour est impossible. Il faut en passer par leurs caprices.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ UNE RUMEUR D'ÉLÉPHANT, d'Alain Gerber. Laffont, 466 p., 85 F.

au fil des lectures

Poésie

Jean-Claude Renard et le sacré

En ce siècle, la poésie française de la foi a pris divers aspects. Pour Paul Claudel, elle est réaliste et puissante. Pour Charles Péguy, elle doit avoir les allures d'une épopée nationale. C'est avec Patrie de La Tour du Pin qu'elle cherche un tournant vers le mystère.

La foi chrétienne de Pierre Emmanuel est plus prométhéenne : il ne méconnaît aucune des conquêtes de la psychanalyse et, dans un monde tourmenté, affirme un moi double et triple, qui veut vaincre son ambiguïté et proclamer en même temps ses propres abîmes (1). Conscient de ces exemples, Jean-Claude Renard suit un cheminement semblable. Il va, de livre en livre, vers une communion plus subtile, où le verbe se libère peu à peu de l'ascendance des Écritures.

Ainsi en est-il depuis les deux recueils les plus marquants de Renard : *La Terre du sacré* en 1966, et *La Brûlée et la rivière* en 1969. Le poète pressent qu'il ne lui suffit plus de proclamer son allégeance à un livre sacré ; il en retrouve l'essence autour de lui, dans son imagination comme dans les rapports mystérieux qu'il observe au sein de la nature.

Il nous donne aujourd'hui un livre d'une haute portée : *Toutes les fleurs sont sacrées*. Quelques appellations reviennent, qui peuvent servir de clefs à cet ouvrage inspiré.

Ainsi certains poèmes apparaissent-ils à la catégorie des « arcanes » : il convient d'entendre par là que seul l'obscure de la pensée ou de l'expression permet d'accéder à soi. Les « mythes » exigent du lecteur qu'il s'inscrive dans des vérités d'essence, hors de l'expérience. Les « récits », au contraire, favorisent la saisie du réel — en particulier le paysage solitaire.

Il faut, pour lire aujourd'hui Jean-Claude Renard, se souvenir que le poète ne se veut pas un penseur : grâce à sa parole il donne à penser, ce qui est une tout autre opération. Avec lui, l'interrogation qui jusqu'ici était une souffrance — devient un bonheur.

Mais toujours, prière, poème et analyse conjugués, ce grand poète qu'est Jean-Claude Renard :

La mort mesure-t-elle l'amour ? L'amour mesure-t-il la mort ? Nul ne le sait. Mais l'âme rit si, dans l'un et l'autre, habite l'âme blanc du mystère.

ALAIN BOSQUET.

★ TOUTES LES FLEURS SONT SACRÉES, de Jean-Claude Renard. Le Seuil, 175 p., 69 F. Tous les titres cités ont paru chez le même éditeur.

(1) Pierre Emmanuel vient de publier le *Grand Œuvre*, un livre de poèmes sur « la genèse du monde ». Le Seuil, 399 p., 145 F.

Critique littéraire

Les « microlectures » de Jean-Pierre Richard

« Petites lectures » et « lectures du petit », ces *Microlectures* de Jean-Pierre Richard ne sont ni myopes, ni paresseuses, ni écriquées. A de tels défis, qui menacent les études portées sur un détail, un motif, une image, prélevée dans une œuvre, Jean-Pierre Richard, critique savant, mais plus sensible que docte, échappe par une attention informelle d'abord du tout et focalisée ensuite, avec acuité, sur la partie. Si minuscule soit-elle, si finement et méticuleusement analysée, la partie ne cesse ainsi, à la façon d'une métamorphose, d'entretenir avec le tout une multitude de rapports vivants. La microlecture, comme un premier volume nous l'avait montré (1), n'a donc rien d'une dissection.

Sans doute, un vocabulaire souvent « codé », et aussi une ou deux grâces un peu académiques réservées-ils, par priorité, ce nouveau recueil, que Jean-Pierre Richard intitule *Pages*

payages, à ses collègues et ses étudiants, qui y trouveront stimulation, riche pâture et réconfort.

Mais il serait dommage que les lecteurs simplement épris de Baudelaire, Corbière, Laforgue, *Souvent et Pénché*, Hymans, Segalen, Saint-John Perse, Colette, Giono, Gracq, Ponge, n'aillent pas voir ce qu'un maître de la critique moderne sait révéler, comme le photographe du film d'Antonioni, *Blow up*, en agrandissant un détail. Ainsi, partant d'une coquille-lapere d'un vers de Laforgue, « Nous l'écarterons de toutes sanguelles », J.-P. Richard développe toute une thématique du mariage impossible, de l'hymen (maternel) increvable, du « masochisme » et de la « violence », qui se trouve inscrite non seulement dans les *Compliments* mais dans toute l'œuvre laforguienne.

MICHEL CONTAT.

★ PAGES PAYSAGES — MICROLECTURES II, de Jean-Pierre Richard. Seuil, collection « Poésie », 256 p., 95 F.

(1) Seuil, 1979.

histoire

Impossible de banaliser cette horreur-là

LES chambres à gaz ont-elles existé ? Des auteurs « révisionnistes », en France et aux États-Unis, ont cru pouvoir démontrer qu'elles n'étaient qu'un mythe. Non sans provoquer chez les survivants des camps des réactions indignées. Et que tout porte à croire justifiées.

Certes, après la guerre, certaines publications ont parfois confondu les chambres à gaz avec les fours crématoires où disparaissaient les corps des innombrables victimes de la déportation. Ces affirmations hâtives, le fait que les textes officiels nazis parlent seulement de « traitement spécial », puis à partir de 1943, sur l'ordre de Himmler, de « solution finale », ainsi que l'analyse de quelques témoignages douteux ont permis aux « révisionnistes » de donner quelque apparence à leur thèse. Mais ils n'ont pu expliquer de façon convaincante la disparition de millions d'hommes, de femmes et d'enfants — juifs, tsiganes et « haptes » — ni infirmer les multiples récits des bourreaux, ou des survivants.

Les preuves étaient suffisantes, rappellent Eugen Kogon, Hermann Langbein, et Adalbert Ruckert dans *Les Chambres à gaz, secret d'État*, pour qu'aucun des accusés ni des avocats ne contestent l'existence des chambres à gaz, au procès d'Adolf Eichmann, à Jérusalem, en 1961, puis au procès d'Auschwitz, à Francfort, en 1965.

L'offensive « révisionniste » a été menée souvent par des hommes que l'on ne peut soupçonner de sympathie pour les nazis. A la satisfaction qu'ils éprouvaient en croyant s'attaquer à une « erreur » historique, s'ajoutait le désir de rassurer l'humanité en la lavant d'une tache qu'elle ne méritait pas.

La Comité international des camps, association de survivants, a décliné, en 1981, de désigner. Des experts de plusieurs pays ont été chargés de réunir une documentation sur les massacres par gaz. De l'énorme dossier ainsi réuni, Kogon, Langbein et Ruckert ont tiré l'essentiel, sous une forme précise et accessible, d'où le poétique est exclu.

Depuis près de quarante ans, de nombreux livres, de nombreux films, ont décrit l'holocauste. Accumulant les preuves et les témoignages, l'ouvrage publié aujourd'hui, dans sa sécheresse volontaire, prend pourtant à la gorge. Impossible de banaliser cette horreur-là.

JEAN PLANCHAIS.

★ LES CHAMBRES À GAZ, SECRET D'ÉTAT, d'Eugen Kogon, Hermann Langbein et Adalbert Ruckert ; traduit de l'allemand par Henri Rollet. Éditions de Minuit, 79 F.

vient de paraître

Essais

JEAN HAMBURGER : *La Raison et la Passion*. — Dans cet essai, l'auteur prolonge la réflexion esquissée dans l'un des chapitres de *La Poésie et la Félicité* (qui paraît dans la collection de poche « Points »). Les vérités que la science découvre sont par essence celles d'un homme en prison dans les limites étroites de son cerveau, de sa logique. La connaissance scientifique ne peut répondre à nos besoins profonds de transcendance. Les seules recherches licites de vérité absolue portent sur notre vie intérieure, nos états mentaux et créateurs, devant lesquels disparaissent nos exigences rationnelles. (Seuil, 166 p., 65 F.)

EMMANUEL TODD : *L'Esclavage du monde*. — Pourrait-on l'appeler entreprise avec la *Troisième Pluie*, l'auteur montre ici que le développement, avant d'être économique, se nourrit d'une lente évolution des mentalités. L'un des processus culturels fondamentaux est le passage de la base du taux d'alphabétisation apprenant avec certains types de structures familiales. (Seuil, 254 p., 89 F.)

FERNAND RODRIGUEZ ET DANIEL HERVET : *Exil sans retour*. — En 1940, Fernand Rodriguez passa à Londres et s'engagea dans l'armée britannique. Affecté par l'Intelligence Service au réseau Alliance, il fut arrêté en France peu après un atterrissage clandestin. Il raconte l'épreuve physique, psychologique et spirituelle qu'il eut à vivre dans sa cellule, jour après jour. (France-Empire, 240 p., 69 F.)

DIANE RIBARDIÈRE : *Les Lions de Dieu*. — Au temps de la splendeur de Louis XIV, l'Europe fut marquée par des envahisseurs originaires d'Asie. Deux Français, marquis, dont Diane Ribardière évoque les étonnantes aventures, débrouillèrent l'étranger. (France-Empire, 346 p., 88 F.)

David Shipley : la Russie

— Le témoignage d'un ancien correspondant à Moscou du *New York Times*, qui rapporta ses observations et ses voyages, entre 1975 et 1979. Traduit de l'anglais par Philippe Sabatier. (Presses de la Cité, 304 p., 40 F.)

Histoires

JEAN MABIRE : *Histoire secrète de la Normandie*. — L'auteur donne des clés pour comprendre, par-delà les apparences, la Normandie, terre de rencontres entre l'Europe nordique et le monde latin. (Albin Michel, 356 p., 90 F.)

Chroniques

PIERRE CHAUDU : *L'Histoire dans tous les états*. — Dans une série de textes publiés au confidentiel qui s'échelonnent de 1971 à février 1984, l'auteur commente des livres ou l'actualité du point de vue de l'historien. (Perrin, 680 p., 140 F.)

Fantastiques

JEAN DUJOURD : *Le Septième des nœuds maigres*. — Commentant les événements de l'année 1983, après deux autres pamphlets consacrés au pouvoir de gauche, Jean Dujourd expose de nouveaux sa verve satirique contre les socialistes. (Flammarion, 272 p., 70 F.)

Critique

JEAN PIERRAT : *Guillevin ou la sérénité perdue*. — L'auteur éclaire le cheminement existentiel et poétique de Guillevin en montrant les aspects les plus originaux et l'évolution d'une œuvre au long de plus de quarante ans de création. (Champ Vallon, diffusion : PUR, 272 p., 110 F.)

Fables

LUC DECAUNES : *Le Poème en prose*. — Du XVIII^e siècle à 1945, une anthologie de poèmes en prose coupe selon la définition qu'en donna Max Jacob dans sa préface du *Carnet à des* (Seghers, 304 p., 85 F.)

en bref

LE ROMANCIER BRÉSILIEN JORGE AMADO a été fait commandeur de la Légion d'honneur, le 5 septembre, à l'Élysée. Cette remise de décoration coïncide avec la publication en France de deux livres anciens, mais jamais traduits : *Cinco* (1933), chez Stock, et les deux tomes des *Souvenirs de la liberté* (1954), chez Messidor. Par ailleurs, Jorge Amado sera présent, le samedi 8 septembre, à la Fête de l'Humanité, où il signera ses livres.

LE JURY DU PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER a sélectionné, cet été, la *Troisième Vierge*, de Léonide Borovine (Gallimard) et *Voix dans le nuit*, de Frédéric Protocet (Fayard).

POÉSIE ALGÉRIENNE. — Le mensuel belge « 25 » consacre son numéro 84-85 à la poésie algérienne francophone des « ancêtres » Jean Sène et Bachir Hadj Ali aux nouveaux venus comme Rahab Belam, Tahar Djawad, Jameloune Imazène et d'autres encore. (36, rue des Rameaux, 4200 Ougrée, Belgique, 40 pages, 200 francs belges).

LA REVUE NOTA BENE, qui consacre sa dernière livraison à l'auteur du *Bateau ivre*, donne à lire un « inédit » : *Bodéus par Rimbaud*. Le texte, un devoir de lycéen, a été découvert, il y a quelques années, par Jean-Luc Mercet chez un libraire de la rue de Seine. Cette composition française, dont deux pages manuscrites sont reproduites en fac-similé, passionnera davantage les amateurs de graphologie que les férus de poésie. Que le jeune Rimbaud ait été assez intelligent pour tricher, et résumer en quatorze feuillets les trente-sept pages consacrées à Bodéus dans le manuel de E. Cernuschi, ne surprendra personne. (Nota Bene n° 12, éd. Lécuyer Assot, 96 pages, 46 F. Abonnement quatre numéros : 200 F.)

EN POCHÉ. — Dans son *Histoire personnelle de la France*, le jeune philosophe François George entraîne le lecteur au hasard des chemins. Dans cette France éclairée de

Écrits intimes

« Bonjour, M. Courtot ! »

Claude Courtot, connu pour ses travaux sur Benjamin Péret (1) et René Crevel (2), a réuni dans *Bonjour monsieur Courtot !* des textes d'humour, rédigés au hasard des émotions qui le gouvernent.

Cet écrivain, qui n'est pas pressé d'être entendu, écrit avec un égal bonheur sur Chateaubriand, Rimbaud, Nerval, Bach et Mozart, dont le *Requiem* inachevé le conforte dans son approche de l'art : « Je suis maintenant que je n'écris que pour conjurer ma mort ; je sais que je n'aime tant la poésie, la musique, l'art, que parce que je n'aime pas la vie. »

« Prague est une ville où il n'y a pas d'absents », note joliment Claude Courtot, lorsqu'il évoque, avec une rare délicatesse, le suicide d'une jeune Tchèque qui n'accepta pas d'être « normalisée » en 1969, et la disparition d'un ami qui, un jour ensoleillé d'été, décida de faire chavirer l'aurore.

Mai 1968, que ce surréaliste vécût comme une « invasion littéraire », lui permit d'accorder ses désirs avec ses refus. Depuis cette brève éclaircie, Claude Courtot fait le compte des « faillites quotidiennes accumulées ». Il les restitue fidèlement dans des écrits qui, pour lui, ne sont que les fragments d'un journal intime où la mort se réserve la page de garde.

PIERRE DRACHLINE.

★ BONJOUR, MONSIEUR COURTOT !, de Claude Courtot. Éditions Ellébore (189, rue Ordener 75018 Paris), 140 p., 68 F.

(1) Introduction à la lecture de Benjamin Péret, Laffont.

(2) René Crevel, Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui ».

Le vaisseau fantôme de Gérard Le Gouic

Après deux volumes d'autoprotraits (1) et un recueil de poèmes (2), Gérard Le Gouic nous délivre, aujourd'hui, avec *Danger de vie*, un laissez-passer pour embarquer sur le vaisseau fantôme de ses incertitudes. A mi-chemin du fragment poétique et de l'aporisme, ses aveux laissent poindre un désarroi qu'aucune parole ne saurait reconforter :

On ne meurt pas d'amour, d'un trop plein d'amour en soi, d'un l'homme chez les autres qui fus.

Ce poète se console du laissez-aller de ses amis en polissant ses mots et en avouant l'intransigence des ennemis qu'il se préte.

P. DRA.

★ DANGER DE VIE, de Gérard Le Gouic. Rougerie, 56 p., 36 F.

(1) *Autoprotraits en noir et bleu*, et *Il* (Rougerie).

(2) *Le temps est à la pluie* (Rougerie).

Des fonctions dans et logiques.

Des années de calcul avec une seule pile.



Des fonctions dans et logiques.

Des années de calcul avec une seule pile.

Chers professeurs, c'est nous avez-vous dit que nous pouvions être améliorés.

Et comme nous ne pouvons pas nous améliorer, nous nous posons, nous nous posons, nous nous posons.

Tant et si bien que nous avons la sensation de notre devoir : notre devoir.

TI-30 Galaxy est si simple que vos étudiants l'ont.

la Math-Machine.

Conçue pour

501 من الامتحان

Le naufrage du « Mont-Louis »

Alors que le mauvais temps a empêché les plongeurs de pénétrer dans la coque du *Mont-Louis*, échoué au large d'Ostende depuis le 25 août, six conteneurs vides ont été récupérés, les 5 et 6 septembre. Cela porte à sept le nombre de conteneurs récupérés depuis le naufrage du cargo. Il en reste encore quinze vides et, surtout, les trente conteneurs d'hexafluorure d'uranium, les seuls à présenter un risque. Pour faciliter les opérations de repêchage, un

deuxième ponton va être placé sur l'autre flanc du *Mont-Louis* afin de servir de brise-lames.

La Fédération générale du travail de Belgique - proche du Parti socialiste - a dénoncé, le 5 septembre, « la manière inacceptable dont la France aborde les problèmes de sécurité » et reproche à la Commission européenne d'avoir fait preuve d'une « carence flagrante ».

M^{me} Bouchardeau déplore « la manie du secret »

Sur décision de Maitignon, l'affaire du *Mont-Louis* sera suivie par le secrétariat d'Etat à la mer et lui seul, au moins en ce qui concerne la France. Mais, au ministère de l'environnement, on n'en pense pas moins. « Cette affaire a été très mal traitée depuis le départ sur le plan de la communication », constate M^{me} Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, qui se souvient des canifonnages occasionnés par les fûts de Seveso, dont l'affaire avait éclaté le jour même de son entrée au gouvernement en mars 1983. « Avec cette manie du secret, on repart à zéro, sans tenir compte des leçons du passé le plus récent. » M^{me} Bouchardeau admet qu'il vaut mieux un interlocuteur unique pour la presse, mais elle regrette les précautions inutiles - et même nocives - des premiers jours.

Les conseillers techniques, eux, respirent : on l'a échappé belle ! « L'accident s'est produit, si l'on peut dire, dans les meilleures conditions : par temps calme, près de la côte, après une collision qui n'a pro-

voqué aucun blessé personnel et pas touché le chargement sensible. » Pour eux, il y avait deux gros risques : que les fûts coulent par deux cents mètres de fond - le repêchage aurait été impossible - ou que des fûts s'ouvrent sous le choc : la réaction chimique de l'hexafluorure avec l'eau aurait produit des gaz toxiques très dangereux (sans rapport avec la radioactivité). On comprend la prudence des plongeurs : une fausse manœuvre pendant la sortie des conteneurs de la coque du *Mont-Louis* et ce peut-être l'intoxication par émanation d'acide fluorhydrique. Le pire a été évité. Mais un accident reste possible, avec ou sans tempête.



Le navire, de type « roulier » (que l'on charge directement par une porte arrière comme un car-ferry), n'a de marchandises que sur son pont principal. Le pont supérieur, à l'air libre, était vide, ainsi que le pont inférieur, à fond de cale. Le signal A indique le point d'impact lors de la collision avec le car-ferry coulé. Le signal B indique l'endroit où l'équipe des plongeurs s'est déployée à découper la coque pour ouvrir une voie aux conteneurs à récupérer. Ces conteneurs, cylindriques, sont arrivés trois par trois sur des chariots mesurant 12 mètres de long. Tous les conteneurs d'hexafluorure d'uranium se trouvent placés à l'avant, ainsi que ceux fûts vides pour bloquer la charge. Au milieu du pont ont été placés des tuyaux d'acier pouvant servir à un gazoduc. A l'arrière restent des conteneurs vides.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A FLUSHING MEADOW

Wilander victime de Cash et de la programmation

New-York. - Les troisième et quatrième joueuses du monde sont malheureuses perdantes : Hana Mandlikova et Pam Shriver, éliminées, mercredi 5 septembre, en quarts de finale des Internationaux de Flushing Meadows, ont estimé avoir été battues respectivement par une « fille à papa » et une préretraitée, qui ne devaient pas enlever le pain de la bouche des vraies joueuses. Cela n'empêchera pas Carling Bassett et Wendy Turnbull d'affronter, en dem-

finales, la première, Chris-Evert Lloyd, qui a battus Sylvia Hanika, la seconde Martina Navratilova, qui a vaincu Hana Mandlikova. Avec, à la clé, la forte probabilité d'avoir la même finale qu'à Roland-Garros et à Wimbledon entre les deux premières mondiales.

Mats Wilander et Andreas Gomez, qui ont été battus respectivement par Pat Cash et par Ivan Lendl au même stade de la compétition, ont plus facilement reconnu la supériorité de leurs vainqueurs.

De notre envoyé spécial

un simple « under-dog ». Eh bien ! Ce Suédois, nous le voyions « gros comme une maison » pour cette troisième levée du grand chelem. Ce n'était pas vraiment un favori national, mais nous convenons, mais il ne nous aurait pas déçu que ce jeune Viking taciturne fit ici un exploit. Pour la beauté de l'histoire. Pensez ! Il aurait réussi là où son prestigieux aîné, Bjorn Borg, avait échoué jusqu'à l'échecurement. Il aurait mis fin à l'hégémonie des gauchers américains sur le court de Flushing Meadows. Il aurait décroché son troisième titre de grand chelem sur une nouvelle surface, après la terre battue de Roland-Garros et le gazon de Kooynag.

Comme à Wimbledon

Certes, son adversaire en quart de finale était l'Américain Cash, qui l'avait déjà éliminé au deuxième tour de Wimbledon. Toutefois, le Suédois avait, à l'époque, un poignet en capitade. Il avait d'ailleurs dû interrompre sa saison pendant quelques semaines pour se soigner. Sa victoire dans le tournoi de Cincinnati, qui se disputait dans des condi-

tions analogues à celles de l'open américain, une semaine auparavant, montrait qu'il avait parfaitement retrouvé ses moyens physiques et l'envie de gagner qui lui aurait fait défaut depuis le début de l'année, alors qu'il avait remporté neuf tournois en 1983. Pourtant, Mats Wilander, qui, la veille, nous paraissait géant s'est révéillé un minuscule face à Cash. Le géomètre précis de la nuit précédente traçait un tennis approximatif dont les trajectoires approchaient trop souvent du filet ou dans les bords.

N'allez pas nous faire dire que Cash est manchot. L'ancien champion du monde juniors, qui était une sorte de cocotte minute à l'aise à échapper un peu de vapeur depuis qu'il a contribué à ramener la Coupe Davis en Australie. Il a aussi amélioré son coup droit qui lui permet maintenant de soutenir raisonnablement l'échange de fond de court. Il a du talent. C'est certain. Sinon comment aurait-il pu arriver jusqu'en demi-finale à Wimbledon ? Mais il se comporte encore trop comme un cheval sauvage.

Il a fallu rapidement réviser ce jugement. L'Australien a eu trois balles de set à la fin de la première manche, là où le Suédois n'avait pas eu la moindre balle de break. Une fois que Cash est enlevé le tie break, il n'a plus fait de doute que Wilander ne pourrait pas remonter la pente. Son surmont de la troisième manche a témoigné de la qualité de son jeu quand l'Australien baissait d'un ton, mais il n'a pas été en mesure d'exploiter une unique occasion de break au premier jeu de la quatrième manche. C'était terminé.

Le Suédois a-t-il été victime de Cash ou d'une programmation aberrante qui l'a obligé à rencontrer l'Australien moins de dix-huit heures après avoir éliminé l'Américain Mayotte au tour précédent ? Il est ainsi passé sans transition des fausses ombres des projecteurs à la clarté nette du soleil après une courte nuit de repos et sans possibilité d'entraînement. On imagine le pandémonium qu'aurait provoqué un McEnroe s'il avait été contraint de jouer dans les mêmes conditions ! On doit être passé Wilander ? Il a été salement broyé par l'énorme machinerie de l'Open qui ne tient pas compte des garçons trop discrets ou trop gentils, comme lui. Ces internationaux sont impropres aux hommes et les réputations, Cash risque d'en faire l'expérience en demi-finale : il doit affronter Lendl.

ALAIN GIRAUDO.

LES RESULTATS DU MERCREDI 5 SEPTEMBRE
SIMPLE MESSIEURS
(Quarts de finale)
Cash (Aus. n° 15) bat Wilander (Sue. n° 4) 7-6 (7-3), 6-4, 2-6, 6-3 ; Lendl (Tch. n° 2) bat Gomez (Equ. n° 3) 6-4, 6-4, 6-1.
SIMPLE DAMES
(Quarts de finale)
Evert-Lloyd (E-U. n° 2) bat Hanika (RFA n° 6-3) 6-3, 6-3 ; Shriver (E-U. n° 4) bat 6-3, 6-3 ; Bassett (Can. n° 14) bat Mandlikova (Tch. n° 3) 6-4, 6-3 ; Navratilova (E-U. n° 1) bat Sakova (Tch. n° 6-3, 6-3.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL

La France battue par l'Inter de Milan (1 à 0)

Un péché de jeunesse

Comme il semblait bien loin le championnat d'Europe de football, mercredi 5 septembre, au Parc des Princes ! Pour son premier test de la rentrée, contre l'Inter de Milan, qui alignait pourtant cinq des vainqueurs de la dernière Coupe du monde, aux côtés de l'Allemand de l'Ouest Rummelge et de l'Irlandais Brady, l'équipe de France a attiré moins de dix-sept mille spectateurs. Il est vrai que les héros de l'Euro 84 n'étaient pas tous au rendez-vous.

Sur le banc de touche, Henri Michel avait succédé à Michel Hidalgo, mais c'est surtout sur le terrain que l'équipe de France avait été remaniée pour pallier les absences de Michel Platini, retenu par son club, d'Alain Giresse, de Jean Tigana, de Bernard Genghini et de Patrick Battiston, blessés. Confronté à cette saignée des cadres de la sélection, Henri Michel avait choisi de miser sur la jeunesse et sur la cohésion garantie par la présence de six Montégasques.

Ainsi, par un concours de circonstances, le plus jeune entraîneur (trente-six ans) de l'équipe de France présentait, pour son premier match, une sélection dont la moyenne d'âge n'atteignait pas vingt-quatre ans. Dès lors, faut-il s'étonner si cette équipe de France a fait preuve d'enthousiasme, de combativité, de vivacité, mais a aussi péché par les défauts de ces qualités : un manque de lucidité et de métier dans la finition pour

« faire sauter » le catenaccio (verrou) de l'Inter de Milan ?

Comme dans un vieux film des années 60, où l'Inter d'Heleneo Herrera faisait cyniquement régner sa loi sur les coupes d'Europe, les Milanais ont même profité d'une de leurs rares occasions pour marquer, grâce à une tête de leur arrière central Collovati, monté sur un coup franc, le seul but du match, à six minutes de la fin. Henri Michel, qui n'avait pas connu la défaite avec l'équipe olympique, débute donc, à l'échelon supérieur par un échec qui n'hypothèque pourtant pas l'avenir.

Même l'Auxerrois Jean-Marc Ferreri (vingt-deux ans), qui a le plus souffert de la comparaison avec l'Irlandais Brady dans le rôle, nouveau pour lui, de meneur de jeu, a déjà démontré, lors de ses onze précédentes sélections, tout ce qu'il pouvait apporter aux côtés de joueurs expérimentés. En fait, pour tenter de préserver la verve de l'équipe championne d'Europe jusqu'à la Coupe du monde 1986, Henri Michel sait, désormais, qu'il devra procéder plus par petites greffes que par élagage. Dès cet automne, les footballeurs français n'auront plus droit à l'erreur pour leurs trois premiers matches de qualification, au Luxembourg (13 octobre), puis à Paris, contre la Bulgarie (21 novembre) et la RDA (8 décembre).

Une rentrée au centre de la France

Les profs sont bronzés

Saint-Amand-Montrond. - La ville est-elle au centre de la France ? Dans la sous-préfecture du Cher et surtout dans les communes environnantes la question n'est pas tranchée, et la polémique continue pour obtenir l'appellation de centre géographique de l'Hexagone (le Monde du 25 juillet). Nous avons choisi de vivre les moments tristes et joyeux de la rentrée scolaire dans cette région du Saint-

Amandois fière d'être le « juste milieu du pays ».

Nous commençons aujourd'hui la chronique des premiers jours de classe à Saint-Amand-Montrond, cité paisible de douze mille habitants où les grasses prairies entourent quelques entreprises. Ici comme partout en France, les enseignants ont repris mercredi 5 septembre le chemin des salles de classe, quarante-huit heures avant les élèves.

La pluie tombe droite. Protégés par des imperméables tendus au-dessus des têtes, des silhouettes courent du parking aux bâtiments du lycée Jean-Moulin, un ensemble moderne qui abrite un lycée classique et un lycée d'enseignement professionnel (LEP). « Un temps de rentrée », « un réveil pour fermer les vacances », entre les enseignants qui se regroupent à la porte de la salle polyvalente, les images fleurissent. Bronzés sous les vêtements de pluie, ils échangent les premières poignées de main de l'année scolaire et égrenent les souvenirs d'été. Ici on parle champignons, pays lointains, soleil. Ailleurs on s'interroge sur l'année « qui a été nommée dans une autre académie ». Nouveaux venus, le proviseur, M. Yves Galut, passe de groupe en groupe, salue et tente de retenir noms et visages.

Elèves pour un jour, les enseignants envahissent la salle où doit avoir lieu « la réunion générale de prise de contact ». Les chaises du fond se gémissent, les premiers rangs restent vides. Professeur pour un jour, le proviseur invite son personnel à se rapprocher du bureau d'où il préside. Bruits de chaises, mouvements. Dans le silence enfin revenu, M. Galut entame les traditionnelles présentations. Il félicite les nouveaux, parle des travaux d'aménagement de la salle des professeurs « multiréunissant les professeurs », évoque les résultats

De notre envoyé spécial

au baccalauréat « très brillants dans les séries A et C, moins bons en B », donne la répartition des huit cents élèves, « une soixantaine de plus que l'an dernier », dans les différentes sections. Après avoir posé ses feuilles de chiffres et de noms, le proviseur s'adresse avec conviction à ses maîtres. « Si nous sommes là, c'est pour les élèves, pour former les générations de demain. Nous devons transmettre des connaissances et préparer des jeunes à la vie professionnelle. » M. Galut s'arrête, puis à un auditoire attentif explique que « c'est une tâche impérieuse mais difficile ». Il insiste sur la nécessité d'accorder « une grande sollicitude aux élèves qui entrent en seconde » et rappelle que les lycéens doivent savoir que « rien ne s'obtient sans effort ». Il prône la concertation et le dialogue et souhaite que « les élèves se sentent chez eux dans notre établissement ».

Le message ne provoque pas de réactions chez les enseignants, la distribution des emplois du temps, étape suivante du cérémonial, alimente davantage les conversations. Lors du « pot de rentrée » autour du vin blanc et des petits gâteaux, les enseignants jugent déjà le nouveau patron. Ils parlent aussi de la première prestation de M. Jean-Pierre Chevènement, apprécié que « pour une fois un ministre de l'éducation nationale emploie le mot effort » ou estime que « les mots ne suffisent pas ».

Une odeur de peinture

Les anciens se retrouvent, les clans se reforment. La jeune cordée de philosophie fraîchement débarquée de Paris s'informe des possibilités de logement. Un agrégé de français depuis six ans en transit entre Saint-Amand et la capitale tente de la rassurer. Plus loin, un professeur de mathématiques cherche déjà des volontaires pour participer à un projet d'actions éducatives (PAE).

L'après-midi, la pluie mouille toujours les vitres. Réunis par classes, les enseignants de seconde débattent de l'accueil des élèves et de la mise en place de la concertation. Dans les salles fermées depuis le mois de juin flotte une odeur inhabituelle de peinture et de vernis. Lentement, les professeurs entrent dans « leurs vêtements professionnels ». On ne parle plus vacances mais difficultés de communication avec les jeunes. M. Galut incite les enseignants à responsabiliser leurs élèves et à les associer aux délibérations des conseils. Un professeur d'histoire met en garde ses collègues contre « le traumatisme des trop mauvaises notes de début de trimestre ». Dehors, la pluie a cessé, le ciel bleu fait un dernier clin d'œil aux enseignants comme pour leur accorder encore une soirée... de vacances.

SERGE BOLLOCH.

EN BREF

Un gendarme grièvement blessé par un cambrioleur

(De notre correspondant régional.)
Lyon. - Un gendarme, M. Pierre Bouney, trente et un ans, marié et père de deux enfants, a été grièvement blessé le 5 septembre, dans le Rhône, par un cambrioleur. Blessé par trois projectiles - dont l'un a perforé un poumon, - il est dans un « état grave », mais ses jours ne sont pas en danger.

Une ville de Fleurieu-sur-Saône ayant été cambriolée, un voisin avait alerté la gendarmerie. Le ou les malfaiteurs étaient encore à l'intérieur du logement au moment de l'intervention des gendarmes. En tentant de pénétrer dans la maison, un des gendarmes a été saisi par trois coups de feu. Malgré ses graves blessures, il tentera d'empêcher la fuite, à pied, du malfaiteur, que son collègue, venu en renfort, ne parviendra pas non plus à rattraper.

C. R.

Légitime défense : on désame les honnêtes gens

Après la décision de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, annonçant le mardi 4 septembre lors des obsèques d'un policier tué en service, de « rendre plus difficile la détermination rigoureuse » (le Monde du 6 septembre), l'association Légitime défense estime qu'une « nouvelle étape vers le désarmement unilatéral des honnêtes gens va être amorcée ». L'association insiste sur le « remède miracle » du ministre de l'Intérieur : « Comme chacun sait, messieurs les tueurs demandent l'autorisation au préfet avant de se munir de leur outil de travail. »

Deux non-lieu dans l'affaire de l'attentat d'Orly

Deux des treize personnes inculpées après l'attentat du 15 juillet 1983 commis par l'ASALA à l'aéroport d'Orly viennent de bénéficier d'une ordonnance de non-lieu rendue par M^{me} Geneviève Bregon, juge d'instruction chargée du dossier au tribunal de Créteil.
Il s'agit, d'une part, de M^{me} Andrée Ashkoyan, qui était inculpée de complicité d'association de malfaiteurs, détention d'armes et de munitions, et qui se trouve mise hors de cause. D'autre part, son mari, M. Jean Ashkoyan, inculpé des mêmes délits, bénéficie également d'un non-lieu dans l'affaire de l'attentat, mais reste inculpé des délits de détention des armes découvertes à son domicile par les enquêteurs.

LE PAPE DÉNONCE LES « ABUS » DE LA CONTRACEPTION « NATURELLE »

Les méthodes « naturelles » de contraception - les seules à être autorisées par l'Eglise catholique - ne sont pas toujours justifiées, a déclaré Jean-Paul II au cours de l'audience générale du mercredi 5 septembre.

« L'utilisation des périodes de non-fertilité peut devenir une source d'abus si les couples cherchent par ce moyen à éviter de procéder sans juste raison ou à faire descendre la procréation en dessous du niveau moral convenable pour leur famille », a déclaré le pape. Selon lui, « le niveau (de procréation) doit être établi en prenant en compte non seulement l'intérêt de la famille, la santé et les possibilités financières des époux, mais aussi l'intérêt de la société auxquels ils appartiennent, l'intérêt de l'Eglise, et enfin de toute l'humanité ».

● L'affaire Agnellet. - La cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté, le 5 septembre, la demande d'aggravation de peine formulée par le parquet général après la mise en liberté de Jean-Maurice Agnellet prononcée le 17 février par le tribunal de grande instance de Nice. J.-M. Agnellet était poursuivi pour abus de confiance dans l'affaire du Palais de la Méditerranée.

● En grève de la faim depuis près d'un mois, les huit réfugiés basques menacés d'extradition sont dans un état de santé préoccupant. Après l'avis favorable de la chambre d'accusation de Pau, le 9 août dernier, M^{me} Gotsch Castillos, Jose Maria Galdos, Francisco Alberdi, Jose Carlos Garcia, Juan Maria Martinez, Luciano Eizagure et Francisco Lujambio avaient cessé de s'alimenter. Un huitième, réfugié, Isidro Garalde, condamné pour détention d'armes à Bayonne, s'était joint ultérieurement à leur mouvement. Depuis treize jours, les protestataires ont ajouté une grève de la soif à leur mouvement. Ils ont été transférés le 30 août à l'hôpital-prison de Fresnes. Leur bilan de santé, exposé le 4 septembre à Bayonne au cours d'une conférence de presse, fait état de pertes de poids allant de 15 à 22 kilos et de troubles de la vue et de la parole. Les médecins de la prison, qui craignent un blocage de leurs reins, envisagent de les mettre sous dialyse (rein artificiel). - (Corresp.).

Navette américaine : un vol par mois

Avec une minute d'avance sur l'horaire prévu, la navette spatiale américaine Discovery s'est posée sur la base aérienne d'Edwards, en Californie, mercredi 5 septembre, à 15 h 37 (heure française), après 6 jours, 55 minutes et 46 secondes de vol. La première mission de Discovery a été ponctuée d'incidents mineurs, qui ont tous été surmontés. Mais elle a surtout été marquée par une grande réussite : l'équipage a largué trois satellites de télécommunications qui ont atteint leur orbite géostationnaire. Il a aussi déployé un prototype de panneau solaire dont les performances dépassent les prévisions, et il rapporte un échantillon d'une hormone purifiée fabriquée en apesanteur.

« Ce vol de Discovery nous permet de rétablir notre calendrier », indique M. Jesse Moore, responsable des vols habités à la NASA. Il y aura un vol par mois d'ici la fin de cette année, et onze sont prévus en 1985. Le 1^{er} octobre, Challenger doit commencer en orbite un équipage record de sept astronautes, dont deux Américains - Sally Ride, qui a déjà volé, et le néophyte Kathy Sullivan - et un Canadien d'origine québécoise, Marc Garneau, qui sera le premier représentant de son pays dans l'espace. Quant à Discovery, elle devrait voler de nouveau le 2 novembre.

Cyclones aux Philippines : près d'un millier de morts

Le bilan des cyclones Ike et June qui se sont abattus la semaine dernière sur les Philippines ne cesse de s'alourdir. Selon un rapport provisoire, établi le 6 septembre, par le bureau d'assistance du ministère des services sociaux, neuf cent quatre autres auraient disparu. Le nombre des morts dépasse - triste record - celui des sept cent soixante-trois victimes du cyclone Amy en 1951.

A Manila où les autorités se sont déclarées incapables de recenser le nombre des victimes de chacun des deux cyclones. On n'exclut pas que des centaines de corps ne soient découverts lors des opérations de secours. La situation est en effet souvent précaire dans les régions dévastées par les cyclones. Les vivres manquent, les médicaments aussi, et certains experts estiment que l'eau et l'électricité ne pourront être rétablies dans certaines zones avant plusieurs semaines. Les opérations de secours commencent à s'organiser au plan international, et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un appel pour réunir un million de dollars.

entrée



Baisse de...

Le ministre de l'Éducation nationale...

HÔTESSE TOURISTE... UN VISA POUR TOUS LES PROFESSIONNELS DE L'ÉTOURDISSEMENT...

COURS PRIVE A FRESNEL... TERMINALES C, D... Efforts raisonnables... Études du soir obligatoires... Travaux pratiques... 20 rue de l'Avance... M. LE PERREUX (RER, Bus) Tél. 324-21-10

Sup Santé... préparation aux concours d'admission... KINESI, INFIRMIER... organisée par l'ISPP... leader de la formation paramédicale depuis 1967... 75006 Paris - Tél. 01 720 75 82

مسألة من الأصول

Dans les classes maternelles, les collèges et les lycées, les élèves devront parfois se serrer un peu, car ils seront plus nombreux. Toutefois, mille quatre cents classes ont été créées dans les maternelles, et seize à vingt mille places supplémentaires sont offertes dans l'enseignement technique. Ils auront aussi plus de chances de travailler avec un micro-ordinateur : il y en avait deux mille l'an dernier, il y en aura trente-cinq mille cette année. S'ils sont dans l'un des quatre

Voilà donc les douze millions d'élèves engagés sur la voie d'une école décidée à dispenser un enseignement de qualité. Plus d'un an sera nécessaire pour atteindre ce noble objectif. Encore faudrait-il s'entendre sur cette définition de la qualité.

Baisse dans le primaire, hausse dans le second degré

GERGE BOLLOCH.
(la suite page 22.)

(2) Y compris les classes post-baccalauréat des lycées (classes préparatoires sections de techniciens supérieurs).

Madame le recteur à dure école

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 22.)

(Lire la suite page 22.)

Le Monde
dossiers et documents

SEPTEMBRE 1984

**LES JEUNES
DANS LA SOCIÉTÉ**

Dans ce numéro un second dossier

LA DÉSERTIFICATION

CHÈZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

**INSTITUT PRIVÉ
PIERRE SIMON DE LAPLACE**

**HAUTERIVE
89250 SEIGNELAY
Tél. (86) 47.70.57**

— INTERNAT —

COURS DE VACANCES

Pâques - Été

Rattrapage Interbil
Préparation aux
examens

COURS D'ANNÉE

de la 6^{ème} à Terminales

Initiation à l'informatique

Effectifs réduits - Vie de Famille

Accueil au week-end

Équitation - Ski dans le Morvan

FISTI

ÉCOLE INTERNATIONALE DES SCIENCES DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Centre des Trois-Fontaines
96003 CERGY-PONTOISE
Tél. (01) 032-27-88
FRANCE

(Publicité)

L'Ecole des concepteurs de systèmes informatiques qui accueille, sur concours commun avec l'EDHEC, des élèves des classes préparatoires Hec, de mathématiques supérieures et spéciales, met à la disposition :

- des étudiants titulaires d'un DUT ou d'un DEUG :
20 places en 1^{re} année ;
- des étudiants titulaires d'une licence ou d'une maîtrise :
10 places en 2^e année.

Par CONCOURS PARALLÈLE, les 25 et 26 septembre 1984
Renseignements : (3) 032-27-88

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (3^e année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

UN MÉTIER: La Publicité
UN DIPLÔME: Le B.T.S.
UNE ÉCOLE: I.S.E.A. - I.T.L.

Financement des études à 100%
Institut Supérieur d'Études Appliquées,
du Tourisme et des Loisirs.
Groupe Ecole des Cadres

Établissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle - 92299 Neuilly-sur-Seine Tél. 747.06.40 +

L'ÉDUCATION

SEPTEMBRE 1984

LES SUJETS DU BAC
Français - Philosophie

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

LE MONDE DE L'ÉDUCATION - BULLETIN D'ABONNEMENT

TARIF 1 AN: FRANCE, 110 F - ÉTRANGER, 165 F

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde
Service abonnements, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

carrières du tourisme et des loisirs
donnez-vous tout de suite
une qualification internationale

en deux ans : préparation au diplôme d'État

BTS
de tourisme

avec dès la première année des stages pratiques
en France et à l'étranger

troisième année optionnelle de
formation supérieure de cadre international
Paris / Genève / New York

Les carrières du tourisme, des voyages et des loisirs vous
offrent des métiers vivants, jeunes, qui payent vite et bien.
Avec le bac (ou classes terminales avec examen d'entrée)
vous pouvez les préparer en deux ou trois ans : respon-
sable de produits voyages, responsable de l'animation,
attaché de relations publiques, responsable du marketing,
hôtesse-animaire, guide interprète / accompagnateur,
responsable de congrès.

Institut Supérieur de Tourisme

IST

possibilité de stages internationaux pendant les études
dans nos centres associés :
Bruxelles / Genève / Lausanne / Londres /
Los Angeles / Madrid / New York / Stuttgart

Service Logement pour les étudiants de province

Documentation gratuite et inscription à :

IST - Enseignement Privé Supérieur du Groupe IPSA
71, Fg St-Honoré - 75008 PARIS - Tél. 266.66.82 - 266.40.70

nom : prénom :

âge : niveau d'étude :

adresse : tél. :

Le cas de Reims

Madame le recteur à dure école

(Suite de la page 21.)

A chaque fois, la réponse du
recteur tient en deux mots :
« Transparence et concertation ».

Mais M^{me} Sellier reconnaît que
les temps sont durs, que, dans les
lycées en particulier, la situation
est « à la limite du supportable ».

« On n'est pas des notables de
quarante ans », précise M. Jean-Claude
Durdax, secrétaire académique du Syndicat
national des enseignants de second degré
(SNES, FEN), mais, il y a dix ans, on tra-
vaillait mieux. Aujourd'hui, les ter-
minales de quarante élèves ne sont
pas rares, à Reims en particulier.

Trente devrait être le grand
maximum en lycée, même si nous
devrions nous en tenir à vingt-cinq. Pour-
tant, la sélection n'est plus tout à fait
ce qu'elle était, reconnaît
avec satisfaction M. Durdax.

Pour une classe d'âge donnée, 6
à 7 % d'élèves de plus que voici
dix ans parviennent au bac. Il est
vrai que l'académie avait un
impressionnant handicap à rattrap-
per à cet égard. La prospérité de
l'agriculture en Champagne et la
maintien d'une industrie tradi-
tionnelle jusqu'au début des
années 70 n'incitait guère les
parents à pousser leurs enfants
aux études. La crise économique
et la politique récente de maintien
dans le système éducatif ont ren-
versé cette tendance.

L'académie de Reims souffre
donc d'une inéquité pléthore
d'effectifs dans ses trente lycées
et trente-deux LEP, « en particu-
lier dans les sections d'avenir
menant au baccalauréat de tech-
nicien », assure M. Bernard
Pauly, responsable du Syndicat
général de l'éducation nationale
(SGEN-CFDT). Le lycée Roose-
velt de Reims, avec ses deux mille
cinq cents élèves, justifie son sur-
nom d'« usine à gaz » non seule-
ment par son architecture mais
aussi à cause de la pression qui y
régne, explique le syndicaliste.

Espré depuis des années, les
futurs nouveaux lycées classiques
et techniques de Troyes et de
Reims (trois mille quatre cents
places) vont bientôt sortir de
terre et peut-être ouvrir en partie
pour le second à la rentrée 1986.
Il s'agit d'améliorer le taux
d'accueil et de compenser la
« non-tradition de scolarisa-
tion », explique Mme Sellier.
Mais, SNES et SGEN en sont
d'accord, les deux lycées ne ser-
viront qu'à éponger les effectifs
excédentaires des établissements
existants, sans offrir une réelle
capacité d'accueil nouvelle pour
l'avenir.

Sans être aussi tendus, la ren-
trée, dans les cent quarante-cinq
collèges de l'académie, s'annonce
difficile, avec 2,3 % d'élèves
attendus en plus (+ 2,9 % dans
les lycées), mais, là encore, avec
de profondes disparités entre les
départements. De nombreux
petits collèges des Ardennes tour-
neront avec moins de vingt élèves
par classe (seize élèves maximum
à Margut, près de la frontière
belge), tandis que, près des plus
grandes villes gonflées par la crise
économique, des classes de col-
lège frisent la trentaine, bien loin
de la norme des vingt-quatre.
L'abaissement de trois heures -
désormais réservées à la concerta-
tion et au tutorat - du service
d'enseignement des professeurs de
statut PEGC dans les collèges
volontaires pour la rénovation ne
s'est pas accompagné des créa-
tions de postes correspondants.

(cinquante-cinq selon le SNES),
difficiles à répartir en tout état de
cause en raison de l'éparpillement
des matières.

La rénovation, qui, au dire de
son plus chaud partisan, le
SGEN, avait « pas mal avancé »
dans l'académie, commencera,
selon le syndicat, à marquer le pas
parce que, contrairement aux
espoirs des enseignants, elle
s'accompagne d'une diminution
des moyens.

Le paradoxe dépasse les col-
lèges : cette année, dans l'acadé-
mie de Reims, les enseignants
sont plus nombreux que les postes
financés. L'excédent atteint une
centaine au total de titulaires sans
poste dans le second degré selon le
Syndicat national des instituteurs
et des professeurs de l'enseigne-
ment général des collèges (SNI-
PEGC, FEN). Ils seront payés
sur des crédits réservés aux rem-
placements ou rattachés à un éta-
blissement pour, par exemple,
« se morfondre dans un CDI
(centre de documentation et d'infor-
mation) pendant que les
collèges font face à des classes
surchargées », envisage le SGEN.

« Turboprotos »

Mais l'obsession des effectifs,
comme à chaque rentrée, se dou-
ble de celle des enseignements
non assurés, que partagent profes-
seurs, élèves et parents avec le
rectorat. La petite taille de cer-
tains collèges de l'académie et la
gestion très serrée des postes
excluent, d'emblée, des élèves de
certaines options ou même de
quelques matières obligatoires
(enseignements artistiques).
Même en mathématiques et en
physique, M. Michel Charles,
chef de la division des personnels
enseignants au rectorat de Reims,
reconnaît que la rentrée sera
« juste », mais la prévoit malgré
tout « techniquement réussie »,
sans aucune comparaison possible
avec 1982, l'année terrible. De
Sainte-Menehould à Charleville-
Mézières, l'affectation des fonc-
tionnaires de l'éducation nationale
se heurte aux obstacles géographi-
ques et aux questions de trans-
port. Reims, à quatre-vingt-dix
minutes de Paris par le train,
attire les « turboprotos » qui réga-
nent la capitale si tôt leur journée
achevée.

De même, les petites villes des
Ardennes ou de la Haute-Marne,
difficile d'accès, ont-elles bien du
mal à fixer les enseignants. Sur-
tout lorsque l'académie de Reims
figure au dernier rang de leurs
vœux de mutation, séparés qu'ils
sont parfois de leur conjoint resté
sous des cieux jugés plus hospitali-
ers. Cette situation d'académie
déficitaires (qui produit moins
d'enseignants qu'elle n'en
emploie) rend malaisée la consti-
tution d'équipes pédagogiques
stables. Les intéressés, informés
assez tard de leur affectation, ten-
tent de la faire modifier. Mais les
véritables refus d'affectation sont
en baisse : une douzaine pour
cette rentrée contre soixante-
douze en 1983. « Résultats d'une
politique de titularisation réus-
sée », analyse le rectorat. « Poids
des contraintes, alimentaires
entre autres. On préfère rester en
couple loin de chez soi plutôt que
séparés aux deux bouts de la
France », rétorque le SNES, qui
continue de dénoncer par ailleurs
la « situation intolérable » des
maîtres auxiliaires.

Les recteurs eux-mêmes sem-
blaient ces derniers temps ne faire

qu'une escale rapide à Reims. En
trois ans, l'académie en a vu défil-
ler quatre. « Ils ont moins de mal
que nous à obtenir leur muta-
tion », ironise un responsable sy-
ndical qui juge « désastreuse »
cette instabilité. M^{me} Michèle Sel-
lier, la principale intéressée, n'est
pas loin de partager ce dernier
point de vue et espère rester en
poste à Reims « au moins trois
ans », même si, rappelle-t-elle,
« on n'est recteur que jusqu'à
mercredi prochain » (jour du
conseil des ministres).

Pour sa seconde rentrée en
Champagne-Ardenne, elle a
défini deux grandes priorités
axées sur le renforcement de
solides connaissances de base
pour tous et sur le développement
des formations technologiques. Ce
dernier point a déjà fait l'objet en
1983-1984 d'une véritable cam-
pagne de promotion à laquelle FR 3
et l'établissement public régional
ont participé.

Résultats, dès cette année : les
entrées en seconde option, ensei-
nement technologique industriel
(ETI), présumées porteuses
d'avenir, ont augmenté alors
qu'elles baissent au plan national ;
les résultats au baccalauréat de
technicien, aux BTS et aux
concours d'entrée aux grandes
écoles ont déjà progressés. M^{me}
le recteur, dans sa volonté de ren-
forcer et de moderniser les for-
mations technologiques se félicite
d'ailleurs de la collaboration
active de la région présidée par
M. Bernard Stasi (CDS, UDF),
dont elle reconnaît le dynamisme.
Ainsi, à partir de 1984, huit pro-
fesseurs de LEP section « fabrica-
tion mécanique » de Champagne-
Ardenne recevront une formation
en électronique, puis en électro-
nique grâce aux financements
conjointes de l'Etat et de la région
unifiés dans un plan quinquennal de
reconversion. « Démagogie »,
dénonce le SNES : « minime,
mais concret », préfère dire le
SGEN.

La région participe aussi à
l'équipement informatique des
établissements situés en zones
défavorisées et propose des
« bourses pour l'enseignement
technique » aux étudiants du cru
qui acceptent de préparer le
CAPET et s'engagent à enseigner
sur place. Par de telles initiatives,
M^{me} Michèle Sellier espère en
finir avec l'image d'« académie
sous-développée » que trace sa
circonscription, image déjà mal-
menée par les campagnes de son
prédécesseur, M. Christian For-
estier, à présent en poste à Dijon.
Déterminée à prouver que les éti-
diants et les enseignants de son
académie n'ont pas la vie plus
dure qu'ailleurs, M^{me} le recteur
veut utiliser « au maximum » les
pouvoirs de nomination auto-
nomes qu'elle possède (déléga-
tions rectoriales) pour rapprocher
géographiquement en cette ren-
trée les couples avec enfants et
assurer la stabilité des équipes
pédagogiques (mais le sacro-saint
barème passe avant tout).

Afin d'améliorer la communi-
cation entre les établissements,
particulièrement en zone rurale,
elle envisage d'utiliser la télévi-
sion - « une après-midi par
semaine avec un décodeur pour
les enseignants et les élèves, pour
quel pas ? ». Le « clip spécial
rénovation pédagogique » naîtra
un jour à Reims, peut-être à la
prochaine rentrée.

PHILIPPE BERNARD.

Les effectifs

Variations

(Suite de la page 21.)

● Élémentaire : en baisse.

Dans l'enseignement élémen-
taire - du cours préparatoire
(CP) au cours moyen (CM), -
le nombre d'élèves diminue
(- 120 000). La faiblesse des
naissances des années 1974 et sui-
vantes est à l'origine de cette
baisse des effectifs continue
depuis quatre ans. Les spécialistes
du ministère estiment qu'après
une perte de 500 000 élèves entre
1980 et 1985, un léger redresse-
ment est à prévoir d'ici à 1990-
1991.

● Collèges : en hausse.

Comme l'an dernier, le nombre
d'élèves des collèges devrait aug-
menter sensiblement (1,47 %).
Cet accroissement constaté
depuis 1980 correspond à l'arrivée
des générations nombreuses des
années 1960-1970. Les services
des statistiques prévoient un dé-
ficit d'élèves dès les prochaines
années. En attendant, il y aura
encore beaucoup de jeunes dans
les collèges, conséquence : le nom-
bre moyen d'élèves par classe ris-
que d'augmenter légèrement. Il
était de 23,8 l'an dernier, et de
23,3 en 1982-1983. Selon des
directeurs du ministère la rentrée
1984 « pourrait être un peu diffi-
cile pour les enseignants à qui
nous demandons des efforts pour
accueillir plus d'élèves ». Il fau-
drait ajouter avec des moyens en
personnels et de fonctionnements
réduits, résultat des restrictions
budgétaires de l'an passé.

● Lycées : toujours plus.

La politique menée depuis
1981 par les gouvernements de
gauche visait à favoriser le main-
tien des jeunes dans le système
scolaire, afin qu'ils obtiennent une
formation et surtout un diplôme.
Cette ambition, liée à la dimi-
nution du nombre des offres
d'emploi, a incité parents et élèves
à continuer à fréquenter le lycée
ou le lycée d'enseignement profes-
sionnel (LEP second cycle court)
même après seize ans.

Conséquence de cette situa-
tion : les effectifs augmentent
dans les lycées. Les classes de
31 élèves, voire plus, deviennent
nombreuses (52,6 % du total de
l'an dernier). La légère dimi-
nution du nombre des bacheliers à la
session de 1984 risque aussi de
favoriser un gonflement des effectifs
inscrits en classes terminales,
à cause des redoublements.

D'avantage d'élèves, peu
d'emplois nouveaux, la rentrée ris-
que de provoquer des mécontente-
ments.

● L'enseignement privé : nette augmentation dans le secondaire.

La querelle scolaire qui a
ponctué l'année scolaire 1983-
1984 n'a pas découragé nombre
de parents d'inscrire leurs enfants
dans un établissement privé. Dans
l'enseignement primaire certes,
les effectifs diminuent, comme
dans le public (- 0,4 %), mais ils
augmentent dans le second degré.
Selon les responsables de l'ensei-
nement privé, la hausse serait de
3,3 % par rapport à l'an dernier
(ensemble public et privé
+ 1,8 %). La demande est forte
dans les collèges, pour les inscrip-
tions en 6^e, ainsi que dans les
LEP. Les responsables de l'ensei-
nement privé estiment que de
nombreuses demandes d'inscrip-
tion ne pourront être satisfaites
faute d'enseignants et de place
dans les établissements.

SERGE BOLLOCH.

Collège Sévigné

établissement privé laïque fondé en 1980 sous contrat d'association

DU JARDIN D'ENFANTS AUX BACCALAURÉATS A, C ET D

Pédagogie active et individualisée
Attention vigilante portée aux élèves
Contrôle continu des connaissances
externat mixte - demi-pension - préparation intensive au bac
28, rue Pierre-Nicolas 75005 Paris - Tél. (1) 326.25.86



THE AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

american center

261, boulevard Raspail 75014 Paris

cours/american in v.o.

• stages intensifs à partir du 10 septembre
• sessions trimestrielles dès le 24 septembre
• week-ends à l'American Center
• préparation au TOEFL

inscriptions immédiates - renseignements 335.21.50

Préparez votre BAC tout en préparant une école supérieure de commerce.

CLASSES PRÉPARATOIRES SUPÉRIEURES
GRUPPO ECOLE DES CADRES, 92 AV. CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE, TEL. 747.06.40 +

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Le Groupe Ecole des Cadres
offre aux élèves du niveau des
classes terminales une triple op-
portunité :

• Une préparation efficace au
Baccalauréat (sections A et B) par
un contrôle continu des connais-
sances, un entraînement accéléré,
des horaires renforcés en mathé-
matiques, économie, langues...

• Une solide formation métho-
dologique pour « apprendre à ap-
prendre » et « apprendre à travail-
ler » par des méthodes modernes
et dynamiques (visites d'entre-
prises, études de cas...)
• Une initiation économique
pratique, préparant l'accès à des
études supérieures : gestion, com-
merce international, comptabi-
lité, informatique, publicité.

Admission sur dossier et sur entretien d'orientation (90 places).

Un rap

Les classes

Les classes de lycée...
D'après les données de l'In-
stitut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD),
le nombre d'élèves dans les
lycées a augmenté de 1,47 %
par rapport à l'année dernière.
Cet accroissement correspond
à l'arrivée des générations
nombreuses des années 1960-
1970. Les services des statis-
tiques prévoient un déficit
d'élèves dès les prochaines
années.

En attendant, il y aura
encore beaucoup de jeunes
dans les lycées, conséquence :
le nombre moyen d'élèves par
classe risque d'augmenter
légèrement. Il était de 23,8
l'an dernier, et de 23,3 en
1982-1983.

Selon des directeurs du
ministère la rentrée 1984
pourrait être un peu difficile
pour les enseignants à qui
nous demandons des efforts
pour accueillir plus d'élèves.

Il faudrait ajouter avec
des moyens en personnels et
de fonctionnements réduits,
résultat des restrictions
budgétaires de l'an passé.

La politique menée depuis
1981 par les gouvernements
de gauche visait à favoriser
le maintien des jeunes dans
le système scolaire, afin qu'ils
obtiennent une formation et
surtout un diplôme.

Cette ambition, liée à la
diminution du nombre des
offres d'emploi, a incité
parents et élèves à continuer
à fréquenter le lycée ou le
lycée d'enseignement profes-
sionnel (LEP second cycle court)
même après seize ans.

Conséquence de cette situa-
tion : les effectifs augmentent
dans les lycées. Les classes
de 31 élèves, voire plus, de-
viennent nombreuses (52,6 %
du total de l'an dernier).

La légère diminution du
nombre des bacheliers à la
session de 1984 risque aussi
de favoriser un gonflement
des effectifs inscrits en classes
terminales, à cause des redou-
blements.

D'avantage d'élèves, peu
d'emplois nouveaux, la ren-
trée risque de provoquer des
mécontentements.

● L'enseignement privé :
nette augmentation dans le
secondaire.

La querelle scolaire qui a
ponctué l'année scolaire 1983-
1984 n'a pas découragé
nombre de parents d'inscrire
leurs enfants dans un éta-
blissement privé. Dans l'en-
seignement primaire certes,
les effectifs diminuent, comme
dans le public (- 0,4 %), mais
ils augmentent dans le second
degré.

Selon les responsables de
l'enseignement privé, la hausse
serait de 3,3 % par rapport à
l'an dernier (ensemble public
et privé + 1,8 %). La demande
est forte dans les collèges,
pour les inscriptions en 6^e,
ainsi que dans les LEP. Les
responsables de l'enseigne-
ment privé estiment que de
nombreuses demandes d'in-
scription ne pourront être
satisfaites faute d'enseignants
et de place dans les éta-
blissements.

سكرا من الامتحان

صحنه من العمل

Les effectifs Variations

(Suite de la page 21)

● **Elémentaire** : en baisse. Dans l'enseignement élémentaire (CP) au cours préparatoire (CM), le nombre d'élèves diminue depuis quatre ans. Les statistiques du ministère estiment qu'une perte de 500 000 élèves est prévue entre 1980 et 1991.

● **Collèges** : en hausse. Comme l'an dernier, le nombre d'élèves des collèges doit augmenter sensiblement (1147 000 en 1984 contre 1137 000 en 1983). Cette augmentation s'explique par la hausse des effectifs de la 6^e et de la 5^e années. Ce sont les effectifs de la 6^e qui ont augmenté de 12 000 en 1983. Les effectifs de la 5^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 4^e ont diminué de 10 000. Les effectifs de la 3^e ont diminué de 10 000. Les effectifs de la 2^e ont diminué de 10 000. Les effectifs de la 1^{re} ont diminué de 10 000.

● **Lycées** : toujours en hausse. La politique menée en 1984 par les gouvernements gauchistes visait à favoriser l'entrée des jeunes dans le secondaire, afin qu'ils puissent bénéficier de la formation et du statut de lycéen. Cette ambition, liée à la hausse du nombre d'élèves, a conduit à une augmentation des effectifs de la 1^{re} et de la 2^e années. Les effectifs de la 1^{re} ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 2^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 3^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 4^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 5^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 6^e ont augmenté de 10 000.

● **L'enseignement privé** : toujours en hausse. La hausse des effectifs de l'enseignement privé est due à la hausse des effectifs de la 1^{re} et de la 2^e années. Les effectifs de la 1^{re} ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 2^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 3^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 4^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 5^e ont augmenté de 10 000. Les effectifs de la 6^e ont augmenté de 10 000.

Un rapport de M. André de Peretti Les classes petites ne sont pas toujours les meilleures...

DERRIÈRE les évidences se cachent parfois de fausses vérités. Par exemple, l'idée selon laquelle la diminution des effectifs par classe signifie l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ce credo de la plupart des professeurs et de leurs syndicats, repris en particulier à chaque rentrée, est consciencieusement démonté dans une étude signée de M. André de Peretti et intitulée *Taille de la classe, résultats des élèves et vie scolaire* (1). Manipulation ? Provocation ? Ou simple vérité décapante ? M. de Peretti, inspecteur général de l'éducation nationale et auteur du *Rapport sur la formation des personnels de l'éducation nationale*, dont M. Savary s'est inspiré notamment pour améliorer la formation des instituteurs, était bien placé pour savoir qu'il abordait là un thème explosif. Mais sa réflexion déconstruit même les adeptes d'une religion définitive en la matière.

Loin de prendre systématiquement l'idée reçue à contre-pied, M. de Peretti dénonce le piège d'un modèle de groupements d'élèves unique (le « mythe identitaire »), et plaide pour une « pédagogie différenciée » modulable selon les méthodes et le tempérament des enseignants et les aptitudes des élèves, telle que M. Louis Legrand a pu la décrire dans son rapport « Pour un collège démocratique ».

En fait, écrit M. de Peretti, « nul ne peut baser sur un taux optimum ou sur la nécessité d'une réduction indéfinie du nombre d'élèves par classe la garantie d'une réussite scolaire ou d'une réduction des échecs ». Car « la relation entre les résultats des élèves et la taille de la classe est hautement complexe » et « affectée par de nombreux facteurs (taille de l'établissement, nature des élèves, disponibilités matérielles, environnement, méthodes d'enseignement, objectifs pédagogiques, comportement du chef d'établissement, tempérament et style de l'enseignant, contenus disciplinaires, trame institutionnelle, contraintes budgétaires, etc.) » ; elle ne laisse donc la place à aucune évidence frivole (non fautive) : « Comment, dès lors, réduire les maux du système scolaire et en particulier améliorer les performances des élèves si l'on ne joue que sur une

variable unique, la taille des classes ?

La revendication d'une réduction des effectifs par classe n'a d'ailleurs jamais été justifiée par l'évidence, rappelle d'emblée, M. Peretti. Dans l'enseignement supérieur d'abord, mais aussi dans les établissements primaires ou secondaires où « des classes de 45 à 50 élèves ou plus étaient fréquentes jusqu'en années 60 ». Il est vrai qu'au XVII^e siècle déjà, Comenius, protagoniste de la création de l'école démocratique, pouvait affirmer : « Je soutiens non seulement qu'un seul maître pourrait diriger une centaine d'élèves, mais aussi que cela lui conviendrait le mieux et est le plus avantageux pour lui et pour les élèves... ».

La politique systématique de la réduction du nombre moyen d'enfants par classe, rappelle André de Peretti, n'a été instituée qu'à l'époque de l'« explosion scolaire » de l'après-guerre et a permis d'améliorer notablement les fameux taux d'encadrement. Dans le même temps, de nombreuses études de par le monde ont tenté de mettre à jour les liens éventuels entre taille de la classe et résultats scolaires tout en cherchant parfois à définir le meilleur groupement pédagogique possible. De la recension de ces multiples travaux, M. de Peretti tire la conviction qu'aucune vérité scientifique définitive n'a pu être établie en la matière, tant les conclusions des uns et des autres divergent.

Toute une série d'enquêtes internationales ou anglo-saxonnes, surtout — menées depuis les années 60 aboutissent soit à nier toute liaison entre les deux phénomènes, soit même à conclure au « avantage des classes à large effectif ». La difficulté semble provenir de ce que, à côté du critère effectif de la classe, d'autres variables — origine sociale des élèves, méthodes pédagogiques, situation de l'école — interviennent, qu'il est bien difficile de dissocier. Une étude française aboutit ainsi à la conclusion que « la réussite augmente avec le nombre d'élèves par classe pour les enfants issus de classes défavorisées et diminue pour ceux qui sont issus des classes favorisées ».

Comme s'il était parfois gêné d'aboutir à des conclusions tranchant avec le « sens commun », les chercheurs ont tenté d'expliquer les observations plutôt favorables aux grandes classes en invoquant d'autres éléments. « Les petites classes se trouvent plus généralement dans de petites écoles », note un rapport britannique, tandis qu'un autre explique que les enfants des classes nombreuses ont « des réussites plus élevées pour les aptitudes basiques » et sont « apparemment plus heureux ».

L'aptitude des professeurs est aussi prudemment mise en cause dans une étude américaine selon laquelle « les enseignants dans les petites classes ont peut-être utilisé des méthodes informelles qui

requièrent un niveau d'aptitude qui est au-dessus de beaucoup d'entre eux ». Parallèlement, d'autres travaux ont conclu en faveur de très petites classes ou du regroupement différencié des élèves selon leurs aptitudes et les objectifs. Mais aucune certitude définitive n'a pu être établie, même par les chercheurs américains qui, assez récemment, ont tenté de tirer le bilan global de 725 comparaisons de réussites selon la taille des classes. Leur conclusion — 60 % en faveur des plus petites classes ; 40 % pour les plus grandes — n'a pas permis de trancher le débat. En France même, la controverse a alimenté recherches et expérimentation mais M. de Peretti, pour mieux étayer sa démonstration, a choisi celles « dont les conclusions opposées au « sens commun » sont suggestives ».

Telle l'étude de M. Louis Legrand menée dans le Territoire de Belfort, qui notait que, de 1949 à 1962, « l'augmentation du nombre des élèves dans les classes s'est accompagnée d'une légère diminution des retards scolaires » et concluait que l'influence des effectifs par classe « est beaucoup moins importante qu'on ne veut le faire admettre, et, surtout, elle s'exerce par l'intervention de facteurs généraux, sociologiques et psychologiques ».

M. de Peretti préfère donc orienter finalement son étude vers les « conditions psychosociologiques et psychopédagogiques du fonctionnement des classes ». Plutôt que de s'enliser dans le débat sur un éventuel modèle unique de classe, homogène ou hétérogène, aussi vain selon lui que celui sur leur taille, il préfère s'intéresser aux phénomènes de groupe qui peuvent jouer sur les résultats scolaires.

Mais là non plus, la taille des classes ne fait pas tout. Les membres d'un grand groupe sont ainsi portés à « se regarder collectivement comme supérieurs » à ceux d'un groupe plus petit, et ont plus de possibilités d'identification et d'accointance, constate-t-il. A l'inverse, dans une petite classe, l'autorité de l'enseignant, plus pro-

che, favorise les jalousies (la haine des « chouchous ») et demande à ce dernier une « maîtrise confirmée ». La difficulté des élèves de condition sociale modeste à s'identifier à l'enseignant semble aggravée dans les classes à faible effectif, où les contacts sont plus fréquents, notent même certains auteurs.

Plus mesuré, André de Peretti écrit qu'« un grand groupe permet à celui qui est en difficulté (...) de se fondre dans la masse, au lieu de rester une cible possible. Mais distance et abstraction ou impersonnalité peuvent entraîner l'ennui et le découragement si des méthodes de proximité et de conseil méthodologique sur le travail scolaire ne viennent pas les compenser grâce à des groupes de petite taille ».

Il ne saurait être question de démocratiser l'école uniquement en réduisant les effectifs, conclut en substance M. de Peretti. « Il importe par contre, assure-t-il, d'organiser des groupements de taille et de composition variées en fonction de besoins pédagogiques traités de façon complémentaire, et non pas en tout ou rien. Plutôt que de lutter pour une réduction « indéfinie » du nombre d'élèves par classe, M. de Peretti invite donc les syndicats enseignants à réorienter leurs revendications vers des objectifs qualitatifs (formation, conditions de travail, alignement des services, etc.). « Des moyens de travail ou des postes nouveaux ? Interroge l'auteur. L'enjeu doit en être étudié. Un élève de plus en moyenne par classe rend possible les projets de formation d'une semaine-année sur le temps de service. » Et d'observer la contradiction entre le stéréotype de la « baisse du niveau » des élèves répandue chez quelques enseignants, et leur volonté de réduire les effectifs, puisque les résultats scolaires du passé — supposés meilleurs — allaient de pair... avec des classes plus chargées.

Ph. Be.

(1) Cette étude a été publiée dans le *lettre Ecole et socialisme* (n° 29, décembre 83-janvier 84), publication proche du parti socialiste.

INSTITUT Valérieuse
BACCALAURÉAT FRANÇAIS
MATURITÉ FÉDÉRALE
Études secondaires complètes
Internat (séjours fille et garçon)
Externat mixte. Classes à effectifs réduits. Sports
Calme et tranquillité salons.
Tél. : 1941-21-32-10-36

天 Parlez donc JAPONAIS !
Cours de tous niveaux - Après-midi et soir - Professeurs japonais
Audio-visuel - Formation professionnelle continue agréée
Rentrée le 17 septembre - Inscription immédiate
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
8, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT - PARIS-14^e
Tél. 336-11-88

L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international

formation franco-américaine aux techniques du commerce international

Cycle d'études conduisant progressivement, à partir de l'anglais du bac, à une pratique de l'américain permettant l'acquisition, dans la langue, des techniques anglo-saxonnes qui régissent la quasi-totalité du marché mondial.

Diplômes d'État : BTS d'action commerciale, BTS de commerce international

puis en troisième année
Filière Américaine
UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE SAN FRANCISCO
ou **UNIVERSITÉ DE HOUSTON (Texas) BA-MBA**

« Stages en entreprises dès la première année et séminaires spécialisés selon option » pratique intensive des langues « Stages en Europe en deuxième année dans nos centres associés : Bruxelles/Lausanne/Londres/Madrid/Stuttgart » niveau bac ou classes terminales / services de logement pour étudiants de province.

I.A.C.
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES
GROUPE IPSA

For. recense des formations, complète les demandes de renseignements et assiste.

IAC - 45, Fg Saint-Honoré - 75008 PARIS - Téléphone : 338.43.88
Groupe IPSA - Enseignement privé d'enseignement supérieur.

Nom : _____ Prénoms : _____
Adresse : _____
Niveau d'étude : _____ Téléphone : _____

COURS DAGOSTINOZ
Institut privé fondé en 1967
MATH-PHYSIQUE FRANÇAIS-LANGUES
COURS HEBDOMADAIRES tous niveaux
STAGES INTENSIFS PRÉPARATION AU BAC
13, rue Pasteur - 3 bis, rue P.-Savary
91500 MIEUX - 91140 CLAMART
Tél. : 626-04-83, 626-90-39, 736-88-80
RATP : 136, 169, 182, 191, 323, RER ligne C
INCP : Ecole Montparnasse - Villeneuve-Clamart

etra
Lycée Technique Privé
de Photographie et d'Audiovisuel
7, rue Eugène Labiche
91200 TOULOUSE
(61) 47 29 62

PHOTO BTS Photo (classe sous contrat d'association avec l'Etat, 2 ans d'études)
PRATICIEN Photo (2 ans d'études)
AUDIOVISUEL vidéo, cinéma, son, diaporama (2 ans d'études)
PUBLICITE BTS Expression Visuelle (2 ans d'études)

ECOLE DES TECHNIQUES NOTARIALES APPLIQUÉES
Ecole privée de techniciens SUPÉRIEURS
Un métier d'avenir
SECRÉTARIAT de DIRECTION JURIDIQUE et NOTARIAL
Bureautique et traitement de textes
9, rue Villaret de Joyeuse - 75017 PARIS
Métro : Argenteuil ou R.E.R. - ÉTOILE - CHARLES-DE-GAULLE - Autobus : 73
Tél. : 267.63.29

UN BON deuxième cycle (2^e, 1^{re}, Term.) est indispensable à **UN BON** Supérieur
COURS DUQUESNE
Enseignement secondaire et supérieur privé
2^e à Bac A, C, D - Prépa Vét - Informatique appliquée
1, rue Taitbout, 75009 PARIS - 770-28-43 +

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE FONDÉ EN 1961
rég. par le loi de 12-7-1971
Vous permettez de découvrir les sciences humaines et la graphologie au de vous y perfectionner
Préparer la profession de graphologue
Conventions de formations permanentes
Inscriptions reçues toute l'année
Documentations gratuites
L.-M. CHAMBERY
12, Villa Saint-Pierre, R. 3
94220 CHARENTON
Tél. : 376-72-01
Annuaires et adresses par professeurs

IPeud
INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
MÉDECINE ET PHARMACIE
(1^{er} année) « Des moyens de travail ou des postes nouveaux ? » Interroge l'auteur. L'enjeu doit en être étudié. Un élève de plus en moyenne par classe rend possible les projets de formation d'une semaine-année sur le temps de service. » Et d'observer la contradiction entre le stéréotype de la « baisse du niveau » des élèves répandue chez quelques enseignants, et leur volonté de réduire les effectifs, puisque les résultats scolaires du passé — supposés meilleurs — allaient de pair... avec des classes plus chargées.

UN MÉTIER: Le Tourisme
UN DIPLOME: Le B.T.S.
UNE ÉCOLE: I.S.E.A. - I.T.L.
Financement des études à 100%
Institut Supérieur d'Études Appliquées, du Tourisme et des Loisirs.
Groupe Ecole des Cadres
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle - 92299 Neuilly-sur-Seine Tél. 747.06.40 +

SCF ENSEIGNEMENT
COMPTABILITÉ INFORMATIQUE GESTION
280.65.13
FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
FORMATION ETUDIANTS (Contre d'études supérieures comptables et financières).
STAGES SEMINAIRES
• Préparation CAP - BP - CPECF - BTS - DECS.
• Cours du jour et du soir • Atelier équipé IBM.
Société de Comptabilité de France, 2 rue d'Athènes 75009 Paris.

PARIS/GENEVE/NEW YORK
Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau à l'échelon international

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation supérieure aux techniques de management, dans l'hôtellerie, le tourisme et la restauration de prestige

Stages à l'étranger dès la première année et séminaires spécialisés selon option
Pratique intensive des langues.

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

Entretiens d'entrée et inscriptions en Septembre.
Rentrée des études en Octobre

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE
votre nom _____
votre adresse _____
code postal _____ téléphone _____
niveau d'étude _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
Institut privé supérieur du groupe IPSA
71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	30,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	208,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de périodes.

OFFRES D'EMPLOIS

Cherche pour compléter ses équipes techniques Personnel d'exploitation

• Chefs de chaîne
• Opérateurs de la régie finale
• Techniciens de la régie finale
• Techniciens de maintenance vidéo

Ces postes s'adressent à des hommes et des femmes expérimentés, capables de s'adapter et qui désirent évoluer et réaliser dans une structure nouvelle pleine d'ambition, utilisant les technologies les plus avancées en vidéo-broadcast.

Adressez votre candidature (C.V., photo, et prétentions) à:
Sylvain Antichini/Philippe Villetta
CANAL PLUS, 75711 Paris Cedex 15.

Société d'expertise comptable et commissariat aux comptes

ASSISTANTS ou STAGIAIRES

Expériences cabinet comptable.

Ecrire avec C.V. et prétentions
50010, r. du Maréchal-Vaillant
75012 PARIS.

J.F. cherche étudiants pour occuper 4 heures par jour de son fils de 2 ans en échange chambre indiv. à Jussieu.

Scr. s/n° 6.657 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

URGENT

Organisme recherche pour bureaux parisiens

PROFESSEUR

Ecr. comptabilité M.P.C.
Tél. : 205-64-78.

SOCIÉTÉ ÉDITION PUBLICITE

avec solide expérience

COURTIERS

Se présenter le 10 sept. 8 h 30/10 h 30 à la BSA PUBLIS, 44-46, rue de la Tombe-Lévy, 14.

emplois régionaux

Groupe MORIN
Régionales et Prévisions

ON (E) ATTACHE(E) AUX RELATIONS EXTERIEURES

pour son
INSPECTION REGIONALE de NANCY

Nombreux déplacements dans la région lorraine pour visites entreprises, conseils éditeurs et participants. Activités sociales et commerciales. Formation juridique et connaissance région lorraine et prévisions souhaitées.

Veuillez Indispensable.

Env. C.V. + lettre + photo et prêt. salaire annuel à Mme de LARDELLIE, Direction du Personnel, rue Van-Doyle, 75591 Paris Cedex 12.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN GÉNIE ÉLECTRIQUE

recherche

INGÉNIEURS DE LABORATOIRE

— INFORMATIQUE
— AUTOMATISMES
— ÉLECTRONIQUE
— ÉLECTROTECHNIQUE

Temps plein, temps partiel, vacataire.

Ecrire ou tél. 88104200
55, r. Médecine 75014 Paris.
B.P. 1012. T. (01) 72-30-34.

secrétaires

Recherche
PARIS - LA DÉFENSE

SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE
ANGLAIS
Exp. 4 années minimum.
Tél. 778-27-62 N° IGIER.

formation professionnelle

ACILLO

DÉPARTEMENT ÉTUDES ET FORMATION

Programmes nationaux et internationaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE EN 10 MOIS 1/2 D'ANALYSTE-PROGRAMMEUR.

Sur gros système IBM + garnis. Micros. Formes : Informatique, programmation, développement et recrutement. Cherche travail similaire dans un Service Personnel, Agence ou Support.

Tél. : 729-55-13.

Adresse : 35, rue de Bassano, 75008 Paris.
Métro : Ecole-George-V.

EMPLOIS ET RECRUTEMENT

J.F. Formation Supérieure, aide expérience communication, développement et recrutement. Cherche travail similaire dans un Service Personnel, Agence ou Support.

Entre sous réf. 681, curioux-lum, 28, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATICIEN

45 ANS
18 ans chez constructeur mini-informatique, sér. réf., cherche emploi ou responsable produit.

M. Bertrand Michel,
26, bd du Rd. 95890 Presles.
Tél. : 034-21-24.

Prof. dipl. expér. anglais, russe, ch. poste région lyonnaise.

Tél. 567-19-17 15 h/17 h.

PHYSICIEN ALLEMAND
tri. (fr., anglais cour.), expér. commerce franco-allemand, comm. tech./informatique, recherche emploi en France.

Scr. s/n° 3.858 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Honn. 52 ans, ch. travaux comptabilité déclarations sociales et fiscales.

Libre un jour par semaine.
Tél. : 633-79-25.

EMPLOI DE BUREAU

DACTYLO
TELEX-TEL ou
HOTEL-RECEPTION

Sur Paris
ou région 77 (Meaux).
Tél. : 063-99-14.

J.F. ANALYSTE PROGRAMMEUR 2 ans d'expérience

N.B. 68 COBOL, DM 4, cherche place évolutive région Corp.

Ecrire sous le n° 7 068, 124 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

A VENDRE TALBOT HORIZON SPL 7 ch. 77.000 km. Mod. 80, 1^{er} main, très bon état, coul. noire, jantes larges alu, auto-radio. Prix 20.000 F. Tél. : 434-22-17, avant 13 h.

de 8 à 11 CV.

71.500 F.
R. 18 Turbo, 16v, 84, sigle métal verni, inox, sépia, direct. assiet. gl. teint. et fermet. électr. ord. bord. jantes alu. pneu P8, p. m. 2.200 km. West Dardel, tél. : 509-80-37, dom. (3) 051-23-33.

divers

LANCIA AUTOBIANCHI
PARIS 14^e
EXPOSITIONS
222, Bd Raspail
(1) 320-82-22
70, Av. Jean Moulin
(1) 539-57-33

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAI, part. vd 2 p, sans 33 m², refait neuf, 5^e ét., asc., cuis. américaine équipée, ch. électrique indiv. Prix : 289.000 F.
Tél. pour R.V. de 9 h à 12 h : 966-17-16.

5^e arrdt
NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 2, RUE POLYVAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
3-4-5 p. et DUPLEX
Via. Véhicule à la 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

11^e arrdt
VENUE DE LA RÉPUBLIQUE
GD 2 PIÈCES clair, calme, TOUT CONFORT, état neuf.
Prix : 325.000 F. Usage mixte.
Téléphone : 722-78-85.

12^e arrdt
PR. PLACE DAUMESNIL
dans immeuble en rénovation
STUDIO TOUT CONFORT.
MEZZANINE, POUTRES.
— 2 PIÈCES TOUT CONFORT.
— CARACTÈRE, POUTRES.
— DOUBLE LIVING + CHAMBRE, TT CFT, TERRASSE.
PROPRIÉTAIRE : 634-13-18.

13^e arrdt
13^e arrondissement. Place d'Italie même : récent. Très bel appart. 127 m². Soit : 2 p., 3 p., 4 p., 5 p., 6 p., 7 p., 8 p., 9 p., 10 p., 11 p., 12 p., 13 p., 14 p., 15 p., 16 p., 17 p., 18 p., 19 p., 20 p., 21 p., 22 p., 23 p., 24 p., 25 p., 26 p., 27 p., 28 p., 29 p., 30 p., 31 p., 32 p., 33 p., 34 p., 35 p., 36 p., 37 p., 38 p., 39 p., 40 p., 41 p., 42 p., 43 p., 44 p., 45 p., 46 p., 47 p., 48 p., 49 p., 50 p., 51 p., 52 p., 53 p., 54 p., 55 p., 56 p., 57 p., 58 p., 59 p., 60 p., 61 p., 62 p., 63 p., 64 p., 65 p., 66 p., 67 p., 68 p., 69 p., 70 p., 71 p., 72 p., 73 p., 74 p., 75 p., 76 p., 77 p., 78 p., 79 p., 80 p., 81 p., 82 p., 83 p., 84 p., 85 p., 86 p., 87 p., 88 p., 89 p., 90 p., 91 p., 92 p., 93 p., 94 p., 95 p., 96 p., 97 p., 98 p., 99 p., 100 p., 101 p., 102 p., 103 p., 104 p., 105 p., 106 p., 107 p., 108 p., 109 p., 110 p., 111 p., 112 p., 113 p., 114 p., 115 p., 116 p., 117 p., 118 p., 119 p., 120 p., 121 p., 122 p., 123 p., 124 p., 125 p., 126 p., 127 p., 128 p., 129 p., 130 p., 131 p., 132 p., 133 p., 134 p., 135 p., 136 p., 137 p., 138 p., 139 p., 140 p., 141 p., 142 p., 143 p., 144 p., 145 p., 146 p., 147 p., 148 p., 149 p., 150 p., 151 p., 152 p., 153 p., 154 p., 155 p., 156 p., 157 p., 158 p., 159 p., 160 p., 161 p., 162 p., 163 p., 164 p., 165 p., 166 p., 167 p., 168 p., 169 p., 170 p., 171 p., 172 p., 173 p., 174 p., 175 p., 176 p., 177 p., 178 p., 179 p., 180 p., 181 p., 182 p., 183 p., 184 p., 185 p., 186 p., 187 p., 188 p., 189 p., 190 p., 191 p., 192 p., 193 p., 194 p., 195 p., 196 p., 197 p., 198 p., 199 p., 200 p., 201 p., 202 p., 203 p., 204 p., 205 p., 206 p., 207 p., 208 p., 209 p., 210 p., 211 p., 212 p., 213 p., 214 p., 215 p., 216 p., 217 p., 218 p., 219 p., 220 p., 221 p., 222 p., 223 p., 224 p., 225 p., 226 p., 227 p., 228 p., 229 p., 230 p., 231 p., 232 p., 233 p., 234 p., 235 p., 236 p., 237 p., 238 p., 239 p., 240 p., 241 p., 242 p., 243 p., 244 p., 245 p., 246 p., 247 p., 248 p., 249 p., 250 p., 251 p., 252 p., 253 p., 254 p., 255 p., 256 p., 257 p., 258 p., 259 p., 260 p., 261 p., 262 p., 263 p., 264 p., 265 p., 266 p., 267 p., 268 p., 269 p., 270 p., 271 p., 272 p., 273 p., 274 p., 275 p., 276 p., 277 p., 278 p., 279 p., 280 p., 281 p., 282 p., 283 p., 284 p., 285 p., 286 p., 287 p., 288 p., 289 p., 290 p., 291 p., 292 p., 293 p., 294 p., 295 p., 296 p., 297 p., 298 p., 299 p., 300 p., 301 p., 302 p., 303 p., 304 p., 305 p., 306 p., 307 p., 308 p., 309 p., 310 p., 311 p., 312 p., 313 p., 314 p., 315 p., 316 p., 317 p., 318 p., 319 p., 320 p., 321 p., 322 p., 323 p., 324 p., 325 p., 326 p., 327 p., 328 p., 329 p., 330 p., 331 p., 332 p., 333 p., 334 p., 335 p., 336 p., 337 p., 338 p., 339 p., 340 p., 341 p., 342 p., 343 p., 344 p., 345 p., 346 p., 347 p., 348 p., 349 p., 350 p., 351 p., 352 p., 353 p., 354 p., 355 p., 356 p., 357 p., 358 p., 359 p., 360 p., 361 p., 362 p., 363 p., 364 p., 365 p., 366 p., 367 p., 368 p., 369 p., 370 p., 371 p., 372 p., 373 p., 374 p., 375 p., 376 p., 377 p., 378 p., 379 p., 380 p., 381 p., 382 p., 383 p., 384 p., 385 p., 386 p., 387 p., 388 p., 389 p., 390 p., 391 p., 392 p., 393 p., 394 p., 395 p., 396 p., 397 p., 398 p., 399 p., 400 p., 401 p., 402 p., 403 p., 404 p., 405 p., 406 p., 407 p., 408 p., 409 p., 410 p., 411 p., 412 p., 413 p., 414 p., 415 p., 416 p., 417 p., 418 p., 419 p., 420 p., 421 p., 422 p., 423 p., 424 p., 425 p., 426 p., 427 p., 428 p., 429 p., 430 p., 431 p., 432 p., 433 p., 434 p., 435 p., 436 p., 437 p., 438 p., 439 p., 440 p., 441 p., 442 p., 443 p., 444 p., 445 p., 446 p., 447 p., 448 p., 449 p., 450 p., 451 p., 452 p., 453 p., 454 p., 455 p., 456 p., 457 p., 458 p., 459 p., 460 p., 461 p., 462 p., 463 p., 464 p., 465 p., 466 p., 467 p., 468 p., 469 p., 470 p., 471 p., 472 p., 473 p., 474 p., 475 p., 476 p., 477 p., 478 p., 479 p., 480 p., 481 p., 482 p., 483 p., 484 p., 485 p., 486 p., 487 p., 488 p., 489 p., 490 p., 491 p., 492 p., 493 p., 494 p., 495 p., 496 p., 497 p., 498 p., 499 p., 500 p., 501 p., 502 p., 503 p., 504 p., 505 p., 506 p., 507 p., 508 p., 509 p., 510 p., 511 p., 512 p., 513 p., 514 p., 515 p., 516 p., 517 p., 518 p., 519 p., 520 p., 521 p., 522 p., 523 p., 524 p., 525 p., 526 p., 527 p., 528 p., 529 p., 530 p., 531 p., 532 p., 533 p., 534 p., 535 p., 536 p., 537 p., 538 p., 539 p., 540 p., 541 p., 542 p., 543 p., 544 p., 545 p., 546 p., 547 p., 548 p., 549 p., 550 p., 551 p., 552 p., 553 p., 554 p., 555 p., 556 p., 557 p., 558 p., 559 p., 560 p., 561 p., 562 p., 563 p., 564 p., 565 p., 566 p., 567 p., 568 p., 569 p., 570 p., 571 p., 572 p., 573 p., 574 p., 575 p., 576 p., 577 p., 578 p., 579 p., 580 p., 581 p., 582 p., 583 p., 584 p., 585 p., 586 p., 587 p., 588 p., 589 p., 590 p., 591 p., 592 p., 593 p., 594 p., 595 p., 596 p., 597 p., 598 p., 599 p., 600 p., 601 p., 602 p., 603 p., 604 p., 605 p., 606 p., 607 p., 608 p., 609 p., 610 p., 611 p., 612 p., 613 p., 614 p., 615 p., 616 p., 617 p., 618 p., 619 p., 620 p., 621 p., 622 p., 623 p., 624 p., 625 p., 626 p., 627 p., 628 p., 629 p., 630 p., 631 p., 632 p., 633 p., 634 p., 635 p., 636 p., 637 p., 638 p., 639 p., 640 p., 641 p., 642 p., 643 p., 644 p., 645 p., 646 p., 647 p., 648 p., 649 p., 650 p., 651 p., 652 p., 653 p., 654 p., 655 p., 656 p., 657 p., 658 p., 659 p., 660 p., 661 p., 662 p., 663 p., 664 p., 665 p., 666 p., 667 p., 668 p., 669 p., 670 p., 671 p., 672 p., 673 p., 674 p., 675 p., 676 p., 677 p., 678 p., 679 p., 680 p., 681 p., 682 p., 683 p., 684 p., 685 p., 686 p., 687 p., 688 p., 689 p., 690 p., 691 p., 692 p., 693 p., 694 p., 695 p., 696 p., 697 p., 698 p., 699 p., 700 p., 701 p., 702 p., 703 p., 704 p., 705 p., 706 p., 707 p., 708 p., 709 p., 710 p., 711 p., 712 p., 713 p., 714 p., 715 p., 716 p., 717 p., 718 p., 719 p., 720 p., 721 p., 722 p., 723 p., 724 p., 725 p., 726 p., 727 p., 728 p., 729 p., 730 p., 731 p., 732 p., 733 p., 734 p., 735 p., 736 p., 737 p., 738 p., 739 p., 740 p., 741 p., 742 p., 743 p., 744 p., 745 p., 746 p., 747 p., 748 p., 749 p., 750 p., 751 p., 752 p., 753 p., 754 p., 755 p., 756 p., 757 p., 758 p., 759 p., 760 p., 761 p., 762 p., 763 p., 764 p., 765 p., 766 p., 767 p., 768 p., 769 p., 770 p., 771 p., 772 p., 773 p., 774 p., 775 p., 776 p., 777 p., 778 p., 779 p., 780 p., 781 p., 782 p., 783 p., 784 p., 785 p., 786 p., 787 p., 788 p., 789 p., 790 p., 791 p., 792 p., 793 p., 794 p., 795 p., 796 p., 797 p., 798 p., 799 p., 800 p., 801 p., 802 p., 803 p., 804 p., 805 p., 806 p., 807 p., 808 p., 809 p., 810 p., 811 p., 812 p., 813 p., 814 p., 815 p., 816 p., 817 p., 818 p., 819 p., 820 p., 821 p., 822 p., 823 p., 824 p., 825 p., 826 p., 827 p., 828 p., 829 p., 830 p., 831 p., 832 p., 833 p., 834 p., 835 p., 836 p., 837 p., 838 p., 839 p., 840 p., 841 p., 842 p., 843 p., 844 p., 845 p., 846 p., 847 p., 848 p., 849 p., 850 p., 851 p., 852 p., 853 p., 854 p., 855 p., 856 p., 857 p., 858 p., 859 p., 860 p., 861 p., 862 p., 863 p., 864 p., 865 p., 866 p., 867 p., 868 p., 869 p., 870 p., 871 p., 872 p., 873 p., 874 p., 875 p., 876 p., 877 p., 878 p., 879 p., 880 p., 881 p., 882 p., 883 p., 884 p., 885 p., 886 p., 887 p., 888 p., 889 p., 890 p., 891 p., 892 p., 893 p., 894 p., 895 p., 896 p., 897 p., 898 p., 899 p., 900 p., 901 p., 902 p., 903 p., 904 p., 905 p., 906 p., 907 p., 908 p., 909 p., 910 p., 911 p., 912 p., 913 p., 914 p., 915 p., 916 p., 917 p., 918 p., 919 p., 920 p., 921 p., 922 p., 923 p., 924 p., 925 p., 926 p., 927 p., 928 p., 929 p., 930 p., 931 p., 932 p., 933 p., 934 p., 935 p., 936 p., 937 p., 938 p., 939 p., 940 p., 941 p., 942 p., 943 p., 944 p., 945 p., 946 p., 947 p., 948 p., 949 p., 950 p., 951 p., 952 p., 953 p., 954 p., 955 p., 956 p., 957 p., 958 p., 959 p., 960 p., 961 p., 962 p., 963 p., 964 p., 965 p., 966 p., 967 p., 968 p., 969 p., 970 p., 971 p., 972 p., 973 p., 974 p., 975 p., 976 p., 977 p., 978 p., 979 p., 980 p., 981 p., 982 p., 983 p., 984 p., 985 p., 986 p., 987 p., 988 p., 989 p., 990 p., 991 p., 992 p., 993 p., 994 p., 995 p., 996 p., 997 p., 998 p., 999 p., 1000 p.

15^e arrdt
CAMBONNE
LOFTS ET ATELIERS
DIFFÉRENTES SURFACES
AVEC OU SANS TRAVAIL.
GARNI : 667-22-85.

16^e arrdt
IMM. NEUF CALME SOLEIL.
Rte GD 3 P. CUIS. ÉQUIPÉE.
DUPLEX 109 m². Prof. Bde.
1.250.000 F charges et droits réduits. Int. goût moderne.
16, r. JUVENET - 504-91-47.

17^e arrdt
Imm. récent, stand. 6^e ét., asc. beau 2 p., sol. 44 m², s. de bns. w.c., cuis. Bon état. Tél. av. 11 h ou soir 504-02-52.

18^e arrdt
RUE GUERANT Imm. récent, stand. 6^e ét., asc. beau 2 p., sol. 44 m², s. de bns. w.c., cuis. Bon état. Tél. av. 11 h ou soir 504-02-52.

19^e arrdt
Résidence « MAIRE du 19^e »
53, RUE DU SIMPLON

IMMEUBLE NEUF DE STAND.
Prête Conventuellement posséd. STUDIO à partir de 354.100 F. 2 Pces à partir de 385.800 F. 3 Pces à partir de 617.000 F. Bureau de vente ouvert : mercredi, mercredi, vendredi, samedi de 14 à 18 heures. Téléphone : (1) 286-44-98 ou CECODI : (1) 576-62-78.

ATELIER LOFT
2 niveaux, acote utilitaires légers, calme, clair. Direct propriétaire. S/pl. jeudi, vendredi 12 heures à 14 heures. 6, rue Coustou ou 329-88-85.

terrains

25 KM PARIS-OUEST
BEAU BOIS 8 ha constructible, 2 maisons, 200 m² situation unique. Scr. EUDICO, référence 3080/16.

chasse-pêche
A VENDRE
Bungalow pêche. Bois traité marine, meublé, ponton neuf, tonnelle (terrasse, arrosage, pèche à l'année) à Beaulieu, 10 km après Provins, 2 km avant Nogent-le-Roi. Prix : 20.000 F. Tél. : 419-58-70, après 20 h.

immeubles
COTE D'AZUR VAROISE
10 KM BORD DE MER DE MEURE DE CARACTÈRE DANS SITE EXCEPTIONNEL. Vue imprenable sur mer et collines. 600 m², cheminée F. de S, salle à manger, cuisine, cellier, salle de bain, 2 chambres, porteur, pièce appoint, bel escalier bois d'olivier, terrasse ensoleillée, barbecue, exceptionnel 885.000 F. Tél. J. Vandenhove (04) 90-65-11. Tous les jours et (94) 90-65-11. Après 20 h (94) 90-65-11.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et tous services, 385-17-50.

locaux commerciaux
Ventes
ATELIER LOFT
2 niveaux, acote utilitaires légers - calme, clair - Direct propriétaire. S/pl. jeudi, vendredi 12 h à 14 h, 6, rue Coustou ou 329-88-85.

fonds de commerce
Ventes
INVESTISSEUR
Pépinière vd 250.000 F murs café restaurant avec logem. Revenu net 42.000 F. Posséd. Intermédiaire 296-12-08.

boutiques
Ventes
PARIS LIBRAIRIE GALERIE
pied-pied, 35 m², mezz., et s/pl aménagé pour expo, en façade vitrine, beaucoup de caractères, affaire en expansion pour personne initiée au locat. Px 300.000 F. T. 307-45-63.

viagers
F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE - 8^e
Px rmt indécoupables garantis. Etude gratuite discontinue.

domaines
Achat PROPRIÉTÉ de CHASSE SOLOGNE ou Région limitrophe. Scr. n° 202.307 à ORL

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

culture

FESTIVALS

LA MOSTRA DE VENISE

Les tambours de Calanda

Mercredi après-midi, alors que commençait à se déchaîner une tempête de vent, le Lido retentissait de part en part des battements répétés du tambour à réveiller les plus morts d'entre les morts. Et puis, soudain, devant le palais du cinéma, le doute n'était plus permis : les tambours de Calanda avaient débarqué à Venise et avec eux Luis Buñuel natif de la petite ville de Calanda à laquelle son fils Juan consacra il y a une quinzaine d'années un court métrage... assourdissant. A la fin de la Semaine sainte, pendant trois jours les tambours ne cessent pas de battre et de battre, les mains ensanglantées continuent inlassablement la féroce rappel à l'ordre.

On ne sait trop à qui attribuer cette idée géniale, à Gian-Luigi Rondi, directeur de la Mostra, à Eduardo Bruno, qui a « coordonné », comme on dit en jargon technique, la rétrospective Buñuel et publié pour l'occasion un livre remarquable en italien et en espagnol sur Don Luis (1). La totalité de l'œuvre de Luis Buñuel, soit trente-deux films, fut montrée avec des copies retirées pour la circonstance, comme le rarisissime *Robinson Crusoe* dans sa version originale anglaise.

Plus qu'aucun autre grand cinéaste, Luis Buñuel ne saurait être séparé de ses origines, espagnoles, et les collaborateurs, en majorité espagnols, de la publication de la Mostra s'y sont attelés. Les films n'existent plus dans le vide mais se rattachent à l'expérience de toute une vie, des clés nous sont offertes qui ouvrent un peu le mystère des œuvres, même les plus modestes. Buñuel avoue qu'il aurait volontiers choisi le

métier d'écrivain si les circonstances l'avaient permis.

Les tambours de Calanda retentissent encore que surgissent sur l'écran de la salle Voip les images et les sons du dernier film de Jorge Sanjines, le cinéaste bolivien, *Las Banderas de amanecer* (les Drapeaux de l'aube). Après Glauber Rocha au Brésil et Fernando Solanas en Argentine, Jorge Sanjines et son groupe Ukamau ont été dans les années 60 et 70 les principaux porte-parole d'un cinéma authentiquement latino-américain. Le thème politique, la volonté démonstrative, ont chez lui la prééminence sur tout autre considération. Sanjines, cette fois, décrit cinq ans de l'histoire de la Bolivie depuis 1979 quand un coup d'Etat militaire mit fin à une fois de plus la démocratie bourgeoise jusqu'au retour de cette même démocratie. Le film s'achève en janvier 1984, la lutte s'axe sur d'autres objectifs. On a l'impression d'assister à une sorte de patchwork politique de mise bout à bout d'éléments disparates reliés par des slogans. On attend autre chose de Jorge Sanjines.

Los Chicos de la guerra (Les Enfants de la guerre) de Bebe Kamin, Argentine, a impressionné ceux qui ont réussi à suivre la séance spéciale qui lui était réservée, tous les jours dans la petite salle Voip. Trois jeunes gens de la bonne bourgeoisie s'embarquent immédiatement au sortir du lycée dans la guerre des Malouines. Ce sera la déconquête, l'affirmation de l'impotence du régime. De retour de la guerre, un des jeunes tire à coups de revolver sur l'appartement familial et toutes les valeurs hautes qu'il symbolise. Un

hommage spécial sera rendu en novembre prochain lors du Festival du Rio de Janeiro au cinéma argentin, qui se voit peut-être donner aujourd'hui pour la première fois de son histoire sa véritable chance.

Le Portugal était présent en compétition et hors compétition par deux œuvres éblouissantes : le documentaire *A Ilha de Moraes* (l'Île de Moraes), de Paulo Rocha qui documente au meilleur sens le tournage de son très long métrage sur son compatriote Moraes, remarqué à Cannes il y a deux ans, *Ille des drapeaux*. Et en compétition *Ninguém desce as escadas* (Personne ne descend les escaliers), de Jorge Silva Melo, ancien assistant de Paulo Rocha, qui lit d'ailleurs des textes de Moraes dans le premier film. Le documentaire est étonnamment à cause de Paulo Rocha, de sa façon de se projeter sur l'écran, de son fait le chanteur. Travail de bénédictin un peu sarcastique, plein à la gloire d'un écrivain « décadent et esthète » comme il est dit au cours des échanges dialogues du film.

Conquérants de l'absolu

Ninguém desce as escadas accentue notre malaise, nous apparaît aussi énigmatique qu'un bison. Des intellectuels portugais vivent la fin des espérances politiques, parlent de l'art en termes sublimes, cependant que tout autour d'eux deux étrangers, un peintre allemand et son amie, également peintre mais invisible, jouent à cache-cache et sont les protagonistes d'un drame intime dont les règles nous échappent. Assistant de Peter Stein à la Schaubühne de Berlin en 1979-1980, Jorge Silva Melo parle à quelques amis d'une expérience tout intérieure avec un goût parfait, mais sans une seconde d'humanité, ni le sensible contact avec la vie qu'un étranger comme Alain Tanner avait su si bien communiquer dans *La Ville blanche*, également tourné à Lisbonne.

L'artiste lutte contre le monde, il n'a d'autre patrie que son rêve d'absolu. Cet artiste, qui l'a mieux affirmé que le Portugal, patrie des grands aventuriers et des explorateurs, des conquérants de l'univers ? Grand, la tête enfouie

dans les épaules, Paulo Rocha nous parle un moment de son homonyme brésilien Glauber Rocha, pour lui un grand cinéaste portugais à qui les circonstances n'ont jamais accordé la paix maternelle et morale dont il avait besoin pour être peut-être le Claude du cinéma. Et c'est de Claude dont il est question à propos du tournage de *Soulier de satin* par Manoel de Oliveira, parlé en français mais entièrement tourné au Portugal.

Si Amour rue de Lappe, de Denis Gheorghiade - la plongée au cœur d'un monde clos et chaleureux, la section « Venezia genti » qui le présentait connaît un extraordinaire succès et devrait à l'avenir occuper une place encore plus grande à Venise, la sélection officielle soviétique *Berg (la Riv)*, de tandem Alov-Naumov, reste pour le moins une curiosité. Un écrivain soviétique en visite à Hambourg à l'occasion d'un échange culturel retrouve sa matrice allemande connue au lendemain immédiat de la guerre dans la zone d'occupation de l'armée rouge.

Les auteurs adaptent un roman de Louis Bondarev. Ils en tirent un plaidoyer contre la guerre et la menace de destruction atomique clairement citée vers la République fédérale allemande, avec qui le film a été coproduit. Dans le style pompier et académique il est difficile d'aller plus loin. Et pourtant, vu sous l'angle officiel, *la Riv* représente un geste vis-à-vis de l'Allemagne, exprime une angoisse qui semble sincère. Le récit se voit déconstruit, se déroule sur trois époques entremêlées : l'avant-guerre, brièvement l'enfance du héros ; la guerre et la libération ; aujourd'hui et l'angoisse atomique. Un ouvrage à examiner à la loupe.

A la veille des prix et avec un jury qui s'offre des poèmes comme Rafael Alberti et Evgenienko, les paris restent ouverts. La France semble bien placée pour recueillir quelques récompenses majeures, surtout Alain Resnais et Otar Iosseliani.

LOUIS MARCORELLES.

(1) Luis Buñuel, Editions la Biennale de Venise, 24 000 francs.

Espèces de « tukuma »

Il existe, apprend-on à la Mostra, un terme groenlandais intraduisible : *tukuma*. Il désigne les individus « qui font trembler les choses » à la fois en cherchant midi à quatorze heures quand l'évidence devrait leur crever les yeux.

Entre les grands noms de la sélection vénitienne il faut bien dire que se sont glissés quelques *tukuma*. La Danse de la Femme (Finlandaise) qui nous fait découvrir une linguistique qui lui sert de titre) embarque son héros sur les traces d'un frère mort au Groenland. Choc des civilisations, appel de la nature, le visiteur ne sait pas où donner de la tête, la cinéaste non plus. S'il ne rate pas les paysages (ce serait quand même difficile) ni les déplacements en train, il cogne sa caméra partout dans les scènes d'intérieur. Il a dû vouloir expliquer que le Groenland est une terre de l'ombre mais il échoue à filmer l'imbroglio.

Le sujet de la Guerre d'Angleterre (Eija-Elina Barholm, Finlande) est aussi un imbroglio sur fond d'alliance finno-groenlandaise contre les Russes pendant la deuxième guerre mondiale. Une Finlandaise, très attachée à son petit frère, a des autres hommes dans sa vie dont l'un est l'ex-mari de sa tante, infirmière en Laplande. Habitant à Helsinki et pro-

priétaire d'une ferme, elle tombe sous le charme d'un capitaine allemand amnésique. Il y a beaucoup de dialogues existentiels mais peu d'équilibre entre l'évolution dramatique et le poids d'informations à donner.

Citons encore la Hongroise Andras Jelez, auteur, en 1978, d'un *Peut-Valentino* très remarqué. Dans son nouveau film, *l'Ammonition*, Adam et Eve ont, grâce à Lucifer, la vision de ce qui sera l'humanité. Adam passe ainsi de la Grèce antique à la Révolution française avant de connaître les méfaits du capitalisme à Londres. Tous les interprètes de ce théâtre des nations ont entre huit et douze ans et déclament avec ferveur des textes symboliques dans des situations allégoriques.

Les Groenlandais sont narquois quand ils traitent quelque un de *tukuma* mais il s'agit plus d'un reproche indulgent que d'une injure rétributive. Il est certain que nous apprenons beaucoup de choses dans le film danés. La cinéaste finlandaise, de son côté, a une énergie intéressante, une manière bien à elle de forcer dans les décors. Enfin, Andras Jelez, pour être abscons n'en a pas moins magistralement dirigé ses adorables petits comédiens.

CLAIRE DEVARIEUX.

PATRIMOINE

Sept cents spécialistes de la restauration sont réunis à Paris

Le congrès annuel de l'Institut international de conservation des œuvres d'art (I.I.C.), qui pour la première fois depuis sa création, il y a dix ans, a lieu à Paris, a été inauguré au Palais des congrès, le 5 septembre, en présence de ministre de la culture, M. Jack Lang.

Aux sept cents spécialistes, chercheurs et historiens de l'art de tous les domaines de la restauration et de la conservation du patrimoine culturel (peinture, vitrail, textile, bois, peinture, objets archéologiques, etc.), il est venu des divers pays d'Europe, des États-Unis, du Japon, et même pour ces journées autour du thème « *adulthood and conservation* », le plaisir à mener des mesures attentives être prises en France en vue de faire face à l'augmentation d'œuvres qu'il faut restaurer et à la restauration d'œuvres endommagées par la pollution, doit se poursuivre, il est indispensable de mettre au point des techniques de traitement de masse, notamment dans le domaine du livre. A cet effet, est prévue l'installation prochaine à la Bibliothèque nationale d'une

station de désacidification de masses pour traiter les imprimés.

Le ministre de la culture doit d'autre part, continuer son effort en favorisant la création de postes de techniciens et de chercheurs, et la modernisation des équipements de laboratoire (le laboratoire de Louvre devrait être doté d'un deux ans d'un accélérateur de particules). L'annuaire recherche de la culture, qui, de 1981 à 1984, est passée de 72 millions de francs à 148 millions de francs, en 1985, sera portée à 155 millions de francs ; le musée d'histoire de l'art devrait passer de 550 à 615.

(1) I.I.C. fondé en 1948, le siège de l'Institut est à Londres, et présidé par M. Gerry Thompson, conservateur du laboratoire de la National Gallery.

La section française (79, rue de Paris, 75420 Champs-sur-Marne), est présidée par M^{me} Françoise Fliedler, directrice du CNRS, directeur de recherche au Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques.

A DEAUVILLE

« HOTEL NEW HAMPSHIRE », de Tony Richardson

Famille, je vous aime

Les enfants de Win et Mary Berry - ils sont cinq, Frank, Fanny, John, Lily, Egg - écoutent avec humour et passion les souvenirs, souvent racontés, de la rencontre de leurs parents, avant la guerre, en Nouvelle-Angleterre, à l'hôtel New Hampshire, où ils travaillaient comme serveurs. Vérité, sans doute, mais teintée de légende. Un ami viennois, nommé Freud, trimballant un ours brun sur une moto, vient semer le pagaille. Le passé renaît, en petites scènes caricaturales. Après tout, il suffit d'y croire. Avec les Berry, l'improbable se réalise toujours. Les enfants ont hérité de cette disposition d'esprit ; elle va guider leur vie, leurs actes.

La célébrité du romancier John Irving a tanté le cinéma américain. Les best-sellers littéraires sont destinés à devenir des films. Plus heureux que George Roy Hill avec *le Monde selon Garp* (1982), Tony Richardson, cinéaste anglais de la génération des « jeunes hommes en colère », nouvelle vague britannique à la fin des années 50, a saisi l'essence, l'esprit caustique, ravageur et nostalgique de *Hôtel New Hampshire*.

est une des surprises de Deauville. La mise en scène flâne, s'accroche, réduit sa vitesse, repart, bouscule les conventions, fait de la réalité un kaléidoscope aux multiples combinaisons. Les acteurs sont entraînés, d'emblée, dans la conception de Richardson. Beau Bridges, le chef de famille, fait croire qu'il vaut mieux avoir la tête dans les nuages que les pieds sur terre, même quand le malheur vous tombe dessus. Du coup, cela renvoie aux vieilles lunes, les stéréotypes de la jeunesse.

John (Rob Lowe) est amoureux de sa sœur Franny (Jodie Foster, toujours épanouie dans une adolescence pulpeuse), qui, victime d'un viol collectif, ne donnera plus tard à lui, Frank (Paul McCrane) résiste aux brimades que lui vaut son homosexualité. Lily (Seth Green) ne peut pas grandir, même si elle a la maturité d'une femme, et choisit son destin. Appelés par Freud (le truculent Wallace Shawn), les Berry échouent dans l'hôtel d'un bon quartier de Vienne, peuplé de prostituées et d'anarchistes qui veulent faire sauter l'Opéra. Là, ils rencontrent Susie (Nastassia Kinski, belle, sensible, sans son image de star), qui a habité en cours parage d'elle se croit laide (c'est à Paul d'âne à inverser).

Cet hôtel est un mythe, un rêve ou une famille d'effort de recréer en Amérique puis à Vienne. Cette famille, Richardson l'aime énormément, mais pas à la manière de ces films américains d'aujourd'hui attachés à rétablir une morale de l'ordre, de l'union et des vertus défendues par Ronald Reagan. Lui, Richardson, aime les Berry pour leur désordre, leur goût de liberté et d'indépendance, leur faculté de préserver un lien plus fort que les épreuves, les déceptions, la mort même, et qui n'a rien à voir avec l'établissement social.

Richardson maintient, sur un fil d'équilibriste, les situations les plus étranges et les plus incongrues et nous dit que les vrais héros sont ceux qui ont le courage de se détacher des normes. Cela correspond, d'ailleurs, à son anticonformisme et, au terme d'une invitation où chacun, chacune, s'est défilé de ses harnais, la famille se retrouve, animaux et amis compris, sur la pelouse de l'hôtel New Hampshire, au pays du rêve.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

EDOUARD VII SACHA GUITRY
COURS D'ART DRAMATIQUE
PIERRE REYNAL
Mardi, mercredi, jeudi, vendredi : 10h à 13h ; samedi : 17h à 19h
REOUVERTURE MARDI 11 SEPTEMBRE
RENSEIGNEMENTS : THEATRE EDOUARD VII
10, PLACE EDOUARD VII 75005 PARIS TEL : 742.35.71

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-66

Vente sur lic. Pal. Just. Nanterre (92), 179-191, av. Joliot-Curie, en un lot 26 sept. à 14 h :
APPART. et CAVE à PARIS (15^e)
34, rue de Vouillé - 2^e étage - M. à P. 200.000 F
Rens. M^{re} J.-N. BEAULIEU Avocat, tél. 708-30-30 - 5, rue Hervet à Reuil-Malmaison (92500)
M^{re} RUBINSTEIN-CARRERA, avocat, tél. 725-21-30, 2, bd de Seine à Nanterre (92), greffe TGI Nanterre. Fr. vis. s'adr. à M^{re} Beaulieu.

Vente Palais Justice Bobigny, Mardi 25 septembre 1984 à 13 h 30
PAVILLON au BLANC-MESNIL (93) Roger-Salengro
Gros et vide sanitaire, s. de 200 p. 200, s. de 100 p. cuis.
M. à P. 100.000 F s'adr. M^{re} BOISSEL
Avocat Paris, 14, rue Sainte-Anne. Tél. 261-01-09

Vente s. sur lic. Pal. Just. Bobigny (93), 18 sept. 1984 à 13 h 30
PROPRIÉTÉ à SAINT-OUEN (93) - M. à P. : 551 100 F
6 x 37 m - 6, PLACE DU CAPITAINE GLARBER
S'adr. M^{re} W. DRIGUEZ, AVOCAT 4, rue Saint-Philippe-de-Roule à Paris (91) - Tél. 225-15-28
M^{re} CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet, Paris (8^e) - Tél. 742-51-15
M^{re} BORDONAT, avocat, 64, rue d'Amsterdam, Paris (9^e) - Tél. 874-17-24

VENTE Palais à Evry, mardi 25 septembre 1984, à 14 heures
APPART. F3 CHILLY-MAZARIN (91) - M. à P. : 200 000 F
41, Domaine du Château - S'adr. à Evry (91), 3, rue du Village - Annonci. Tél. : 077-96-10
SEP ELIOL-GRIMAL-MONVELLON-ROUZIES Sur place pour visiter

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à NANTERRE le MERCREDI 19 SEPTEMBRE 1984, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à GARCHES (92)
3, avenue de la Dédoyère
comp. : VILLA sur sous-sol, cave, chauffage ; rez-de-chaussée : 4 p., cuis., w.-c. ; 1^{er} étage : 4 chambres, 2 salles de bains ; jardin, dépendances. Cont. tot. : 471 m².
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELE-COUSSAU, avocats associés à Paris (1^{er}), 29, rue des Pyramides, tél. 260-46-79 ; tous avocats près Trib. grande instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde	51,00	62,48
Le Monde	15,00	17,28
Le Monde	39,00	46,25
Le Monde	39,00	46,25
Le Monde	39,00	46,25

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

de 8 à 11 CV

divers

LANCIA AUTOBIANCHI PARIS 14^e EXPOSITIONS

222, Bd Raspail

(1) 320-82-22

70, Av. Jean Moulin

(1) 539-57-33

Le Monde

cadres

OFFRES D'EMPLOI

QUE MERCREDI

LE PANORAMA

PLOIS CADRES

Emplois Cadres

Offres d'emplois

la semaine

une sélection

indispensable

entreprises

qui les

journaux : 6 F

numéro :

de la vente au numéro

COMMUNICATION

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Jean Lanzi et Anne Sinclair à « 7 sur 7 »

Pas facile de succéder au trio Jean-Louis Barga, Frédéric Boulay, Erik Gilbert, partis sur la pointe du pied en juillet pour s'occuper de l'information à Canal Plus. Le magazine « 7 sur 7 » était une des émissions pilotes de TF1 : bonne formule, bonne écoute, « de l'ordre de 20% », dit Jean Lanzi qui en a repris la responsabilité et qui le présentera à partir du dimanche 9 septembre en alternance avec la fouguese Anne Sinclair.

Pas de bouleversement, des aménagements plutôt. Avisé - ou prudent - Jean Lanzi ne veut pas risquer de compromettre une émission qui « marchait bien ». Il garde donc la ligne générale, le principe d'un invité qui commente le résumé du journal de la semaine (réalisé à tour de rôle par Ghislaine Laurent et Bernard Laine), les reportages. Mais il entend donner plus de place, plus d'espace à l'invité, « dont le temps de parole était un peu serré ». C'est pourquoi il a choisi de réduire les présentateurs à un. Il a également décidé de supprimer la séquence sur « La télévision des autres », idée qu'il juge intéressante mais « un peu essouffée ». Il la rem-

place par la rubrique « Coup de cœur », qui est une sorte de carte blanche à l'invité, un reportage choisi en fonction de celui-ci, éventuellement sur sa proposition. Le coup de cœur de Jean-Yves Cousteau, premier invité de la nouvelle équipe « 7 sur 7 », sera le « bateau à vent », navire à propulsion éolienne, qui doit permettre des économies de fuel.

Anne Sinclair, « très chagrinée » par le changement de rythme de son émission mensuelle - on ne retrouvera « Edition spéciale » qu'un mois sur deux - avait un trop plein d'énergie à dépenser et de travail à fournir. Elle a accepté avec enthousiasme de partager la responsabilité du magazine avec Jean Lanzi. En même temps qu'elle prépare sa prochaine « Edition spéciale » sur la liberté de la presse (avec Françoise Giroud entre autres invités), elle planche sur un « 7 sur 7 » avec François Léonard et un « Coup de cœur » autour des droits de l'homme.

La bataille sera dure le dimanche 19 heures. Ça gigote en effet sur le réseau. Canal Plus retransmettra en clair (décodeur) « Le club de la presse » d'Europe 1, Antenne 2 change sa programmation et diffusera à la place de « Stade 2 » un feuilleton.

CATHERINE HUMBLLOT.

Clu d'œil

AUX CONSUMMATEURS

Prenez un pommier. Retirez ses fruits. Remplacez-les par les symboles d'un lieu de camping, d'un restaurant, d'un hôtel, d'une bouche, d'une vente au bord des routes, d'un répertoire à domicile ou de bien d'autres situations. Ajoutez-y, pendant une minute trente au maximum, un texte bien assaisonné d'humour dit par Pipi et illustré par le crayon de Plum. Vous obtenez, prêts pour votre heure de déjeuner, une séquence succulente qui vous permettra de goûter au plaisir de « Consommer sans pépins ». La recette a fait ses preuves, car été, sur TF 1.

C'était une gageure, pourtant, d'offrir en deux minutes (présentation et générique compris) une émission qui à la fois divertisse et prenne la défense de la consommation et du consommateur (vingt spots au total, du 23 juillet au 31 août, dont dix diffusés deux fois). Surtout une minute trente au maximum, un texte bien assaisonné d'humour dit par Pipi et illustré par le crayon de Plum. Vous obtenez, prêts pour votre heure de déjeuner, une séquence succulente qui vous permettra de goûter au plaisir de « Consommer sans pépins ». La recette a fait ses preuves, car été, sur TF 1.

Défendre le consommateur, c'est parler de sujets liés à des textes, à une législation. Rebutant au départ, à contre-courant de la publicité classique, il fallait à la fois gagner l'intérêt du téléspectateur, l'« accrocher » et l'informer, en un langage clair et concis, de ses droits, de ses propres responsabilités... sans pour autant attaquer ceux qui lui vendent leurs services ou leurs produits.

Autre défi : faire découvrir une nouvelle image de ce que peut être une communication officielle. Si on optait pour le clin d'œil, on devait aussi passer obligatoirement par le respect des thèmes proposés par le secrétariat d'Etat chargé de la consommation. Défi relevé, grâce au talent et à la volonté d'une équipe restreinte mais travaillant dans la cohésion.

Mme Catherine Lemaire a su lui faire confiance et n'a pas eu peur de voir son message transmis d'une manière pour le moins peu orthodoxe. Un premier pas qui mériterait d'avoir des prolongements ailleurs.

ANITA RIED.

A VOIR

SUR FR 3

Son pesant d'or

Comment s'y prendre ? Vous avez quelque 8 millions de nouveaux francs en liquide dans la poche droite, quelques kilos d'or fin à gauche. Vous avez le cœur lourd. La situation politique et surtout économique semble des plus incertaines. Que faire pour sauver votre précieuse cassette, vos billets sans facture, pour le passer de l'enfer où vous êtes au paradis suisse ?

Pour le compte du magazine « Vendredi » de FR 3, Jean-Charles Deniau et Antoine Léonard-Maestri ont suivi des passeurs professionnels, qui font plusieurs voyages par semaine en Suisse pour le compte de grosses organisations. Celles-ci s'appellent « filières de compensation ». Elles se chargent, moyennant bien sûr un pourcentage (variable selon la somme transportée), de créditer les comptes en Suisse. Parallèlement, nos deux reporters ont enquêté auprès des inspecteurs de la Direction nationale des enquêtes douanières (DNED).

D'un côté comme de l'autre, on ne dit pas tout, on garde ses secrets, on négocie avec ses indicateurs, on est implacable sur certains points, plus souples sur d'autres. Filiales, pour-suites, planques, ingénieuses dans le coffre d'une voiture à double fond, témoignages de passeurs à visage masqué, interrogatoires courts et doux, « Milliards en cavale » se regarde comme un polar à la condition de le prendre tout au début et de le suivre consciencieusement jusqu'à la fin. C'est parfois assez difficile à comprendre (le mécanisme est complexe), mais ce document vaut son pesant d'or.

MARC GIANNESINI.

★ Magazine « Vendredi », le 7 septembre, sur FR 3, à 20 h 35.

Le projet d'hebdo de J.-F. Kahn profite de la « mensualisation » des « Nouvelles »

M. Jean-François Kahn qui poursuit activement la transformation de cet hebdo en mensuel (le Monde du 28 août). Le repli des Nouvelles après l'échec de la tentative de M. Jean-Pierre Ramsey, est doublement bénéfique a priori pour Jean-François Kahn : d'abord, il supprime un concurrent sur le front déjà bien garni des hebdo, même si l'« Emission du jeudi » ne se propose pas d'avoir uniquement « un bon gauchiste » ; d'autre part, parce que le rachat du potentiel technique des Nouvelles (atelier de composition, service de correcteurs, etc.) par M. Kahn s'est produit, opportunément, à l'époque précise où celui-ci devait se préoccuper du problème de fabrication de son nouvel hebdo. Le recrutement de quarante techniciens expérimentés des Nouvelles ajoute à cette « bonne affaire »...

C.D.

Le tribunal condamne « France-Soir » à payer sa dette de papier.

Le tribunal de commerce de Paris, statuant en référé, ordonne, mercredi 29 août, le règlement d'une partie de la dette de la société Presse Alliance, editrice de France-Soir, à l'égard de la Société professionnelle des papiers de presse (SPP) et de la Coopérative des journaux et publications (CJP) (le Monde du 28 juillet). France-Soir a en effet arrêté ses paiements de papier depuis le mois de mars 1984 et s'est trouvé débiteur, à la fin juin,

de 28 millions de francs auprès de la SPP et de 12 millions de francs auprès de la CJP.

Le tribunal a toutefois estimé que la dette, à l'ouverture de la procédure, était seulement de 17,5 millions de francs à la SPP et de 5,5 millions de francs à la CJP, et a condamné la société Presse Alliance au règlement, en huit versements sur onze mois, à partir de fin novembre. Il n'a pas voulu rendre solidaire, contrairement à ce que demandaient les plaignants, la SPPRESSE, le Figaro et l'imprimerie SIRLO, autres sociétés du groupe de M. Robert Hersant.

« Depuis le mois de juillet, le papier n'est plus livré à France-Soir que contre remise de traites à quatre-vingt-dix jours acceptées et analysées par des tiers. Elles ne sont pas parvenues aux destinataires. La SPP a donc décidé de ne livrer le papier, à partir du 1^{er} septembre, que contre remise de chèques. »

La partie de bras de fer continue. La décision du tribunal de Paris prend l'allure d'une victoire provisoire pour M. Hersant, dans la mesure où il obtient des délais importants pour une dette qu'il ne conteste pas, après avoir multilatéralement rompu le contrat commercial qui lie France-Soir à la SPP, union de coopératives d'éditeurs. Que deviendrait celle-ci si l'ensemble des journaux qui bénéficient de cette organisation la considéraient à leur tour comme un banquier ?

Y. A.

Jeudi 6 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Nana Mouskouri. De M. et G. Carpentier. Des extraits du répertoire du théâtre antique de l'Acropole d'Athènes. Le retour de Nana sur la scène le 23 juillet dernier.

21 h 35 Magazine de l'information : Infovision. Sous ce titre se cachent les anciens « Mardi de l'information », le magazine de la rédaction de TF 1. Au sommaire de ce premier numéro : défilage en mer Rouge ; les élections en Afrique du Sud ; les nouveaux pauvres ; le Chili de Pinochet ; Taiwan : vie et mort des super-héros ; etc.

22 h 50 Journal.

23 h 5 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

SORÉE AMÉRICAINE.

20 h 35 Club des télévisions du monde (CSB) : Calamity Jane. Téléfilm de J. Goldstone. Avec J. Alexander, F. Forrest, D. Hemmings. En 1870, Martha Jane Canary, surnommée « Calamity Jane », rencontre Wild Bill Hickock. De leur liaison naît une fille, mais il refuse d'épouser Martha. Déchiré entre son amour pour sa fille et son respect à l'égard de son père, elle la laisse adopter par un couple d'aristocrates. Les années passent et Hickock est tué au cours d'une partie de poker. Un western.

22 h 15 Téléfilm : L'aviation qui tomba du ciel. Réal. H. et P. R. Fize. Avec Bill Kurtis. Le 4 avril 1979, le vol 841 de la TWA, un Boeing-727, avec quatre-vingt-neuf passagers à bord, chute en mer, elle la laisse adopter par un couple d'aristocrates. Les années passent et Hickock est tué au cours d'une partie de poker. Un western.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : Un cochon s'en va-t'en guerre. D'après D. Dhan, réal. E. Itzenplitz. Avec W. Moser, H. Bergmann, P. Brombacher. Pris de Roppenheim, en Alsace, des soldats français et allemands ont pris position des deux côtés du Rhin. Hormis des tirs sporadiques, il ne se passe rien sur le front. Les Allemands chassent la sanglier, les Français la truie. Echange de prisonniers. Mais l'interdiction de tirer, du côté allemand, est levée ; la guerre reprend.

22 h 5 Journal.

22 h 20 Document : Le temps du houblon. De J.-M. Chotteau, réal. B. Clarys. L'ombre des champs de houblon sont réunis conteurs, chanteurs, musiciens. Avec Ronny Coutteure, Jules Beaucaire, des groupes de danseurs de Steenwerck.

23 h 20 Prélude à la nuit. Capriccio espagnol, de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, dir. M. Soustrot.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveaux répertoires dramatiques : Pâtes, d'Odile Ehrhart, avec B. Daum, A. Dussolier, M. Rayet.

22 h 30 Nuits magiques : made in Luxembourg ; Hexagone New Wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival de Salzbourg, donné le 24 août 1984 au Mozarteum) : Quatuor à cordes n° 15 K 421, de Mozart ; Quatuor à cordes n° 3, de Bartok ; Quatuor à cordes n° 13 D 804, de Schubert, par le Quatuor Alban Berg.

22 h Les soirées de France-Musique : petite anthologie schubertienne.

Vendredi 7 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.

11 h 50 Quarante ans déjà.

12 h Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de M. Olivier. Escapade de thon.

12 h 30 Cocktail maison.

13 h Journal.

13 h 30 Série : La petite maison dans la prairie.

14 h 40 Parcours avec Alain Lombard. De B. Carreau. Un portrait d'Alain Lombard réalisé lorsqu'il était directeur de la musique à l'Opéra de Paris.

16 h 30 Croque-vampires. Dessins animés, variétés, bricolage, feuilleton (Poly en Tunisie).

17 h 50 Une aventure de Phil Pericot.

18 h 10 Ceux qui se souviennent. Tout va très bien : 1936-1939.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Cocoricooboy.

20 h Journal.

20 h 35 Salut les Miquoy. De C. Izard. Dessins animés Donald et le gorille. Le balais qui volait échantillon à l'opéra ; la rubrique des Castors juniors ; avec Roger Carli.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête.

19 h 15 Emissions régionales.

QUE VA-T-IL SE PASSER LE 10 SEPTEMBRE ?



19 h 40 Scoopitou.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Vendredi : Milliards en cavale. Magazine d'information d'André Gaspard.

21 h 30 Variétés : Laissez passer le chœur. De P. Servan. Avec Juliette Gréco, Henri Tachon, Maxim Saury et son orchestre, Maurice Fournier, Cora Vinciguerra, Jean Constantini, Minoche Bonelli et Pierre Tisserand.

22 h 25 Journal.

22 h 50 Prélude à la nuit. Sonatine pour flûte et piano, de Boulez, par M. Debout, flûte, et C. Vialdi, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h Mathématiques. Bessières... les collemboles.

7 h 30 Berc de prose.

8 h Les chemins de la connaissance : l'héritage ; à 8 h 33, le rêve dans l'Antiquité.

8 h 50 Echos au hasard.

9 h 50 Matinée de temps présent : que peut être l'éducation nationale ?

10 h 30 Le texte et la image : « Moi, Jodanis, obéissance », avec Florence Tristram.

10 h 35 Musique : au cinquième top (Part et la manière de démentir le temps). Avec B. Delage et M. Redolfi.

12 h 5 Nous tous chers : l'année du bac.

13 h 45 Panorama.

13 h 20 On commence... histoire d'une famille théâtrale.

14 h 10 Un livre, des voix : « L'Inquisiteur », de H. Courmand.

16 h 3 Commentaires des radios publiques de langue française : Procuste deux étoiles (radio suisse romande).

16 h 35 Les rencontres de Robbe-Grasse. Les musées de Paris.

18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Barba », d'Elie Wiesel, lu par Jean Piat.

19 h 30 Les grandes œuvres de la science moderne : santé et développement.

20 h Les enjeux internationaux.

20 h 30 Quelle histoire aujourd'hui, celle que les enfants ignorent, celle que les parents demandent, par J. Vancouli.

21 h 50 Musique.

22 h 30 Nuits magiques : made in Luxembourg ; Hexagone New Wave.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique.

7 h 7 Petite messe : œuvres de Mozart, Clementi, Dukas ; 8 h 7, Bizet, Debussy, Ravel, Berlioz.

9 h 5 Le matin des amériques : Mollinagomelos, petit carnaval de musiques narratives ou descriptives (réveries-histoires).

12 h 5 Concert : œuvres de Britten et Mozart, par l'Academy of London, dir. R. Stamp, sol. J.-Y. Thibaudet, piano.

13 h 45 Hameau.

14 h 4 Répères contemporains : Georges Courtépée, Philippe Drogoz, Kator Makino, Gérard Masson.

15 h 15 Carte blanche à Jean-Sébastien Bach, composition et transcriptions. Œuvres de Vivaldi, Bach, Coperni.

18 h 5 L'héritage d'Arthur Schnabel : œuvres de Beethoven et Mozart.

19 h 4 Le temps de jazz : les femmes vocalistes ; à 19 h 30, l'ombre des chœurs d'œuvre de jazz.

20 h 30 Concert : œuvres de Mozart à Prague.

20 h 20 Concert (amis de Sarrabrick) : Jeux, de Debussy ; Concerto pour flûte et orchestre K 313, de Mozart ; Symphonie du Nouveau Monde, de Dvorak, par l'Orchestre radiophonique de Sarrabrick, dir. H. Zentler, sol. R. Stage, flûte.

22 h 15 Les soirées de France-Musique : de Mozart à Prague ; à 1 h, Musiques traditionnelles (musique du golfe arabe).

CEPES sciences-po

depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants... préparations d'été ou annuelles sur place ou par correspondance 1^{re} et 2^e années - Fin d'AP 2^e années - Quartier latin ou Neuilly

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.34 - 745.02.19

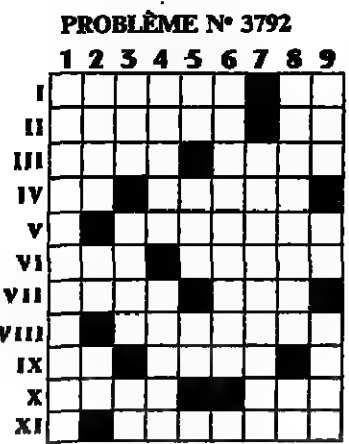
200 ORDINATEURS de 500 F à 50 000 F

130 imprimantes, 2 000 adresses, un lexique, etc.

GUIDE MICRO, 35 F chez votre marchand de journaux

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Un archange vespéral le symbolise. Débute à peine. — II. Méridienne pour Mistral. Fait le point sur la carte. — III. Véhicule non carrossé. On la garde pour un plat qui se mange froid. — IV. Interjection. Il est facile de « chiffrer » ce que nous lui avons emprunté. — V. Ajuste en ligne droite une série de crochets à l'envers et à l'endroit. — VI. Possessif. Agents conservateurs. — VII. Eau. Division préhistorique. — VIII. Déclencher un nouveau coup de feu. — IX. Connut le plus après l'euphorie. Forestier propriétaire de grands bois. — X. Participation d'un convive invité à ses frais. Pièce maîtresse ou accessoire, selon qu'il s'agit d'un grenadier ou d'un artilleur. — XI. Jadis couronné.

VERTICALEMENT

1. Un homme que les femmes sont censées écouter. — 2. « Vocalif » de roi. Préposition. Agrément désuet. — 3. Minimum. Figure de style empire. Matière d'alliance ou facteur de dissension. — 4. Se gaine après avoir bien joué. Côté impair. — 5. Lettres pour épîtres. Forme de rime. Démonstratif. — 6. Compère de revue chargé de faire l'aricle. — 7. Dépeigne. — 8. Officier à la cour royale chargé de la « couronne ». Demi-jour. — 9. Vlt. Préposition. Villa.

Solution du problème n° 3791

Horizontalement
I. Evidence. — II. Vérité. Dé. — III. En. Geyser. — IV. Nain. Ino. — V. Ellipse. — VI. Ote. Geo. — VII. Entente. — VIII. Nos. Do. La. — IX. Te. Guidon. — X. Pillage. — XI. Butée. Es.

Verticalement
1. Evénements. — 2. Vénal. Noé. — 3. IR. Ilos. Pu. — 4. Dignité. Glt. — 5. Eté. Pendule. — 6. Ney. Tolle. — 7. Siège. Da. — 8. Eden. Loge. — 9. Erotomanes.

GUY BROUTY.



MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 septembre à 0 heure et le vendredi 7 septembre à 24 heures.

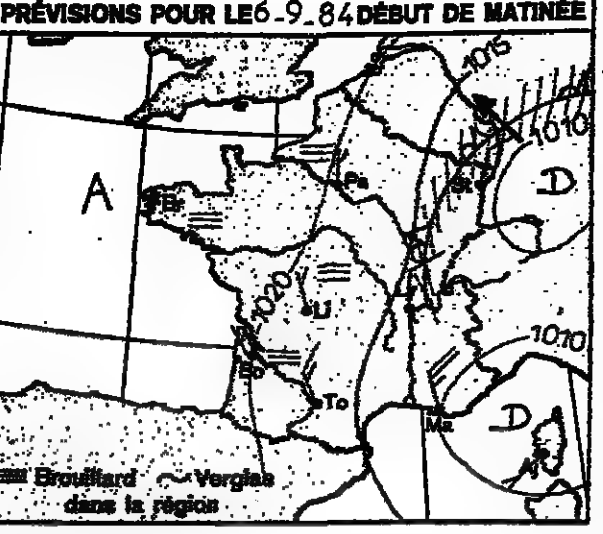
La zone pluvio instable située sur l'est de la France se déplace lentement vers l'Europe centrale; le flux de nord qui circule sur le pays se stabilise par l'ouest.

Vendredi matin, un temps très frais et brumeux, avec des températures souvent inférieures à 10 degrés dans l'intérieur, va prédominer sur la France. Quelques averses se produiront des Ardennes et des Vosges au nord des Alpes.

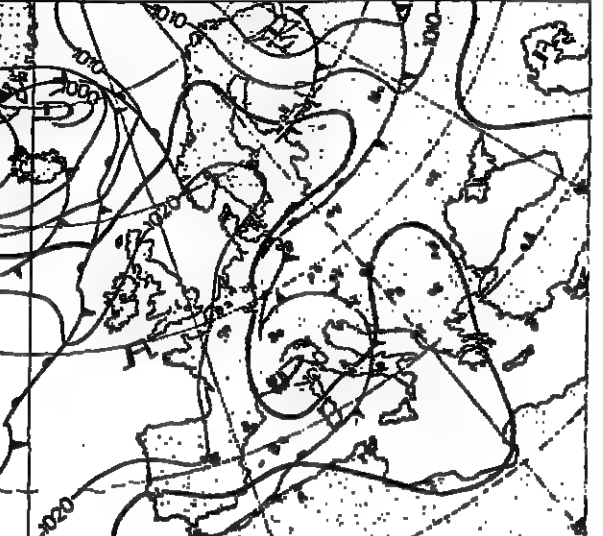
Les brouillards formés localement le matin, sur la moitié ouest du pays en particulier, vont se dissiper rapidement, et au cours de la journée le soleil fera de belles apparitions malgré quelques averses d'évolution diurne observées des Pyrénées au Massif central et sur le sud des Alpes. Une forte déshydratation avec des averses plus fréquentes se maintiendra en revanche sur les régions de l'Est.

Les précipitations se produiront sous forme de neige en moyenne montagne, à partir de 1 200 à 1 500 mètres environ. Le mistral et la tramontane continueront de souffler fort.

Les températures maximales seront voisines de 16 à 23 degrés du Nord au Sud.



PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 6 septembre à 8 heures, de 1019 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 septembre; le second le minimum de la nuit du 5 au 6 septembre): Ajaccio, 28 et 15 degrés; Biarritz, 19 et 10; Bordeaux, 18 et 6; Bourges, 16 et 7; Brest, 16 et 9; Caen, 17 et 11; Cherbourg, 15 et 12; Clermont-Ferrand, 17 et 9; Dijon, 15 et 10; Grenoble-St-M-H., 19 et 11; Grenoble-St-Geoirs, 11 et 9; Lille, 16 et 10; Lyon, 17 et 10; Marseille-Marganne, 23 et 13; Nancy, 16 et 9; Nantes, 18 et 7; Nice-Côte d'Azur, 23 et 13; Paris-Montsouris, 17 et 9; Paris-Orly, 17 et 8; Pau, 18 et 7; Perpignan, 21 et 14; Rennes, 17 et 6; Strasbourg, 15 et 10; Tours, 17 et 6; Toulon, 20 et 9; Poitiers-Pire, 31 et 26.

LA METEO

369.00.00

AU BOUT DU FIL

24 h sur 24,

un nouveau service de la météorologie nationale;

les prévisions à 4 jours pour l'Île de France.

GENY-METEO

Lancement en Région Parisienne 3 fois de suite par appel.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

« Le square parisien au siècle dernier », 10 heures 30, boulevard Jules-Ferry, M. Gazquez-Romero.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Anoine, M. Senant (Caisse nationale des monuments historiques).
« L'Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti (Arcus).
« La Dame à la licorne », 10 h 30, entrée musée de Cluny (D. Bouchard).
« Quartier Saint-Séverin », 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (B. Canny).
« Moutetard », 15 heures, métro Monge (Commissaire d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de madame de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tourneelle (M. Feraud).
« L'Opéra », 13 heures, marches (M. Hagen).
« Le Grand-Orient de France », 15 heures, 16, rue Cader (M. Hauler).
« La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (P.-Y. Jastot).
« Saint-Germain-des-Près », 15 heures, parvis (Lambert visites).
« L'Hôtel-Dieu autrefois », 15 heures, entrée (Paris autrefois).
« L'Opéra », 11 heures, entrée (M. Polyer).

CONCOURS

PIÈCES COMMÉMORATIVES

L'administration des monnaies et médailles organise un concours pour la création de deux pièces commémoratives :
• Une pièce de 10 F pour le centenaire de la mort de Victor Hugo.
• Une pièce de 100 F pour le centenaire de la parution du roman d'Emile Zola *Germinal*.
Les caractéristiques de chaque pièce seront identiques à celles des actuelles pièces de 10 F du type « La France » et de 100 F du type « Panthéon ».
Les candidats seront jugés sur leurs dessins, pour permettre aux non-spécialistes de la gravure de la Monnaie réaliseront ensuite les gravures correspondantes, sauf si l'artiste retenu souhaite les faire lui-même.
* Administration des monnaies et médailles (bureau des affaires monétaires, M. Garche), 11 quai de Conti, 75270 Paris, Cedex 06. Tél. : 329-12-48, poste 508.

EN BREF

AIDE PSYCHOLOGIQUE. — Trois bureaux d'aide psychologique ont été ouverts dans le Val-de-Marne pour compléter l'activité des centres médicaux psychopédagogiques (le Monde du 18 juillet). Nous avons omis l'adresse du troisième : 4, rue Raspail, 94230 Cachan. Tél. : 658-62-22.

PLOMBIER. — Le Centre des arts et techniques appliquées (CATA) or-

ganise des stages de formation professionnelle en plomberie-chauffage-déplumage de chaudières et gestion à l'attention des demandeurs d'emploi qui ont l'intention de créer leur entreprise (prochaines sessions 10 octobre et 28 janvier. Inscriptions un mois à l'avance).

* CATA, 121, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : (1) 371-61-43.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			TOUTS CUMULÉS COMPTÉS, AUX BILLETS ENTIERS		
TERMI	FINALES ET NUMÉRIQUES	SOMMES GAGNÉES	TERMI	FINALES ET NUMÉRIQUES	SOMMES GAGNÉES
1	1 191 201 291 371 8 671 72 621 208 911	100 1 100 800 800 800 2 100 10 100 4 000 100	6	2 828 8 908	2 100 2 100
2	082 482	800 500	7	37 77 087 777 20 687 90 687 241 687	200 200 800 700 10 000 10 000 1 000 000
3	583 4 183 5 843 08 503	500 2 000 2 000 10 000	8	285 638 608 628 0 298 38 388 88 608	800 800 800 800 2 000 10 000 10 000
4	824 29 184 86 444	500 10 000 10 000	9	5 628 7 988 62 788	2 000 2 000 30 000
5	88 688 918 3 808	400 800 800 2 000	0	00 200 870 2 730 13 830	200 700 800 2 000 10 000
6	8 018	100 800			

LOTO

N° 38

TIRAGE DU MERCREDI 5 SEPTEMBRE 1984

1 11 21 28 33 35

30

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 12 ET SAMEDI 16 SEPTEMBRE 1984

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 10 SEPTEMBRE 1984

TRANCHE DES COQUILLAGES

TIRAGE DU MERCREDI 5 SEPTEMBRE 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC O-TAC ne prévoit aucun cumul (I.O. du 29/08/84)

Le numéro	4 1 2 6 8 6	gagne	4 000 000,00 F
les numéros approchant à la centaine de mille	0 1 2 6 8 6 1 1 2 6 8 6 2 1 2 6 8 6 3 1 2 6 8 6 5 1 2 6 8 6 6 1 2 6 8 6	gagnent	50 000,00 F

Les numéros approchant aux						gagnent
Durées de mille	Mille	Centaines	Durées	Unités		
402686	410686	412086	412606	412680		10 000,00 F
422686	411686	412186	412616	412681		
432686	413686	412286	412626	412682		
442686	414686	412386	412636	412683		
452686	415686	412486	412646	412684		
462686	416686	412586	412656	412685		
472686	417686	412686	412666	412686		
482686	418686	412786	412676	412687		
492686	419686	412886	412686	412688		
			412696	412689		

Tous les billets se terminant par	2 6 8 6 6 8 6 8 6 6	gagnent	5 000,00 F 1 000,00 F 200,00 F 100,00 F
-----------------------------------	------------------------------	---------	--

TACOTAC

TIRAGE DU 5 SEPTEMBRE 1984

Novotel

à la Défense:

c'est ouvert!

Le super hôtel que les hommes d'affaires attendaient, un Novotel super-accessible par les périphériques, à quelques minutes de Paris, dans le quartier des affaires de La Défense. Un Novotel doté d'un équipement audiovisuel et informatique complet, de salons, de salles de conférences et de projection. Novotel est ouvert également à Londres. Novotel Paris-La Défense. Tél.: (1) 778.16.63. Télex: 630288.

RÉSERVATION INTERNATIONALE: RESINTER (6) 077.27.27.

Novotel: ce que les hommes d'aujourd'hui demandent aux hôtels d'aujourd'hui.

سكزا من الاصل

Le Monde

économie

SOCIAL

L'APPEL A L'ACTION DE M. KRASUCKI

« On ne peut pas laisser filer au désastre social et économique »

Bordeaux. — En se rendant le 5 septembre dans la capitale de l'Aquitaine pour tenir un meeting décentralisé de rentrée, M. Henri Krasucki a enfoncé le clou au bon moment et au bon endroit. Au bon moment, parce que le secrétaire général de la CGT s'est exprimé devant près de mille cinq cents militants réunis à la salle des fêtes du Grand Parc, quelques heures avant M. Fabius (dont il n'a pas prononcé le nom). Au bon endroit, car M. Mitterrand se rend le mois prochain dans cette région, que le secrétaire général de l'Union régionale CGT d'Aquitaine, M. Jean Darigues, a décrite « en danger de mort économique », réclamant un « remède de cheval » et une « thérapie de choc ».

M. Krasucki n'a pas été jusqu'à dire explicitement qu'il avait l'intention de faire descendre deux millions de salariés dans la rue, mais il a dit en substance à ses militants : votre poids est plus important, votre cause est plus juste, il ne vous reste qu'à vous mettre en mouvement sans qu'aucune forme d'action ne soit formellement exclue.

Pour M. Krasucki, très applaudi, « il est temps, mais tout juste. Décidément, oui, il faut se décider. Et alors nous serons entendus » car « on ne peut pas laisser filer au désastre social et économique. Il faut aller à l'essentiel et l'essentiel c'est de se décider et de faire ». CQFD : Le leader de la CGT a refusé à l'avance le procès de ceux

De notre envoyé spécial

leur mécontentement. Car, alors, il sera trop tard : « Faudrait-il, a-t-il demandé, laisser fermer les entreprises, éliminer les emplois, appauvrir les petits, boucher l'horizon des jeunes ? Faut-il laisser s'évanouir un formidable espoir justifié par ceux qui disent : ça ne sert à rien ? Les seules luttes inefficaces sont celles qu'on ne mène pas. Faut-il se contenter de penser : on a beau faire, on n'est pas écouté et ils font ce qu'ils veulent ? C'est qu'on a pas parlé assez fort ».

Le secrétaire général de la CGT a même pris un exemple inattendu en se référant à l'« expérience instructive » des défenseurs de l'école privée qui « ont fini par être entendus et ont obtenu ce qu'ils voulaient », parce qu'ils « ont pesé de tout leur poids ». M. Krasucki n'a pas été jusqu'à dire explicitement qu'il avait l'intention de faire descendre deux millions de salariés dans la rue, mais il a dit en substance à ses militants : votre poids est plus important, votre cause est plus juste, il ne vous reste qu'à vous mettre en mouvement sans qu'aucune forme d'action ne soit formellement exclue.

Pour M. Krasucki, très applaudi, « il est temps, mais tout juste. Décidément, oui, il faut se décider. Et alors nous serons entendus » car « on ne peut pas laisser filer au désastre social et économique. Il faut aller à l'essentiel et l'essentiel c'est de se décider et de faire ». CQFD : Le leader de la CGT a refusé à l'avance le procès de ceux

qui pourraient lui reprocher d'être un « réveur ». Citroën, Creusot-Loire, les mines et les chantiers navals étant, pour lui, autant de signes d'un début de mise en mouvement de l'action syndicale. Il reste que son discours était plus un appel pressant qu'un propos d'accompagnement pour une mobilisation déjà déclenchée. Il a d'ailleurs donné à ses militants quelques recettes pour ce déclenchement : présenter les propositions de la CGT sur les revendications et les méthodes de lutte mais discuter avec les salarés et décider « avec les travailleurs concernés » en fonction de « ce qu'ils pensent être capables d'obtenir », être prêt à « agir avec toutes les forces syndicales qui le voudront ».

M. Krasucki a conclu son discours par une introspection à la limite de l'autocritique sur la CGT qui doit être « ouverte et non recroquevillée ». Il a donc invité ses militants à poursuivre et à intensifier leur travail de réflexion sur le fonctionnement de la centrale. Là encore il a manié le paradoxe en se référant au CNRP : « On ne parle pas de crise du syndicat unique des patrons (...) ». Si les patrons sont organisés c'est parce que c'est efficace et contre vous ». En d'autres termes, un « exemple » à suivre. Avant que l'assistance se lève pour l'acclamer et entonner l'Internationale, M. Krasucki a lancé un dernier avertissement : « Ceux qui croient avoir enterré le monde du travail pourraient bien avoir de singulières surprises. Occupons-nous-en ».

MICHEL NOBLECOURT.

LA RÉORGANISATION DES CHARBONNAGES DE FRANCE : les syndicats claquent la porte

Les syndicats ont refusé en bloc, le 5 septembre, les propositions de la direction des Charbonnages de France prévoyant la suppression de 30 000 emplois d'ici à la fin de 1988, et la réorganisation de l'entreprise. Lors de la réunion de concertation, organisée par la direction à Paris, les représentants de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, de FO et de la CGC se sont contentés d'exposer leurs positions avant de quitter la salle. Ils se sont alors rendus au secrétariat d'Etat à l'Energie pour, selon l'expression de M. Augustin Dufresne (CGT), « situer les responsabilités ». Pour cette fédération, il ne s'agit « plus de mesures d'ajustement ou de redressement, mais d'élimination d'une activité économique nationale ».

Les responsables syndicaux ont également mis en cause les méthodes de gestion de la direction des Charbonnages de France. « Nous refusons de cautionner les décisions prises », et le « fauchement de la recherche de la direction », a souligné M. Louis Bergamini (CFTC). Dans un communiqué, la fédération des mineurs FO « considère que la mission actuelle de M. Hug est, en fait, sous le fallacieux prétexte de la recherche de l'équilibre des comptes financiers des Charbonnages de France, de provoquer l'éclatement de cette entreprise pour la poursuite particulière d'EDF et ceci avec l'accord des dirigeants de ce pays ». La direction des Charbonnages « prend acte » de ces déclarations et souhaite « maintenir le dialogue ouvert ».

Quand un patron profite des vacances pour « déménager » son usine

De notre correspondant

Metz. — Le patron ouest-allemand d'une entreprise de Hombourg-Haut (Moselle) a profité des vacances de ses salariés pour déménager l'usine. A l'heure de la rentrée, les vingt employés de la société CMC (Constructions métalliques et commerce) ont eu la désagréable surprise de trouver les portes de leur entreprise fermées. Elles étaient soudées de l'intérieur. L'obstacle contourné, le personnel a découvert qu'une partie des installations avaient été démontées et démontées au cours du mois d'août, durant leurs congés payés, les premiers depuis quatre ans pour ces salariés, qui s'estiment aujourd'hui « bernés » par leur patron, selon l'expression de l'un d'eux.

L'histoire de la société CMC n'est pas simple. Témoin du passé industriel de Hombourg-Haut, située au cœur du bassin houiller mosellan, cette entreprise, fondée avant la première guerre mondiale et spécialisée dans la construction de charpentes métalliques, vit depuis l'automne 1980 au rythme d'un conflit social quasi permanent. Son histoire rime depuis quatre ans avec dépôt de bilan, licenciement, et occupation (trente mois).

Aujourd'hui, une nouvelle fois, c'est l'impasse. « Nous ne connaissons pas notre situation », explique M. Norbert Klein, porte-parole du personnel. « Nous ne sommes ni licenciés, ni en congé payé, ni en chômage technique. La seule chose sûre est que nous ne pouvons plus travailler, faute de matériel. Notre situation est complètement confuse ». Les salariés ne sont cependant pas décidés à baisser les bras. Ils vien-

nent de déposer une plainte auprès du conseil des prud'hommes de Forbach pour le non-paiement des salaires au mois d'août et accusent leur patron, M. Hein, industriel ouest-allemand de la région de Mannheim, de rupture abusive de leur contrat de travail et d'abus de biens sociaux.

M. Hein a acheté, il y a dix-huit mois, pour 2 millions de francs, l'ex-mine Munch (immeuble, installations, outils de production et stock). En contrepartie de ces conditions avantageuses (la valeur du seul stock aurait été évaluée entre 3 et 4 millions de francs), il s'est engagé à rembourser vingt des cent personnes licenciées en 1980. M. Hein a ensuite constitué une SARL au capital de 20 000 F avant de lancer l'activité. Gérant de la CMC, il n'en est toutefois pas propriétaire, ce dernier — M. Hein, son épouse — percevant chaque mois de cette société 40 000 F de loyer.

M. Hein peut donc rapatrier chez elle en Allemagne l'outil de production. C'est ce qu'elle s'apprête à faire, mais son mari a commis une erreur lors du contrôle douanier en voulant faire passer les machines en état de marche pour de la ferraille. Les douaniers ont saisi ces machines ainsi que les deux camions les transportant. Interrogé, M. Hein a expliqué qu'il voulait simplement changer le matériel pour réorganiser l'usine. Intrigué depuis plusieurs mois par la méthode de gestion de la CMC, le personnel est peu enclin à croire cette explication. Pour lui, M. Hein est « un spéculateur ».

JEAN-LOUIS THIS.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— John et Sarah HOREKENS

sont heureux d'annoncer la naissance du frère de Joana.

Nicholas Anthony,

le 1^{er} septembre 1984, à Genève.

— Roanne, Paris.

Jean-Louis MAIER

Vallée, né Wolfgang,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Laura et Arthur,

à Roanne, le 3 septembre 1984.

— Fabrice et Julien

ont la joie d'annoncer la naissance de

leur frère

Thibaut,

le 30 août.

Wendy et Denis de SOUZA,

6, allée Pauline-Rocquencourt,

78150 Le Chesnay.

Mariages

— Nathalie (deux mois et demi) a la joie de faire part du mariage de ses parents.

Jean-Louis STRAUSS et Véronique FRADKINE, qui a été célébré le 1^{er} septembre.

10, villa d'Este, 75013 Paris.

Décès

— Michelle Abeil, sa fille, M^{lle} Louise Abeil, Sa fille.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Joseph ABEIL, née Suzanne Villard,

survécant, le 5 septembre 1984, à Savines-le-Lac.

Les obsèques auront lieu samedi 8 septembre, à 10 heures, en l'église de Savines-le-Lac (Hautes-Alpes) 05160.

Cet avis tient lieu de faire-part.

78, rue du Temple, 75003 Paris.

— Pierre Romain Henri ARENTS, ancien élève de l'école normale supérieure, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques,

est décédé dans sa soixante-quinzième année, le 3 juillet 1984, à Quincy-Voies.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Gilberte ARENTS et ses enfants, 17, rue Madame-Cholin, 77580 Quincy-Voies.

— M. Léon Cordet, son épouse, M^{me} Agnès Cordet, sa mère.

M. et M^{me} André Dupuy, ses beaux-parents,

M. et M^{me} Paul Cordet et leur enfant, M^{me} Françoise Dupuy, M^{me} Christine Dupuy, ses frères, Jean-François, Gilles-Jean et tous ses amis,

font part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

docteur LÉON-JEAN CORDET,

survécant le 31 août 1984, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

5, rue Hametouille, 75006 Paris.

— Lyon, Paris.

M^{me} Roger Creysseil, M. et M^{me} Thierry Fontanges et leurs enfants,

M. Denis Creysseil, M^{me} Florence Creysseil, M. Dominique Gaudier, M. et M^{me} Philippe Gaudier et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Gaudier, M^{me} Jean Creysseil, M^{me} Martine Ballemin-Conte, M. et M^{me} Paul Drevet et leurs enfants,

M. et M^{me} Pierre Creysseil et leurs enfants,

M^{me} Paul Creysseil, M. et M^{me} Hubert Reboulet et leurs enfants,

M. et M^{me} Didier Reboulet et leur fille,

M^{me} Isabelle Picard, M. et M^{me} André Creysseil, M. et M^{me} Yves Loris et leurs enfants,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Roger CREYSSEIL, professeur

à la faculté de médecine de Lyon,

survécant, le 5 septembre, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 7 septembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Saint-Louis de la Guillotière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, cours Gambetta, 69007 Lyon.

— Les parents et amis de

Maurice FAISAN

ont la douleur de faire part de son décès, survenu, le 4 septembre, à Joux-en-Joux (Yvelines), en sa trente-deuxième année.

De la part de M^{me} Raymond Faisan, née Dailor, M. Pierre Faisan, Jean-Pierre et Monique Clerc, Jean-Claude et Marie-Meyran, Aymé et Evelyne Faisan, François et Françoise Faisan, Cécile, Juliette, Jean-Christophe, Anaïs, Hélène, Benoît, Sandra, Jean-Bernard Lapeyre, Gilles de Brissac.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 10 septembre, à 15 h 45, en l'église de Joux-en-Joux.

Ni fleurs ni couronnes.

— Nous apprenons le décès de M. Alfred ISAUTIER, ancien sénateur de la Réunion.

(Né le 25 juin 1911 à Saint-Pierre la Réunion, Alfred Isautier, ingénieur de l'école nationale des industries textiles et chimiques, administrateur de sociétés, avait précédé, de 1951 à 1968, le Syndicat national des travaux publics et du bâtiment de la Réunion et vice-président de 1967 à 1981, le conseil d'administration de la Réunion.)

Conseiller général du canton de Saint-Pierre de 1961 à 1964 et depuis 1976, Alfred Isautier avait exercé les fonctions de maire en communisme rural, de 1968 à mars 1983. D'ancien conseiller de l'Union française en novembre 1955, il avait été élu sénateur indépendant en mars 1983. Alfred Isautier n'avait pas subi de renouvellement de son mandat législatif en 1974.)

— M^{me} André Kisler, son épouse,

M. Gérard Kisler, M. et M^{me} Pierre-Charles Kisler et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Friedmann et leur fils,

Et tous les membres de la famille ont la douleur de faire part du décès de

André KISLER,

survécant le 3 septembre 1984.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 5 septembre 1984 au cimetière israélite de Puteaux.

27, avenue Farnesheim, 75011 Paris.

— M^{me} Françoise LEMASSON et ses enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Olivier,

Agé de vingt ans, survenu le 1^{er} septembre 1984 des suites de l'accident de la route qui a coûté la vie à son père,

M. François LEMASSON,

le 21 août 1984.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Louis de Garbache, le vendredi 7 septembre, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Foch, 92380 Garches.

— La conseil d'administration, Les cadres

Et l'ensemble du personnel de l'entreprise ferroviaire,

Le conseil d'administration de la Société auxiliaire de manutentions et des transports,

Le conseil d'administration de la société SAMOR,

ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur et administrateur,

M. Pierre LEVÊQUE,

survécant le 2 septembre 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. et M^{me} Didier Sautter, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Jean-Marc Parrot et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paul MAZER, née Jeanne Mazer,

survécant, à Nîmes le 15 août 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Nîmes (Gard), le 17 août.

« Heureux ceux qui procurent la paix ».

Mathieu V. 9.

— Nantes, Séné.

M^{me} Oswald Noblanc, son épouse,

Le docteur et M^{me} Bernard Vincent et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Pierre Noblanc et leurs enfants,

Tous la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Oswald NOBLANC,

agréé de l'Université,

survécant à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pasquier de Nantes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

81, boulevard Robert-Schumann, 44300 Nantes.

— La présidence de la fondation Pierre Lafite.

Les membres du jury :

Louis Jore, Francis Ambrère, Simone Adrien Desmette, Madeleine Fargues-Ambrière, Jean Fourastié, Jean Favier, François Hinfrey, Jean Marin, Eric Roussel, Pierre Sirois, André Fontaine.

Et le conseil d'administration ont la douleur de faire part du décès de

Gaston PALEWSKI,

président du jury du Prix Pierre Lafite.

— Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération. Le conseil de l'Ordre

Et les compagnons de la Libération ont la douleur de faire part du décès, survenu le 4 septembre 1984, de

Gaston PALEWSKI, grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, compagnon de guerre 1939-1945, grand-croix de la croix de Belgique et titulaire de nombreuses autres décorations étrangères.

Les obsèques auront lieu le vendredi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis de la Guillotière.

— M. Louis Jore, Président,

M. Jacques Boutet, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques,

M^{me} Catherine Clément, directrice,

Les membres du conseil d'administration

Et le personnel de l'Association française d'action artistique ont la douleur de faire part du décès de leur vice-président,

Gaston PALEWSKI,

45, rue Boissière, 75116 Paris.

— M^{me} Gaston Réménieras, son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Toute la famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

Gaston RÉMÉNIERAS, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

chevalier du Mérite agricole, ancien chef de service des études hydrauliques à la direction des études et recherches d'Electricité de France, ancien conseiller scientifique du centre de recherches et d'essais de Chartres, secrétaire général honoraire de la Société hydrotechnique de France, président d'honneur de l'Association des ingénieurs IET - ENSEIHT de Toulouse,

survécant subitement en son domicile, le 14 août 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 18 août 1984, en l'église Saint-Martin de Meudon.

16, rue Valentin, 92190 Meudon.

— Cristina Rubalcava, Svelena et Sonia Douthin, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Adam RUBALCAVA, architecte, photographe et poète,

membre de la Real Academia Española, survenu à Mexico le 15 août dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie d'inhumation a eu lieu le 17 août au cimetière municipal de Tolosa.

49, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. Empreza 113, Mexico 01460.

— M^{me} André Madré, M. Hugues Gotsbalt,

profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du rappel à Dieu de leur fils et frère,

Eric GOISBAULT,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus.

Messes anniversaires

— En souvenir du troisième anniversaire de la mort de

Nicolette RUDEILLE,

péprie en mer à l'âge de quinze ans, une messe sera célébrée le samedi 8 septembre, à 19 heures, en l'église de Lion-sur-Mer (Calvados).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Bordeaux-III, lundi 10 septembre, à 14 h 30, salle des Actes, M. Christian Bouquet : « Insulaires et rivaux du lac Tchad ».

— Université Paris-VIII, samedi 15 septembre, à 10 heures, salle G-201, M. Jean-Paul Buffelen : « Contribution à la théorie de la communication juridique sous la société politique ».

AFFAIRES

LA CGE AUX ETATS-UNIS

J'y vas-t'y, j'y vas-t'y pas ?

La CGE a annoncé qu'elle allait prendre une part minoritaire dans une société américaine « de câble moyenne » de transmission. Récemment, le groupe de M. Peberau a porté sa participation dans Lynch, autre société du même domaine, de 25 % à 42 %. D'autres opérations seraient en cours dans les télécommunications, mais aussi dans le secteur de l'électronique. Bref, la CGE cherche à s'implanter aux Etats-Unis.

Le groupe nationalisé a vu son carnet de commandes enregistrées à l'étranger chuter de 25 % l'an dernier. Aux Etats-Unis, premier marché du monde, la CGE ne réalise que 10 % de ses ventes à l'exportation. D'autre part, après le rachat des activités de télécommunications de Thomson, le groupe se doit de trouver un partenaire ou des partenaires qui lui ouvrent des perspectives nouvelles. La CGE, enfin, est pratiquement la seule entreprise de télécommunications qui n'ait pas de liens avec un groupe d'information. En clair, M. Peberau doit définir une stratégie d'envoies.

La déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis et l'éclatement d'ATT pourraient lui ouvrir des opportunités. Le président du groupe a dans ses

cartes trois projets. Une série de prises de petites participations dans divers domaines. Un investissement de 60 millions de dollars sur trois ans dans une société de capital-risque aux Etats-Unis, avec des partenaires français comme le Crédit lyonnais. Enfin, un accord spectaculaire avec une firme importante du domaine des centraux téléphoniques.

Rien ne semble devoir se décider avant le mois d'octobre en ce qui concerne cette dernière opération, qui, en fait, marquerait un changement stratégique. Plutôt que choisir une croissance progressive, M. Peberau opterait dans ce cas pour un rachat important et forcément risqué. Car la CGE, pour avoir beaucoup tardé, arrive bien après ses concurrents canadiens, suédois et japonais : les meilleures places sont prises. D'autre part, la CGE manque de produits, et un rachat d'une grande entreprise américaine pourrait se traduire par l'adoption des technologies définies outre-Atlantique, ce qui ne manquerait pas d'être difficilement accepté en France par les PTT et par le pouvoir. M. Peberau hésite.

E.L.B.

CONSUMMATION

M^{me} CATHERINE LALUMIERE VA INTENSIFIER LES CAMPAGNES D'INFORMATION SUR LES PRIX

M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, a fait le point mercredi 5 septembre sur les actions menées par son ministère pendant les vacances et sur ses projets.

Un arrêté paru au *Journal officiel* du 5 septembre interdit la fabrication, l'importation et la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, des gommes à effacer qui, « par leur forme, leur présentation ou leur odeur », peuvent rappeler des denrées alimentaires, en l'occurrence souvent des chocolats ou des bonbons. Les articles en question seront retirés du marché et détruits.

M^{me} Lalumière s'est déclarée satisfaite de la façon dont avait fonctionné une autre application de la loi de 1983 sur la sécurité des consommateurs en juillet dernier, à propos des cas de botulisme causés par des conserves d'asperges.

Satisfaite aussi des prix observés sur les articles de papeterie et les fournitures scolaires proposés pour la rentrée des classes : d'une année sur l'autre, les commerçants ont stabilisé leurs prix lorsque les achats étaient antérieurs à janvier 1984 et pratiqué des hausses de 4 à 6 % pour les approvisionnement ultérieurs qui avaient subi le contrecoeur des hausses des matières premières.

Satisfaite enfin des opérations « vacances 1984 », au cours desquelles peu d'incidents, en matière de prix comme de service, ont été enregistrés.

L'information régulière sur les prix va être intensifiée au cours des mois qui viennent.

Interrogée sur l'augmentation des tarifs téléphoniques, M^{me} Lalumière a confirmé ses propos antérieurs sur l'illégalité de l'autoréduction des factures, estimant par ailleurs que dans certains cas les hausses des tarifs publics s'expliquent par la recherche d'équilibres économiques fondamentaux. Enfin, à titre personnel, le ministre s'est déclaré en faveur de la transparence des tarifs publics.

LE MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	
SE-AL	9,8400	9,8500	- 82	- 65	- 175	- 142	- 555	- 427
SE-DM	6,9301	6,9333	- 89	- 66	- 176	- 135	- 494	- 380
Yen (100)	3,7059	3,7083	+ 149	+ 159	+ 288	+ 317	+ 833	+ 904
DM	3,0685	3,0702	+ 137	+ 146	+ 289	+ 305	+ 778	+ 824
FR	2,7171	2,7185	+ 102	+ 111	+ 216	+ 231	+ 579	+ 628
FR (100)	15,2362	15,2434	- 46	- 6	- 77	- 38	- 263	- 183
ES	3,6893	3,6826	+ 196	+ 283	+ 393	+ 447	+ 1127	+ 1183
L (1 000)	4,9782	4,9807	- 182	- 159	- 382	- 344	- 1122	- 1014
£	11,6149	11,6228	- 6	+ 34	- 8	+ 62	+ 97	+ 307

TAUX DES EUROMONNAIES

	11/11/83	12/11/83	13/11/83	14/11/83	15/11/83	16/11/83	17/11/83	18/11/83	19/11/83	20/11/83	21/11/83	22/11/83	23/11/83	24/11/83	25/11/83	26/11/83	27/11/83	28/11/83	29/11/83	30/11/83
SE-AL	11/11/83	12/11/83	13/11/83	14/11/83	15/11/83	16/11/83	17/11/83	18/11/83	19/11/83	20/11/83	21/11/83	22/11/83	23/11/83	24/11/83	25/11/83	26/11/83	27/11/83	28/11/83	29/11/83	30/11/83
SE-DM	5/7/8	6/7/8	7/7/8	8/7/8	9/7/8	10/7/8	11/7/8	12/7/8	13/7/8	14/7/8	15/7/8	16/7/8	17/7/8	18/7/8	19/7/8	20/7/8	21/7/8	22/7/8	23/7/8	24/7/8
FR	213/16	3/16	4/16	5/16	6/16	7/16	8/16	9/16	10/16	11/16	12/16	13/16	14/16	15/16	16/16	17/16	18/16	19/16	20/16	21/16
FR (100)	10/3/4	11/3/4	12/3/4	13/3/4	14/3/4	15/3/4	16/3/4	17/3/4	18/3/4	19/3/4	20/3/4	21/3/4	22/3/4	23/3/4	24/3/4	25/3/4	26/3/4	27/3/4	28/3/4	29/3/4
ES	14/1/4	15/1/4	16/1/4	17/1/4	18/1/4	19/1/4	20/1/4	21/1/4	22/1/4	23/1/4	24/1/4	25/1/4	26/1/4	27/1/4	28/1/4	29/1/4	30/1/4	31/1/4	1/2/4	2/2/4
L (1000)	10/1/8	11/1/8	12/1/8	13/1/8	14/1/8	15/1/8	16/1/8	17/1/8	18/1/8	19/1/8	20/1/8	21/1/8	22/1/8	23/1/8	24/1/8	25/1/8	26/1/8	27/1/8	28/1/8	29/1/8
£	10/5/8	11/5/8	12/5/8	13/5/8	14/5/8	15/5/8	16/5/8	17/5/8	18/5/8	19/5/8	20/5/8	21/5/8	22/5/8	23/5/8	24/5/8	25/5/8	26/5/8	27/5/8	28/5/8	29/5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sous réserve de confirmation de la part de la banque de la place.

ÉTRANGER

LES RESTRICTIONS D'IMPORTATIONS TEXTILES AUX ETATS-UNIS

Le GATT invite Washington à repousser sa décision

Le comité textile du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers) réuni d'urgence les 4 et 5 septembre à Genève n'a pas formellement condamné l'introduction de nouvelles règles d'origine sur les importations textiles aux Etats-Unis, en dépit des nombreuses plaintes déposées à ce sujet par les pays exportateurs de textiles.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion se contente de constater « l'opinion commune » des participants, selon laquelle « les Etats-Unis devraient abandonner ou au moins repousser l'introduction de nouvelles règles d'origine », afin que des consultations puissent avoir lieu pour trouver des « solutions appropriées aux problèmes qui pourraient avoir provoqué les nouvelles réglementations américaines, compatibles avec les règles du GATT et de l'arrangement multilatéral ».

Les cinquante pays membres du comité à l'exception des Etats-Unis se sont prononcés en faveur d'un report de ces nouvelles règles, qui devaient entrer en vigueur outre-atlantique dès le 7 septembre, mais dont l'application, a semblé-t-il, était atténuée sous la pression des importateurs. L'arrangement multilatéral, renouvelé en 1981 dans le cadre du GATT, qui régit les échanges mondiaux de produits textiles, prévoit la

conclusion d'accords bilatéraux entre pays exportateurs et importateurs. Il stipule qu'aucune mesure supplémentaire affectant ces échanges ne doit être adoptée par un pays signataire en dehors de l'accord. Les Etats-Unis visent, en renforçant la réglementation sur l'origine des produits, à éviter les détournements pratiqués par certains importateurs, qui font, par exemple, finir des vêtements dans un pays différent du pays d'origine, afin de tourner les quotas d'importations fixés par les accords bilatéraux.

TRANSPORTS

Selon M. Auroux

LA FRANCE EST FAVORABLE AU PROJET D'AIRBUS LONG-COURRIER

La France « examinera favorablement » les propositions qui lui seront adressées par le consortium européen Airbus Industrie au sujet de la construction d'un quadricoureur long-courrier de deux cents places, le TA-11, a déclaré M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports, le 6 septembre au Salon aéronautique de Farnborough (Grande-Bretagne). Selon le ministre, « lorsque l'Europe s'associe dans une démarche de technologie avancée, elle est capable de faire jeu égal avec les constructeurs aéronautiques américains ».

Les propos de M. Auroux en faveur du TA-11 répondent au vœu exprimé deux jours auparavant par M. Bernard Lathière, administrateur général d'Airbus Industrie, qui souhaitait la mise en chantier de ce projet concurrent du Boeing-747 (*le Monde* du 5 septembre). Il ne s'agit encore que d'une déclaration d'intention d'un ministre français, qui devra être confirmée par ses collègues allemands et espagnols. Reste à évaluer le problème du financement d'un projet coûteux qu'Airbus Industrie ne peut supporter seul.

AGRICULTURE

L'AVOCAT DU PRÉSIDENT DE LA FFA ÉVOQUE « UNE PROVOCATION POLITIQUE PAR LE POUVOIR EN PLACE »

M. Serge Didier, avocat de M. Alexis Arette, le président de la FFA, incarcéré à la prison de Toulouse depuis le 30 juillet et inculpé de détention d'explosifs et de tentative de destruction d'immeubles, a déclaré dans un communiqué diffusé mercredi 5 septembre, que « eu égard à la personnalité de son client, une provocation politique par le gouvernement en place n'est pas à exclure, notamment en raison des documents compromettants détenus par la FFA dans l'affaire Unigrains ».

Unigrains, qui est une structure financière alimentée par les céréales, avait été mis en cause dans un rapport de la Cour des comptes pour des versements à la FNSEA. Unigrains avait répondu qu'il s'agissait d'un jeu d'écriture concernant le règlement de la cotisation de la Fédération nationale bovine à la FNSEA, la Fédération nationale bovine devant recevoir des crédits d'Unigrains pour procéder à des études économiques.

Selon M. Didier, « la FFA n'a jamais donné pour consigne de détruire des bâtiments publics ou privés, et n'a jamais participé à une quelconque opération de destruction ». Une manifestation réunissant une centaine de personnes s'est déroulée dans le calme devant le palais de justice de Saint-Gaudens, pendant l'audition par le juge d'instruction de M. Alexis Arette et de M. Jean-Marie Jegun, adhérent à la FFA et détenu pour la même affaire. Le juge, M. Billaud, a décidé le maintien en détention provisoire de deux hommes.

Les banques britanniques mettent une condition au rééchelonnement de la dette brésilienne

Londres (AFP). — Les banques britanniques ont averti le gouvernement de Londres, qu'elles n'accepteraient de rééchelonner à long terme ce que leur doit le Brésil qu'à la condition que les Etats réunis au sein du Club de Paris rééchelonneraient à long terme la dette publique garantie de ce pays, à-t-on appris, le mercredi 5 septembre, à Londres, dans les milieux bancaires.

posera », révèle-t-on de source bancaire. La dette brésilienne envers l'Etat britannique, ou garantie par lui, est en effet considérable, et les banques entendent exiger que « l'esprit de la déclaration du sommet économique de Londres soit respecté ».

L'informatique en Grande-Bretagne

ITT NE DÉTIENDRA QUE 24 % DU « COUPLE » STC-ICL

ITT a accepté de réduire sa participation dans la compagnie britannique Standard Telephones and Cables (STC) à 24 %, afin de permettre le rachat par STC du constructeur d'ordinateurs International Computer Limited (ICL). Le groupe américain ITT, qui possède aujourd'hui 37,4 % des actions de STC, avait conservé, au terme du rachat, environ 27 %, en tout cas plus de 25 % à l'issue de l'OPA de STC sur ICL. ITT avait même fait connaître son intention de porter sa part à 29,9 % par rachat d'actions.

Les syndicats, le Parti travailliste et Fujitsu, qui a des liens techniques avec ICL, s'en inquiètent. Ils craignent une trop grande influence du groupe américain sur l'industrie informatique britannique. ITT aurait en, en particulier, trois sièges au conseil d'administration du couple STC-ICL.

Avec seulement 24 % des parts, les craintes politiques d'amenuisement et la fusion devrait pouvoir se faire. ITT maintiendra ses liens commerciaux et techniques importants avec STC (dont il détenait encore 75 % il y a deux ans), mais, aux termes des accords, ne devrait pas avoir accès aux technologies d'ICL, qui, de son côté, poursuivra sa coopération avec Fujitsu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

La C.F.R. publie les éléments relatifs à son activité au cours du premier semestre 1984 et à son résultat au 30 juin 1984. Les résultats sont présentés selon les dispositions du nouveau plan comptable général.

Les ventes de la Compagnie se sont élevées à 11 523 000 tonnes, soit un niveau très voisin de celui atteint au premier semestre 1983. Sur le marché intérieur français les ventes de la C.F.R. ont diminué de 6,1 %.

La Compagnie a traité dans ses raffineries 9 933 000 tonnes de pétrole brut, soit une progression de 3 % par rapport au semestre de référence.

Du fait essentiellement de la hausse du cours du dollar intervenue entre les deux périodes, le chiffre d'affaires, qui s'est établi à 25 049 000 000 F, a progressé de 7 %.

Cette hausse du cours du dollar, qui s'est poursuivie en moyenne entre le deuxième semestre de l'année 1983 et le premier semestre de l'année 1984, a entraîné un renchérissement du coût d'approvisionnement, et de ce fait au effet de stocks positif de 417 000 000 F. Au premier semestre 1983, l'effet de stocks était négatif de 170 000 000 F.

Le résultat net comptable de la Compagnie est une perte de 494 425 000 F. Au premier semestre 1983 la perte était de 444 051 000 F. Le redressement des résultats qui avait été obtenu sur l'ensemble de l'année 1983, où la perte avait pu être limitée à 163 959 000 F, n'a pu être confirmé.

La situation très déprimée des prix internationaux a pesé sur les résultats de

la Compagnie. En dépit des efforts faits pour réduire le coût des approvisionnements, la C.F.R. n'a pu éviter la dégradation des marges entre les prix de vente des produits et les prix des matières premières partiellement acquises à des prix de contrat.

Cette situation a été encore aggravée par l'application incomplète de la formule des prix des produits pétroliers en France. La limitation artificielle du cours du dollar jusqu'au 10 février 1984 et le maintien des paramètres de la formule en niveau dévalorisé fixés par les pouvoirs publics en juillet 1983 ont coûté à la C.F.R. environ 300 000 000 F au premier semestre 1984.

La dotation aux amortissements a été limitée au niveau de 278 458 000 F, correspondant aux amortissements linéaires cumulés sans reprise d'amortissements. Ce chiffre est très proche d'une dévaluation linéaire simple. Le solde des amortissements divers de provisions est une dotation nette de 12 880 000 F.

La capacité d'autofinancement comptable est négative de 206 453 000 F. Elle était négative de 23 539 000 F au premier semestre 1983.

La Banque PARIBAS, désireuse de poursuivre l'action entreprise en faveur des organismes à but non lucratif, Associations, et d'une façon plus générale, de toutes les Institutions ou Collectivités relevant de l'article 206-5 du C.G.I., vient de créer une SICAV de première catégorie :

FRANCE NET

Cette Sicav a pour ambition d'offrir à ses souscripteurs la possibilité de gérer à moyen terme la partie de leur réserve financière investie en Emprunts d'Etat.

Son objectif de gestion est de rechercher sur moyenne période la meilleure performance possible, à la fois sous la forme de revenu et de plus-value.

FRANCE NET vient ainsi compléter une gamme de produits parfaitement adaptés à la situation spécifique de cette catégorie d'investisseurs, notamment au plan fiscal.

Les souscriptions, qui peuvent s'effectuer en numéraire ou par rapport de titres, sont reçues depuis le 4 septembre au Siège ou dans les succursales et agences de la Banque PARIBAS.

NATIO-VALEURS

Société d'investissement à capital variable

M. Daniel Olchanski vient d'être appelé à prendre la direction du département Bourse et Gestion Mobilière de la direction financière de la Banque Nationale de Paris. Cette extension de ses fonctions a conduit M. Olchanski, déjà président d'Epargne-Inter et directeur général d'Epargne-Valueur, à souhaiter être déchargé de ses fonctions de président de NATIO-VALEURS.

Le 31 août 1984, le conseil d'administration a pris acte, avec regret, de la décision de M. Olchanski, sur proposition de ce dernier, il a nommé M. Georges Chodron de Courcel, sous-directeur à la direction financière de la Banque Nationale de Paris, pour le remplacer à la présidence de la société. M. Olchanski demeure administrateur de NATIO-VALEURS.

M. Christian Jessus a été confirmé par le conseil dans ses fonctions de directeur général. M^{me} Olgiati a été nommée secrétaire général.

200

ORDINATEURS

de 500 F à 50 000 F

130 imprimantes, 2 000 adresses, un lexique, etc.

GUIDE MICRO, 35 F chez votre marchand de journaux

Le Guide Micro 8485

MARCHÉS

PARIS

5 septembre

Resistant

Le marché a été résilient, malgré la baisse des indices américains. Les investisseurs ont réagi positivement aux données économiques françaises, qui ont montré une certaine stabilité. Les actions ont progressé, tandis que les obligations ont subi une légère baisse. Le dollar a continué de se dévaluer, ce qui a favorisé les exportations françaises.

LA VIE DE

COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE. Les résultats du premier semestre 1984 ont été décevants, avec une perte nette de 494 millions de francs. La direction explique cela par la dégradation des marges et la hausse des coûts de production.

INDICES QUOTIDIENS

Indice CAC 40	1153	1142
Indice DAX	1153	1142
Indice SBF 120	1153	1142
Indice MIB 30	1153	1142
Indice Nikkei 225	1153	1142
Indice Hang Seng	1153	1142
Indice ASX 200	1153	1142
Indice BSE 100	1153	1142
Indice SSE 300	1153	1142
Indice HSI	1153	1142
Indice KOSPI	1153	1142
Indice TSE 100	1153	1142
Indice NSE 50	1153	1142
Indice BSE 30	1153	1142
Indice SMI	1153	1142
Indice PSI	1153	1142
Indice ISE	1153	1142
Indice WSE	1153	1142
Indice RSE	1153	1142
Indice LSE	1153	1142
Indice NYSE	1153	1142
Indice NASDAQ	1153	1142
Indice AMEX	1153	1142
Indice NYSE Arca	1153	1142
Indice NYSE Euronext	1153	1142
Indice NYSE MKT	1153	1142
Indice NYSE SmallCap	1153	1142
Indice NYSE MidCap	1153	1142
Indice NYSE LargeCap	1153	1142
Indice NYSE Dividend	1153	1142
Indice NYSE Growth	1153	1142
Indice NYSE Value	1153	1142
Indice NYSE Energy	1153	1142
Indice NYSE Healthcare	1153	1142
Indice NYSE Technology	1153	1142
Indice NYSE Financial	1153	1142
Indice NYSE Industrial	1153	1142
Indice NYSE Consumer	1153	1142
Indice NYSE Retail	1153	1142
Indice NYSE Services	1153	1142
Indice NYSE Utilities	1153	1142
Indice NYSE Real Estate	1153	1142
Indice NYSE Insurance	1153	1142
Indice NYSE Media	1153	1142
Indice NYSE Entertainment	1153	1142
Indice NYSE Sports	1153	1142
Indice NYSE Travel	1153	1142
Indice NYSE Hospitality	1153	1142
Indice NYSE Food & Beverage	1153	1142
Indice NYSE Pharmaceuticals	1153	1142
Indice NYSE Biotechnology	1153	1142
Indice NYSE Aerospace	1153	1142
Indice NYSE Defense	1153	1142
Indice NYSE Government	1153	1142
Indice NYSE Education	1153	1142
Indice NYSE Healthcare	1153	1142
Indice NYSE Technology	1153	1142
Indice NYSE Financial	1153	1142
Indice NYSE Industrial	1153	1142
Indice NYSE Consumer	1153	1142

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. «Désir de justice (libé)», par Pierre Vidal-Naquet.
- LI: la Palestine, un enjeu, des straté- gies, un dessin, de Nadia Berjollou- Olivier.
- Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. EUROPE
 4. PROCHE-ORIENT
 5. AFRIQUE
 - M. Botha est élu président de la République sud-africaine.
 6. AMÉRIQUES
 - Washington accueille avec satisfac- tion la victoire des conservateurs au Canada.
 8. ASIE
- POLITIQUE**
- 7 à 12. M. Laurent Fabius à «L'heure de vérité».
 14. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON: Une rumour d'été- phant, d'Alain Gerber; Limonov, d'Edouard.
- 15 à 18. PREMIÈRES RENCONTRES: Jean-Philippe Arrou-Vignod, Jean- Claude Charles, Philippe Lemerle et Jacques Drillon.
18. HISTOIRE: le métier d'homme d'État: Henry IV, Louis XIV et Bi- marck.
17. HISTOIRE LITTÉRAIRE: les Souvenirs de Madame du Camp; la Correspondance de Mallarmé.

SOCIÉTÉ

20. M. Bouchard et le naufrage du Mont-Louis.
- Les internationaux de Flushing Me- dows.

SUPPLÉMENT

- 21 à 23. RENTRÉE SCOLAIRE: quand la qualité est de rigueur.

CULTURE

25. FESTIVALS: Venise, Deauville.
27. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

29. SOCIAL: l'appel à l'action de M. Kra- udel.
30. AFFAIRES: la CSE aux États-Unis: «J'y vas-y, j'y vas-y pas?»
30. TRANSPORTS: M. Auroux favorable au projet d'Airbus long-courrier.
30. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (27) INFORMATIONS «SERVICES» (28):
Météorologie; Météo croisés; Journal officiel; Loto; Loterie; Tacotac.
Annonces classées (24); Car- net (29); Programmes des spectacles (26); Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 6 septembre 1984 a été tiré à 466 931 exemplaires

R. RENAUDIN
SES CHAMPAGNES
DE NOBLESSE

BRUT RESERVE

DOMAINE DES CONARDINS
MOUSSEY PRÈS ÉPERNAY
TEL: (26) 54-03-41

avec DUNLOP et TACONIT

TENNIS ACTION
734-36-36

STAGES LONGUE DURÉE
10 ou 20 semaines - 4 ou 6 mois
Admission - Entrée - Tous niveaux
9 CENTRES À PARIS
Post d'Orléans, Ivry, Champs-Élysées, Paris 16, Le Dôme, Fontenay/Bd. de la Chapelle

A B C D E F G

A Genève

La réunion internationale officielle sur l'exploitation des fonds marins s'est achevée par un compromis

De notre envoyée spéciale

Genève. — La réunion officielle de la commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, qui avait commencé le 13 août, s'est achevée comme prévu mercredi 5 septembre. La séance, fort courte, a commencé par la lecture, par M. Joseph W. Roberts (Tanzanie), président de la commission préparatoire, d'un abrégé des rapports établis par les quatre commissions spécialisées. Il a ensuite rendu public le document d'accord, qui est un chef-d'œuvre de compromis.

La commission préparatoire étu- diera, à sa troisième session — qui commencera le 11 mars prochain à Kingston (Jamaïque) — la possibi- lité d'attribuer à la République fédé- rale d'Allemagne un site d'Etat in- vestisseur pionnier (le Monde du 5 septembre). A la condition exp- resse que la RFA signe la convention avant la date limite du 9 décem- bre prochain. A la condition aussi qu'elle soit substituée à l'un des consortiums internationaux aux- quels la convention du droit de la mer reconnaît le titre d'investisseur pionnier (1). Ainsi, le nombre de sites attribués à des entités ou Etats occidentaux ne sera-t-il pas augmen- té.

Dès qu'il a été question de recon- naître à la RFA, en tant qu'Etat, le statut d'investisseur pionnier, le

groupe des pays de l'Est a demandé qu'un deuxième site de même na- ture soit attribué à l'un d'entre eux, en plus de celui déjà reconnu à l'URSS. Faute de temps, cette de- mande n'a pu être examinée à Ge- nève, mais doit l'être à Kingston. Faute de temps aussi a été renvoyé à la session de mars 1985 l'examen du projet de résolution dans lequel la Bulgarie, au nom du groupe des pays socialistes d'Europe orientale, attaque très violemment l'arrange- ment provisoire conclu le 3 août der- nier par l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, la France, la Grande- Bretagne, l'Italie, le Japon et les Pays-Bas.

Selon M. Claude Chavet, ambas- sadeur de France, qui dirige la délé- gation française, celle-ci est satis- faite de la réunion officielle de Genève. Les dates souhaitées par la France pour le calendrier et les pro- cedures des demandes de sites ont été obtenues. En fixant au 9 décem- bre prochain (et non au 30 septem- bre, comme le souhaitait l'URSS) la date limite de dépôt des demandes, on met sur un pied d'égalité tous les investisseurs pionniers possibles, y compris l'Allemagne fédérale, qui a, ainsi, trois mois pour décider si elle signe ou non la convention. La Belgique, l'Italie et peut-être la Suisse ont, elles aussi, le même délai de réflexion.

YVONNE REBEYROL

Au Maroc

REMISES DE PEINE POUR 219 DÉTENUÉS

Le roi Hassan II a accordé de nouvelles remises de peines à deux cent dix-neuf détenus à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd-el-Adha, célébrée ce jeudi 6 septembre. L'agence marocaine de presse ne précise pas l'identité des prisonniers bénéficiaires de cette mesure. Soixante militants de partis de gauche étaient parmi les deux cent cinquante-dix prisonniers qui avaient bénéficié d'une remise de peine similaire le 20 août dernier, deux cent cinquante, sur le total, étaient remis en liberté.

Parmi ces derniers, figuraient plusieurs personnes condamnées à la suite des manifestations de janvier. La dernière mesure de clémence intervient à la suite d'un mouvement de grève de la faim d'une trentaine de prisonniers qui réclamaient de meilleures conditions de détention. Ce mouvement vient d'être inter- rompu par les grévistes (le Monde du 6 septembre). Douze d'entre eux, à Marrakech, ont reçu mercredi la visite de leurs parents, ont annoncé ces derniers.

L'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) a affirmé mercredi à Paris que trois des grévistes de la faim à Marrakech, tombés dans le coma depuis plusieurs jours, étaient dans un « état désespéré » et qu'il leur serait désormais difficile de les sau- ver. (Trois grévistes sont morts depuis le début du mouvement.) M. Driss Anouar, président de l'ASDHOM, a précisé que les trois détenus dans le coma étaient MM. Douairi Moulay Tahar, El Anassiri Moulay Ibrahim et Essad Mohamed. — (Reuters, AFP.)

Au Salvador

UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT DUARTE DOIT RENCONTRER M. UNGO AUX ÉTATS-UNIS

San-Salvador (Reuters). — M. Julio Adolfo Ray Prendes, ministre suprême de la présidence salvado- rienne, a déclaré, mercredi 5 sep- tembre, qu'il rencontrerait le 12 octobre pour un débat public à Los Angeles M. Guillermo Ungo, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (FDR), bras poli- tique de la guérilla.

Il s'agira, a-t-il précisé, « du contact au niveau le plus élevé entre les autorités et la guérilla et d'un premier pas vers la recherche d'une solution pacifique à la guerre civile au Salvador ».

« L'idée est de montrer notre bonne volonté à parler des problèmes du pays avec tous, y compris le FDR », a-t-il ajouté.

Maison de l'Iran

SOLDE 50%

TAPIS ET ARTISANAT PERSANS

59, Champs-Élysées - 01 225 62 90

LA SITUATION AU CREUSOT

Un climat de « pré-émeute » déclare le maire

Une table ronde devait avoir lieu, ce jeudi 6 septembre dans l'après- midi, entre les partenaires sociaux, les élus et les candidats à la reprise de Creusot-Loire, en présence de MM. Louis Gallois, directeur gé- néral de l'Industrie, Pierre Cadomeix, directeur des industries mécaniques, métallurgiques et électriques, et Wencelas Bandrillard, conseiller technique de M. Cresson, ministre du redéploiement industriel.

Les syndicalistes, qui ont été reçus le mercredi 5 septembre par M. Cresson avec les élus des régions concernées, espèrent obtenir une modification du projet de reprise piloté par First-Cail et Babcock, et veulent en tout cas obtenir des précisions sur le plan industriel avant d'aborder le volet social. Ils entendent aussi que d'autres plans industriels soient présentés et étudiés.

En matière sociale, le ministère du redéploiement industriel envisageait d'étendre à certaines activités non-siderurgiques (usine de Nantes et société Pinguely), les dispositions de la convention de protection sociale de la sidérurgie. Mais un arbitrage interministériel serait nécessaire sur ce point.

Une manifestation est organisée au Creusot pour accompagner les représentants syndicaux à la table ronde. Le maire (socialiste) de la ville, M. Camille Dufour, n'a pas caché, mercredi soir, son inquiétude sur le climat social au Creusot, qu'il a qualifié de « climat de pré-émeute ». « Si un salarié sur trois est licencié au Creusot (sur cinq mille cinq cents emplois, mille huit cents sont menacés), si on arrive à une telle extrémité, autant raser la ville avec un bulldozer », a-t-il déclaré.

DOLLAR FERME DANS UN MARCHÉ CALME: 9,0475 F

Sur les marchés des changes entrefe- ments calmes, après leur accés de fièvre du début de la semaine, le dollar a baissé de 1/16 de point, à 9,0475 F, contre 9,0500 F, le 6 septembre, ce cours de la veille. A Paris, il valait, en fin de séance, environ 9,0475 F, et à Fran- cfort, 2,9480 DM. A New-York, mer- credi soir, il s'était élevé, toutefois, à 9,07 F et 2,9530 DM, mais les inter- ventions des banques centrales, notam- ment de la Bundesbank (pour plus d'un demi-milliard de dollars) l'ont ramené en dessous de ces cotations. Les ventes bénéficiaires des opérateurs sont habi- tuellement de ce genre de poussée, mais rien n'indique que les opérateurs in- ternationaux soient moins acheteurs de dollars, monnaie universellement demandée.

● Toyota ne construira pas d'automobiles à Taiwan. — Taiwan a annulé, le 6 septembre, le projet de construction avec Toyota de trois cent mille véhicules par an pour un investissement de 450 millions de dollars. C'est sur le niveau des exportations — le gouvernement de Taïpeh voulait que la firme japo- naise s'engage sur cent cinquante mille automobiles — que l'accord aurait échoué. — (UPI.)

● Important excédent commercial en RFA. — La balance des paie- ments courants de la RFA a enregis- tré un déficit de 0,2 milliard de DM en juillet, ce qui représente une très nette amélioration par rapport à juin (3,17 milliards de DM). (AFP.)

Les sommaires de septembre

LE MONDE DIPLOMATIQUE: La foire aux libertés

C'est une offensive de grand style qui est lancée contre le gouvernement socialiste français, accusé d'étouffer la liberté d'entreprise, la liberté de l'ensei- gnement, la liberté de la presse. Dans le premier volet d'un tripty- que — les deux autres paraîtront en octobre et en novembre — Claude Julien analyse cette croi- sée libertaire de la droite.

Videler examine un « sandinisme sans fatalité », au Chili (évoqué par une nouvelle d'Antonio Skar- meta, le Coup de téléphone).

Le même numéro comporte un article d'Amnon Kapelouk sur la situation politique en Israël, un bilan des difficultés économiques du Ghana, une description du Portugal « sous tunnel améri- cain », un ensemble de docu- ments sur les réfugiés dans le monde, etc. On remarquera par- ticulièrement l'étude de Benjamin Coriat et Robert Boyer sur le retour de la pensée de Schup- pater, une pénétrante réflexion de Norma Benbaum sur la société américaine, un grand extrait du nouveau roman d'André Brink, le Mur de la peste.

★ Le numéro: 11 F.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION: Les profs à l'heure du doute

Les enseignants sont en plein désarroi. Ballottés de réforme en réforme, isolés dans leur classe, frappés par la crise, perturbés de surcroît par une gauche qui n'a pas apporté avec elle les lende- mains qui chantaient, ils se sentent mal à l'aise. Deux piliers sont ébranlés: le métier, que certains tentent de fuir pour échapper au désenchantement; le syndicat, qu'ils abandonnent en grand nombre.

L'éducation, tous les sujets du baccalauréat donnés en français et en philosophie, dans toutes les séries et dans toutes les ac- démies. Avec, cette année, des notices biographiques et litté- raires, et des index thématiques qui les enrichissent.

Enfin, des conseils et des informations pour bien négocier ces tourments décisifs pour la scolarité de votre enfant: l'entrée en maternelle, au cours préparatoire ou en sixième.

★ Le numéro: 11 F.

DOSSIERS ET DOCUMENTS: Les jeunes dans la société: la désertification

Enfants de la prospérité, ils tentent aujourd'hui de se frayer un chemin dans la crise. Non sans mal. Les huit millions et demi de quinze-vingt-quatre ans recensés en France en 1984 ont appris à vivre avec le chômage: redouté ou subi. Un dossier de quatre pages présenté par Phi- lippe Bernard et rassemblé par Michèle Jamsil, professeur de sciences médico-sociales, pré- sente, sur la base de la docu- mentation du Monde, cet univers des jeunes, un univers marqué par la fantastique explosion de la communication et une remise en cause par le plus grand nombre des valeurs traditionnelles.

La désertification. Elle est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est pourtant un phénomène ancien, et nombre de témoi- gnages attestent la relative ver- deur de régions aujourd'hui désertiques ou subdésertiques. Mais il a fallu attendre 1977 et la première conférence des Nations unies sur la désertification pour que la communauté internatio- nale s'émeuve et tente de mener une action concertée pour enrayer un processus qui à terme menace la survie de l'humanité. Ce dossier rassemblé par Patrick Eveno, professeur d'histoire-géographie, et présenté par Roger Cerns, évalue l'ampleur du mal, en fixe les causes et montre son ampleur, certains pays riches comme l'Australie n'étant pas épargnés. Il inventorie en conclu- sion quelques-unes des formes de lutte mises en œuvre du Sahel à l'Éthiopie et de la Chine à la Libye.

★ Le numéro: 5,50 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE: Steinway et son royaume

Il pleut à Hambourg sur les usines Steinway, où l'on fabrique les plus beaux pianos du monde. Michelangelo, Brendel, Lupo, Pershing, ont leur photo dans le grand hall d'exposition avec un piano Steinway. Les pianistes, quand ils parlent de Steinway, ont l'hyperbole facile, et le public a pris l'habi- tude d'identifier cette marque à la perfection technique comme à la beauté sonore.

L'empire Steinway, cependant, subit des attaques. De grands solistes « trahissent » pour Bösendorfer ou Yamaha. D'autres se plaignent (en sour- dine) d'être trahis par des instru- ments mal entretenus, mal réglés, et regrettent la splendeur passée. « Un piano doit être humain, c'est tout ce que je demande », tranche Miguel- Angel Estrella, qui a tressé pour le Monde de la musique un grand questionnaire de concert Bösendorfer et un modèle D Steinway. La guerre des pianos ne s'apaise pas pour autant: elle n'a jamais cessé depuis que le légendaire Faderewski posait de tout son poids dans la bagarre et que les Coréens, après les Japonais, sont entrés en lice.

★ Le numéro: 18 F.

● En grève de la faim depuis près d'un mois, les huit réfugiés bas- ques menacés d'extradition sont dans un état de santé préoccupant. Après l'avis favorable de la chambre d'accusation de Pau, le 9 août der- nier, MM. Gotson Castillos, Jose Maria Galdies, Francisco Alberdi, Jose Carlos Garcia, Juan Maria Martinez, Luciano Eizaguirre et

Francisco Lujambio avaient cessé de s'alimenter. Un huitième réfugié, Isidro Garalde, condamné pour dé- tention d'armes à Bayonne, s'était joint ultérieurement à leur mouve- ment. Depuis treize jours, les protes- tataires ont ajouté une grève de la soif à leur mouvement. Ils ont été transférés le 30 août à l'hôpital-prison de Fresnes. Leur bilan de santé, exposé le 4 septembre à Bayonne au cours d'une conférence de presse, fait état de pertes de poids allant de 15 à 22 kilos et de troubles de la vue et de la parole. Les médecins de la prison, qui crai- gnent un blocage de leurs réins, en- visageraient de les mettre sous dia- lyse (rein artificiel). — (Corresp.)

Mocassins homme en cuir: 189 francs!

Escarpins cuir pour femme: 269 F; chaussures cuir pour homme: 140 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants? Parce que l'entreprise H.E.T. est re- financée par plusieurs dizaines de tonnes de chaussures de qualité. Trois points de vente: 19, rue J.-Louis-Tessier (109) M. Concourt; 6, rue Héro (209) M. Saint-Fargeau; 42, rue Claude-Terrasse (1167) M. Porte de Saint-Cloud 647 68 74. Du lundi au samedi, 11 h à 19 h 30. Tel: 238 10 01.

● Le maire de Berlin-Ouest à Paris. — M. Eberhard Diepgen, bourgmestre chrétien démocrate de Berlin-Ouest, est arrivé à Paris mer- credi soir 5 septembre pour une vi- site officielle de deux jours, au cours de laquelle il devait s'entretenir, ce jeudi, avec le ministre des relations extérieures, M. Chénay, et celui du commerce extérieur, M. Cres- son. Vendredi, M. Diepgen sera rep- à l'Élysée par M. Mitterrand, et à la mairie de Paris par M. Chirac.

SCIENCE & VIE

ALERTE AU STRESS!

Nouveau mal du siècle, le stress intéresse les chercheurs. On commence à en comprendre les mécanismes qui ressemblent à un extraordinaire ballet d'hormones. Qu'est-ce que le stress? Un système d'alerte naturel... pouvant entraîner la mort!

Dans le même numéro de Science & Vie: — la carte de France des poubelles nucléaires, — le vrai danger des micro-ondes, — un nouveau terrorisme: les mines de la Mer Rouge.

En vente partout 12,50 F.

صدا من الاموال

Diplomatie secrète

M. Mitterrand s'est entretenu, le 6 septembre, d'abord avec le ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, puis avec le chef de l'Etat. Le chef de l'Etat a eu une longue conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.

Le chef de l'Etat a également eu une conversation avec M. Mitterrand, au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la politique étrangère, les relations avec l'URSS, les relations avec les Etats-Unis, les relations avec la France, les relations avec l'Allemagne, les relations avec l'Italie, les relations avec le Japon, les relations avec la Grande-Bretagne, les relations avec la Belgique, les relations avec la Suisse, les relations avec la Norvège, les relations avec la Suède, les relations avec la Finlande, les relations avec la Danemark, les relations avec l'Allemagne de l'Est, les relations avec la Pologne, les relations avec la Tchécoslovaquie, les relations avec la Hongrie, les relations avec la Roumanie, les relations avec la Bulgarie, les relations avec la Grèce, les relations avec la Turquie, les relations avec la Yougoslavie, les relations avec la Serbie, les relations avec la Croatie, les relations avec la Bosnie-Herzégovine, les relations avec le Monténégro, les relations avec l'Albanie.